

Portrait

Le chef palestinien Fadi Kattan débarque à Genève pour un déjeuner d'exception ●●● PAGE 20



Science

Quand l'intelligence artificielle fabule... et répare ses erreurs ●●● PAGE 9

Economie

Sept années dans la fabrique des «top managers» à Saint-Gall ●●● PAGE 13

Euro 2024

Dans le camp de base anglais, on fait tout pour choyer l'équipe nationale ●●● PAGE 17

Un prévenu juif au cœur d'une bataille

JUSTICE Interpellé le 8 avril, B., de confession juive, a été placé en détention provisoire pour éviter toute collusion, a appris «Le Temps»

■ Le procureur invoquait aussi un risque de fuite en raison, notamment, du droit au retour en Israël. La défense a demandé sa récusation

■ Requête refusée par la Chambre pénale de recours, qui admet la prise en compte du critère religieux dans certaines circonstances et écarte l'intention discriminatoire

■ L'avocat du prévenu, Me Nicola Meier, annonce qu'il portera l'affaire devant le Tribunal fédéral. «Tout cela est profondément choquant!» réagit-il

●●● PAGE 6

ÉDITORIAL

Albert Rösti protège la SSR

DAVID HAEBERLI
✉ @David_Haeberti

Alors qu'il était parlementaire UDC, Albert Rösti était membre du comité d'une initiative qui veut réduire la redevance radiotélévision à 200 francs. Un montant qui correspondrait à un démantèlement partiel de la SSR. Comme conseiller fédéral, il présente une alternative à 300 francs, contre 335 aujourd'hui.

On ne peut pas totalement exclure que son changement de statut ait adouci le Bernois. Il nous semble cependant plus sûr de miser sur le fait que ce prince du compromis ait identifié une stratégie lui permettant de limiter les dégâts tout en prenant des mesures fermes.

Dans la décision présentée par Albert Rösti, le Conseil fédéral s'adresse d'abord aux ménages. La redevance équivaut à un impôt qui finance l'audiovisuel public et une partie du privé. En modérant son montant, il signifie aux citoyens qu'il a compris que les temps sont difficiles et qu'il veut les soulager.

Ce prélèvement, les entreprises y sont aujourd'hui soumises dès 500 000 francs de chiffre d'affaires. Les patrons paient donc à double et ils se battent pour corriger cette injustice. Ils ont été entendus puisque le plancher a été relevé à 1,2 million, exonérant 80% des entreprises, selon les calculs d'Albert Rösti.

Enfin, les éditeurs privés fulminent depuis plus d'une décennie contre la concurrence déloyale à laquelle se livre la SSR en finançant une offre en ligne avec l'argent de la redevance.

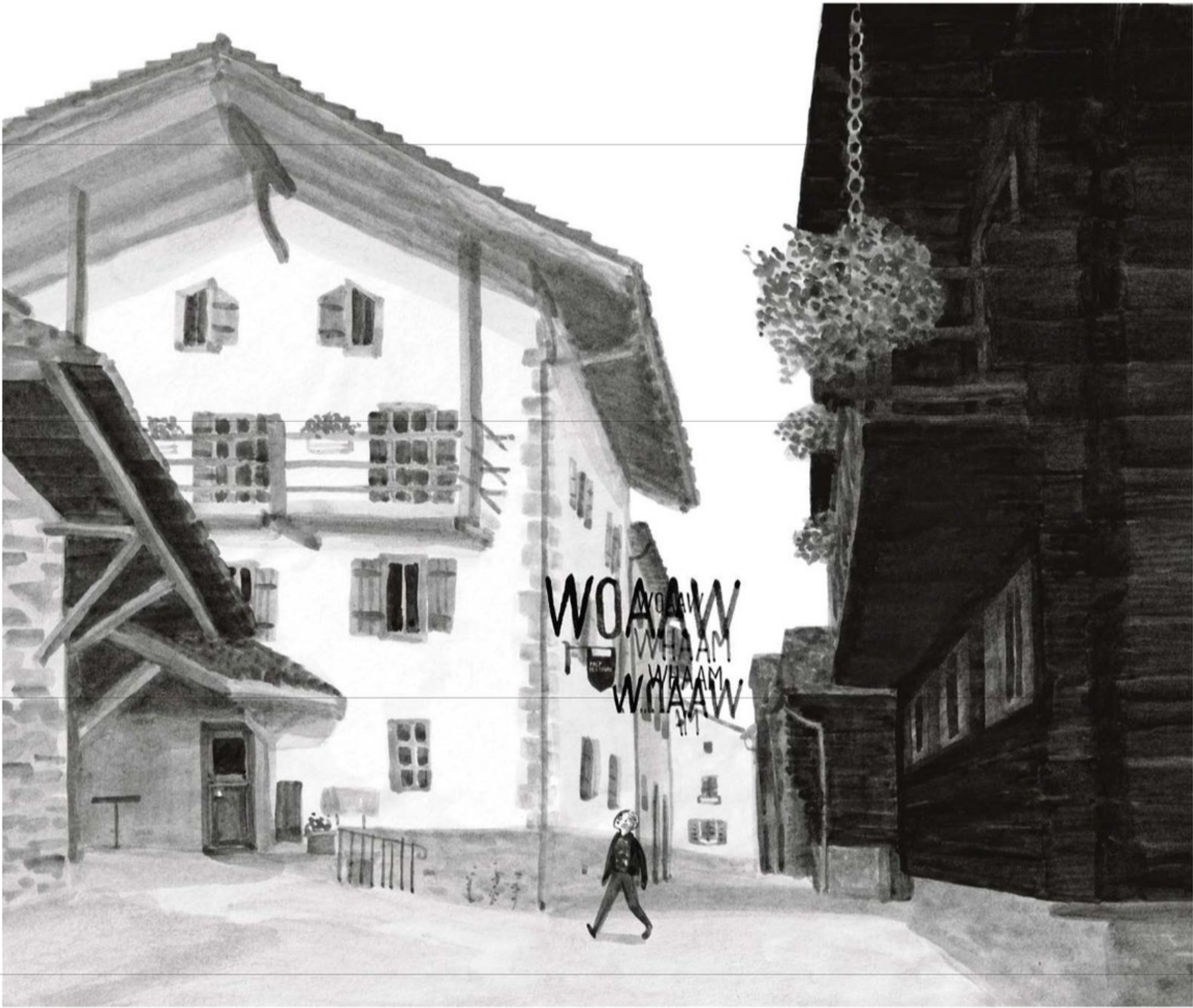
La future concession accordée à la SSR spécifiera que cette offre devra se baser sur l'audio et la vidéo, laissant l'écrit aux médias privés.

En contrepartie, le Conseil fédéral accorde du temps à la SSR. La régie publique a cinq ans pour absorber cette baisse progressive de la redevance. De quoi amortir le choc, au moment où, du côté des privés, l'hécatombe va en s'accroissant, baisse des revenus publicitaires oblige. Plusieurs plans de licenciement seraient en préparation dans les grandes maisons d'édition du pays.

En mettant beaucoup d'eau dans son vin, Albert Rösti protège la SSR. Sa future directrice serait bien inspirée de le comprendre. En Suisse alémanique, l'image du service public est plus dégradée qu'ailleurs. Si rien ne change, certains citoyens n'auraient aucun scrupule à voter pour une initiative plus extrême.

●●● PAGE 7

Bruson, une utopie valaisanne



ARTS Dans sa BD «Chroniques palpiennes», Hélène Becquelin témoigne de la transe culturelle qui anime habitants et artistes invités par le PALP dans le village bagnard de Bruson, où l'équipe du festival tient ses quartiers. (HELENE BECQUELIN, EDITIONS ANTIPODES 2024)

●●● PAGE 18

Des Suisses dénoncent le léviathan de l'asile

MIGRATION Deux Lausannoises démentent depuis 2018 pour permettre à une famille originaire d'Erythrée de se construire une vie. Le jeune couple est arrivé en Suisse en 2015, à l'âge de 18 ans. Il a obtenu une protection des autorités fédérales. Lui a été débouté. Depuis neuf ans, ils se battent pour échapper à leur «situation de non-existence». Récit de leur fuite d'Erythrée dans des conditions inhumaines, jusqu'à un quotidien kafkaïen vécu en Suisse. Le rêve du jeune père: un permis de séjour, vivre avec sa famille, se marier et travailler. «C'est comme être en prison dehors», résume-t-il de sa vie actuelle.

●●● PAGE 3

Données volées à la Croix-Rouge italienne

CYBERATTACHE Un volume très important de données a été subtilisé à la Croix-rouge italienne, touchant de nombreuses personnes vulnérables prises en charge par l'ONG

■ La Suisse est très concernée par de telles attaques: un rapport de la Confédération montre l'impréparation du pays face aux cybercriminels

●●● PAGES 5, 13

Le conflit à Gaza affole les curseurs

FRANCE Alors que son image était marquée par des décennies de négationnisme, le RN a réussi à se positionner en défenseur des juifs de France. A tel point que Serge Klarsfeld voterait «sans hésitation» pour le Rassemblement national aux prochaines élections législatives, a déclaré l'ancien «chasseur de nazis». Comment en est-on arrivé là? Les attaques du 7 octobre ont brisé certains tabous de la politique hexagonale. La France insoumise est devenue un repoussoir pour la communauté juive. Et le procès pour antisémitisme du parti mélenchoniste est récupéré par le camp macronien.

●●● PAGES 2, 4

Appel au Conseil fédéral pour une stratégie industrielle forte

OPINION

Nous, conseillers aux Etats, sommes intervenus récemment à Berne pour défendre les filières du verre, de l'acier et sidérurgique en Suisse. Il est à nos yeux extrêmement important que ces industries maintiennent leur production et développent davantage leurs activités en Suisse.

Nous sommes d'avis que ces secteurs clés sont d'intérêt national, nécessitant le soutien du Conseil fédéral. Nous craignons que ces entreprises productrices, qui participent directement à l'économie circulaire de notre pays, en raison de leur énorme potentiel pour le recyclage de matières premières, soient délocalisées à l'étranger.

Une telle hypothèse entraînerait des conséquences désastreuses pour notre économie et le climat. De plus, avec l'introduction de l'impôt minimum de l'OCDE, un avantage concurrentiel important de la Suisse a disparu, alors que d'autres pays de l'OCDE mènent en même temps une politique industrielle massive avec des subventions, des avantages et des aides.

Cet état de fait modifie considérablement la position concurrentielle de notre pays, c'est pourquoi le Conseil fédéral doit en tenir compte pour sa vision globale.

En effet, toute délocalisation de ces filières causerait une hausse des émissions de CO2 en raison de l'augmentation des transports pour ramener ces matières recyclées dans notre pays. Elle pourrait également créer des ruptures d'approvisionnement dans de nombreux secteurs de notre économie.

A titre d'exemple concernant la filière du verre, les habitants de notre

pays ont pour habitude depuis de nombreuses années de recycler de manière systématique le verre. Historiquement, ce recyclage se faisait en Suisse notamment au sein de l'entreprise Vetropack.

Avec l'introduction de l'impôt minimum de l'OCDE, un avantage concurrentiel important de la Suisse a disparu

Toutefois, avec les récents départs pour l'étranger, le recyclage du verre n'est plus assuré en Suisse ou dans les pays limitrophes. A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas où est exporté le verre rapporté aux lieux de tri ainsi que l'impact écologique lié au transport de ces matières vers l'entreprise de recyclage. Il convient à notre sens de s'assurer que les bons comportements des habitants de notre pays servent à la transition énergétique et qu'ils permettent de réduire notre dépendance aux matières premières.

C'est pour cette raison que nous demandons au Conseil fédéral d'agir et de soutenir ces entreprises par le biais de l'encouragement à l'innovation, des mesures incitatives au recyclage ou des soutiens à l'investissement financés par le fonds CO2. Car si nous arrivons à maintenir ces industries et que nous

renforçons la recherche et l'investissement dans de nouvelles technologies de pointe, nous arriverons à garder ces industries en Suisse.

Au-delà de ce potentiel de recyclage dans notre pays, nous investissons également pour les nouvelles générations qui pourront bénéficier de lieux de recherche et de formation de qualité, tout en assurant l'attractivité de notre pays.

Enfin, toute délocalisation de ces secteurs clés a des conséquences désastreuses pour l'emploi. Lorsqu'une entreprise ferme ses portes en Suisse, des centaines d'emplois industriels et un savoir-faire précieux disparaissent à jamais. Derrière ces emplois, ce sont des familles et des habitants de notre pays qui sont touchés et qui doivent changer d'orientation professionnelle.

C'est pour défendre ces emplois dans ces secteurs clés que nous nous engageons pour que le Conseil fédéral vienne appuyer indirectement ces sociétés, par le biais d'investissements, pour qu'elles poursuivent leur production en Suisse et participent activement à la filière du recyclage. Nous demandons ainsi au Conseil fédéral de se doter d'une stratégie pour ces industries d'intérêt national afin que notre pays garde une économie diversifiée capable de produire et pas seulement de fournir des services et consommer. ■

PASCAL BROULIS CONSEILLER AUX ETATS, VAUD, PLR | PIERRE-YVES MAILLARD CONSEILLER AUX ETATS, VAUD, PS | FRANZISKA ROTH CONSEILLERE AUX ETATS, SOLEURE, PS | DAMIAN MULLER, CONSEILLER AUX ETATS, LUCERNE, PLR

France: les idées d'extrême droite surreprésentées dans le débat public?

OPINION

Alors que les élections européennes font du Rassemblement national (RN) le premier parti de France, et que la dissolution de l'Assemblée nationale ouvre au parti de Marine Le Pen un boulevard vers Matignon, il convient de s'interroger: comment en est-on arrivé là?

Comment un parti lancé initialement par un ancien Waffen-SS, Pierre Bousquet, et dont l'ancien président Jean-Marie Le Pen a qualifié les chambres à gaz de «détail de l'histoire» a-t-il pu, en vingt ans, passer de repoussoir à solution pour une majorité de la société française? Comment des individus comme Jordan Bardella, dont le bilan au Parlement européen est quasiment inexistant, peuvent-ils aujourd'hui être considérés comme des élus crédibles par les électrices et électeurs? Pourquoi le RN arrive-t-il en tête de la quasi-totalité des tranches d'âge et des catégories socioprofessionnelles?

Lentement mais sûrement, les idées promues par le RN et ses alliés ont essaimé dans le débat public et ont fini par s'imposer comme de nouvelles évidences chez une majorité de personnes. Il est frappant de constater que même des individus peu politisés peuvent avoir totalement intériorisé ces discours. Ils sont alors convaincus de l'imminence d'une submersion migratoire, d'un effondrement moral de la société et d'une explosion des violences.

C'est par exemple le cas de la fameuse – et fumeuse – théorie de «l'appel d'air» qui voudrait qu'une Europe disposant de politiques d'accueil dignes, respectueuses et humanistes provoque un exode massif vers son territoire, théorie pourtant largement battue en brèche par les études universitaires sur les questions migratoires. Pareil-



LÉA MOREAU SHMATENKO
MEMBRE DE PLACE
PUBLIQUE



HUGO HOUBART
MEMBRE DE PLACE
PUBLIQUE

Face à une vidéo d'agression sur TikTok, les travaux scientifiques et les réflexions argumentées sont peu de chose...

lement, l'idée selon laquelle il y aurait une «explosion» des violences liées à l'immigration ne tient pas comme veut pourtant le faire croire le RN. Selon les données statistiques, la grande majorité des personnes mises en cause par les services de sécurité pour des crimes ou des délits sont de nationalité française (à plus de 80% en 2021 selon l'INSEE). De plus, il n'existe pas de mesure claire de la violence en France entre 1960 et 2024. Cela est notamment dû à l'absence de statistiques établies, à l'évolution de la perception des violences par la population, à l'évolution des lois et au renforcement des contrôles.

En d'autres termes, plus on cherche, plus on trouve, plus on sensibilise, plus

les victimes portent plainte, plus les chiffres augmentent, plus la violence est diffusée sur les réseaux sociaux, plus sa perception par la population est forte.

En répandant ces contre-vérités et ces discours simplistes, le RN se pose en sauveur grâce à de forts relais médiatiques. Pour cela il utilise une stratégie incluant des médias connus pour leur complaisance avec l'extrême droite et des contenus largement repris et diffusés sur les réseaux sociaux.

C'est bien là que le RN a marqué des points. En investissant internet et les réseaux sociaux avant les formations politiques traditionnelles, le parti d'extrême droite a fait office de pionnier dans la communication politique numérique. Ecartés des médias traditionnels entre la fin des années 1990 et le début des années 2000 en raison de leurs idées, certains idéologues d'extrême droite ont été parmi les premiers acteurs politiques à se faire une place sur internet, en repartageant massivement des images chocs et sensationnalistes, des faits divers sordides et des mêmes visant à rendre sympathiques des idées pourtant stigmatisantes.

Ce faisant, ils ont pu construire patiemment une nouvelle communauté qui bénéficie aujourd'hui au RN. Ils ont ainsi pris une avance considérable sur d'autres forces politiques. A cela s'ajoutent l'évolution récente du paysage médiatique français et la course continue à l'audience qui favorise le commentaire plus que l'analyse et l'éditorialiste plus que le journaliste. Il faut dire que face à une vidéo d'agression sur TikTok, les travaux scientifiques et les réflexions argumentées sont peu de chose... ■

Les élections en France: angoisse économique

CHRONIQUE



CHARLES WYPLOSZ
ÉCONOMISTE, CHRONIQUEUR

Les partis politiques n'ont pas vu venir les élections et se sont trouvés dans la nécessité de bâtir un programme en quelques jours. Ayant passé les sept dernières années à s'opposer à tout ce que Macron faisait, ils ont largement échoué à formuler des propositions responsables. Ce qu'ils promettent sur le plan économique est angoissant.

Le parti de centre droit (Les Républicains) ayant explosé, les deux forces d'opposition sont le Rassemblement national et l'alliance de gauche, le Nouveau Front populaire. Chacun, à sa manière, a retrouvé ses vieux réflexes et chacun s'est empressé de faire des promesses populistes.

Le RN insiste sur son fonds de commerce, l'immigration, et poursuit sa transformation en défenseur des perdants de la modernisation, en concurrence avec la gauche, dont c'est le fonds de commerce. C'est à qui réduira le plus la TVA, offrira le plus d'aides sociales et augmentera le plus les bas salaires, tout en promettant de réindustrialiser le pays.

Les deux formations veulent annuler la loi sur l'allongement du départ à la retraite de 62 à 64 ans, récemment acquise dans la douleur. Le Front populaire veut revenir à 60 ans, le RN est ambigu sur cet objectif. Ces partis veulent aussi réduire les coûts de l'énergie, comme si ce n'était pas un élément central de la lutte contre le changement climatique.

Rassemblement national et Nouveau Front populaire: des promesses qui coûtent cher!

Ensuite, chaque formation suit son chemin. Le reste du programme économique du RN est remarquablement mince et vague. Il a mis de côté la promesse de quitter la zone euro et de sortir de l'Union européenne, qui avait coûté son élection à Marine Le Pen, encore que certaines promesses concernant l'immigration soient incompatibles avec les traités fondateurs. Le RN prévoit aussi de soulager le fardeau fiscal des entreprises.

Quant au Nouveau Front populaire, son programme électoral combine les orientations des membres de la coalition. La marque de la gauche française est l'élargissement du pouvoir de l'Etat. Il s'agit d'accroître l'emploi et les rémunérations dans le service public.

Il est aussi question de rendre obligatoire la participation des employés dans les conseils d'administration des entreprises. Le blocage des prix des denrées alimentaires et de l'énergie rappelle les sombres heures d'après-guerre. Les écologistes ont glissé toutes sortes d'interdictions, par exemple un moratoire sur les constructions d'autoroutes ou le recrutement de milliers de personnes dans des organismes publics liés à la protection de la nature.

Au-delà de ces marqueurs idéologiques, ces deux programmes partagent la caractéristique de coûter cher. Bien sûr, aucune des deux formations n'a eu le temps de chiffrer son programme. Des évaluations commencent à apparaître, sans qu'il soit possible de les évaluer sérieusement, mais il s'agit de plusieurs pourcentages du PIB, alors que le déficit public dépasse les 5%. Le RN assure qu'il trouvera des ressources en cessant de subventionner les immigrants, ce qui est très court. Sans surprise, le Front populaire veut taxer les riches et les héritages, ce qui est aussi bien court.

Le Nouveau Front populaire veut accentuer les travers du modèle français

Alors, de deux choses l'une. Soit le parti vainqueur abandonnera ses promesses, soit il creusera le déficit. Dans les deux cas, on ne les imagine pas réussir là où Macron a échoué: faire redescendre la dette publique, ou au moins la stabiliser à un niveau dangereux. Mais alors que Macron séduisait les marchés financiers en s'efforçant de réformer la France, en démantelant la myriade d'obstacles accumulés depuis 1945 (un système de santé exsangue, une Education nationale en échec, un système de protection social dispendieux et inefficace, une bureaucratie étouffante), le Nouveau Front populaire veut accentuer ces travers et le RN veut isoler la France pour «stopper la submersion migratoire».

Les marchés financiers ne vont pas vouloir longtemps accompagner le nouveau gouvernement. Quand ils cesseront de prêter pour financer le déficit budgétaire et chercheront à se débarrasser de la dette publique qu'ils détiennent, ce sera la crise. Les banques centrales bouchent les trous au risque de déclencher une flambée inflationniste, mais la BCE ne le fera pas. Son programme d'urgence est conditionné au respect des conditions du Pacte de stabilité, qui ne sont déjà pas remplies. Ce sera la fin d'une expérimentation hasardeuse. ■

SUR NOTRE SITE

«Allo Bruxelles, ici Berne...»

Vingt-cinq ans après la signature des premiers accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE, de nouvelles négociations battent leur plein. Retrouvez les acteurs et les meilleurs connaisseurs du dossier dans la rubrique Opinions du «Temps».

www.letemps.ch/
opinions

«C'est comme être en prison dehors»

ASILE Depuis six ans, Geneviève Schneeberger et Charles Bonsack tentent d'aider une famille érythréenne à régulariser sa situation en Suisse. En raison de l'absence de passeport du père, ils ont plongé dans un océan kafkaïen

TEXTE: CAMILLE KRAFFT
PHOTOS: CHRISTOPHE CHAMMARTIN/
LE TEMPS

✉ @CamilleKra

Nous sommes au rez-de-chaussée d'une maison située dans un quartier bourgeois de Lausanne, avec parquet et accès au jardin rendu foisonnant par les pluies du printemps. Pour comprendre ce qui se joue ici, on peut commencer par raconter le moment où les gens posent pour l'une des photos, qui dit tout de l'absurdité de la situation. Assis sur un banc, un couple se tient face à l'objectif avec, dans ses bras à lui, une petite fille qui s'impatiente. Debout dos au photographe, il y a les parents de la fillette et son frère, né au mois de mai. Ce petit monde se connaît bien: depuis six ans, ils ont tissé des liens semblables à ceux d'une famille, partageant même leur foyer durant plusieurs années. Mais l'identité des seconds doit être protégée, pour cause d'absence de papiers pour le père. Ce sont des personnes en «situation de non-existence», résume Charles Bonsack, l'homme qui pose sur le banc.

Service national obligatoire

Lui et sa compagne Geneviève Schneeberger ont contacté *Le Temps* pour dire leur épuisement et leur colère. Depuis 2018, ce couple de Lausannois, lui psychiatre, elle artiste peintre et céramiste, se démène pour permettre à cette famille originaire d'Erythrée de se construire une vie. Les parents, que nous appellerons Yonatan et Selam, sont arrivés en Suisse en 2015, à l'âge de 18 ans. Ces amoureux nés dans le même village ont connu des destins différents: attribuée au canton de Vaud, elle a obtenu une protection des autorités fédérales en 2018. Placé à Schwytz, Yonatan a été débouté en 2017. Quiconque a eu affaire au Léviathan de l'asile comprendra que tout est dit, ou presque. «Voilà maintenant neuf ans qu'ils se battent pour avoir une vie digne», souffle Geneviève Schneeberger.

L'histoire commence comme des milliers d'autres, dans un pays où sévit une dictature qui repose notamment sur un service national à durée indéterminée pour les hommes et les femmes. Ce recrutement sous la contrainte, qui inclut travail forcé et service militaire, est l'un des principaux instruments de contrôle. «J'ai vu des membres de ma famille enrôlés de force, explique en français Yonatan, qui a fait tatouer une croix orthodoxe sur son bras. Je ne voulais pas connaître ce destin. Je suis parti à pied avec un ami, à travers le Soudan, la Libye, l'Italie.»

Famille d'accueil

Selam le suit, à un mois d'écart, car «il est mal vu pour un homme et une femme non mariés de voyager ensemble», selon elle. Deux mois de route, résumés en quelques phrases que l'on articule, ce matin-là, devant une tranche de pain maison tartinée de confiture. Pour étancher la soif, atroce, de l'eau mélangée à du pétrole. Derrière les barreaux d'une prison, la faim, avec trois dattes par jour pour se sustenter. Nous sommes en 2015, durant l'été de la «crise migratoire». Comme 9964 autres Erythréens cette année-là, Selam et Yonatan demandent l'asile en Suisse, où le nombre de requêtes a augmenté de 66% par rapport à 2014.

La rencontre avec le couple Bonsack-Schneeberger aura lieu trois ans plus tard, lorsque Geneviève apprend que le canton de Vaud recherche des familles d'accueil. «On aime recevoir des gens

chez nous parce que cela élargit notre horizon, explique l'artiste. Et puis on est sensibles à la problématique de la migration.» De son côté, Selam a demandé à emménager chez une famille car c'est une occasion d'améliorer son français. Le couple de Lausannois discute, se lance. Pour six mois, pense-t-il.

Ils font la connaissance de Yonatan. Le jeune homme est passé par Lucerne, Bâle et Lachen, tandis que Selam transitait par Vallorbe et Sainte-Croix. Alors qu'elle s'attelait au français, il a appris l'allemand, dans l'idée de trouver un apprentissage de tôlier carrossier. Mais en 2017, le couperet est tombé: débouté, il doit être renvoyé, alors qu'il n'existe pas d'accord de réadmission avec l'Erythrée – le parlement veut renvoyer ses ressortissants dans un pays tiers. Placé à l'aide d'urgence, Yonatan dort dans un bunker schwytois. Même s'il n'a pas le droit de quitter son canton d'accueil où il retourne «pointer», Geneviève Schneeberger et Charles Bonsack le reçoivent chez eux. «On voyait qu'ils étaient très amoureux, raconte Geneviève. On était malheureux pour eux car ils vivaient dans l'angoisse.» Dans la maison lausannoise, pour conjurer la peur, on rigole du bunker suisse-allemand, surnommé «negative house». «On se disait: on va faire les démarches pour qu'ils vivent ensemble. Elle a le permis, ils s'aiment, ça va être simple», se souvient Charles.

Regroupement familial

Autour de la table du salon, l'ambiance se rafraîchit. «Cette histoire nous a marqués dans notre vie. C'est beaucoup de souffrances pour tous», lâche Geneviève. Elle commence par demander un regroupement familial pour ses protégés, sans succès. Suivront, au fil des années, plusieurs tentatives de les marier, avec à chaque fois la même réponse: sans passeport, pas de reconnaissance. A l'image de nombreux réfugiés, Yonatan est arrivé en Suisse sans papiers. Afin de régulariser leur situation, beaucoup d'Erythréens sont obligés de se rendre auprès de leur représentation diplomatique pour obtenir un passeport. Or, les personnes qui font cette démarche sont forcées de s'engager à verser 2% de leurs revenus depuis leur arrivée en Suisse à leur gouvernement, faute de quoi des mesures de rétorsion peuvent être prises sur des membres de leur famille. Par la même occasion, les autorités les somment de faire acte de contrition pour ne pas avoir accompli le service national.

Fabrique d'assistés

Dans l'impasse, Yonatan finit par se rendre au consulat de Genève. «Deux ans plus tard, je n'avais toujours pas de document d'identité. On m'a répondu que comme je n'avais pas de permis de séjour en Suisse, l'Erythrée ne pouvait pas me donner de passeport.» Du Kafka, le château en moins. Pas de permis de séjour, donc pas de document d'identité. Pas de document d'identité, donc pas de permis de séjour, pas de mariage, pas de vie. «C'est comme être en prison dehors», résume Yonatan. Mais à l'image des personnages de Kafka, Geneviève ne se décourage pas. Elle multiplie les courriers, au niveau cantonal et fédéral. «Chaque service se renvoie la balle en permanence», raconte-t-elle. Et Charles d'ajouter: «Tout le monde fait correctement son travail, le système fonctionne, mais on oublie qu'il y a des vies derrière.»

Tandis que les hôtes de Selam se démènent avec l'administration,



Le jeune couple érythréen a deux petits enfants. Leur identité doit être protégée en raison de l'absence de papiers pour le père. (LAUSANNE, JUIN 2024)

Yonatan s'etiole, perdant kilo après kilo. «Il a un meilleur niveau d'allemand que moi alors que j'ai suivi le gymnase. Ne pas pouvoir travailler, ça le rend malade», souligne Geneviève. Charles ajoute: «Il avait pourtant la force, l'envie, l'intelligence. Si les autorités étaient entrées en matière, il travaillerait et payerait ses impôts. La Suisse fabrique des assistés. Quant à nous, nous voulions faire notre part pour que ces personnes s'intègrent ici, nous engager pour les valeurs de ce pays. Mais les autorités n'ont pas voulu de nos efforts.»

Las de cette non-vie qu'on lui offre, Yonatan finit par partir pour l'Angleterre en 2021, dans l'espoir d'y obtenir un permis de séjour. Calais, la Manche, 47 personnes sur un bateau en plastique. Peu après son arrivée, le jeune homme apprend que Selam attend un enfant. Geneviève tente une reconnaissance de paternité et un rapatriement urgent, sans succès. Pendant l'accouchement, c'est elle qui prend la place du papa, filmant la scène avec une caméra pour qu'il puisse vivre l'événement. Yona-

tan finira par regagner le continent, huit mois après la venue au monde de son enfant. Soucieux du respect des lois, il s'annonce auprès des autorités. Verdict: il doit retourner à Schwytz, peu importe que femme et enfant soient sur les bords du Léman, où ils vivent dans un appartement indépendant.

Pas de possibilité de travailler

Le bunker suisse-allemand ne fait plus rire personne. Yonatan décide de s'y soustraire pour rejoindre sa compagne et sa fille, afin de partager avec elles une vie de famille. Mais il n'a toujours pas de papiers, et donc pas de possibilité de travailler. Quant à Geneviève, elle continue à être ballottée de service en service. «Il y a un moment où cela a nui à sa santé, explique Charles. A la maison, on ne parlait plus que de ça.» Le couple mandate une avocate. Selon cette dernière, étant donné que Selam est une réfugiée reconnue, Yonatan peut se prévaloir de l'asile familial. «Il ne peut pas être raisonnablement exigé de lui qu'il fasse les démarches auprès

de son pays d'origine pour obtenir un document d'identité», écrit la femme de loi au Service de la population vaudois en septembre 2023 – un courrier resté sans réponse, selon Geneviève.

Une année et huit mois après la naissance de sa fille, Yonatan finira par obtenir une reconnaissance de paternité auprès de l'état civil, qui vaut également pour son second enfant, un fils né en mai 2024. Mais bien que compagnon et père de réfugiés, il n'a toujours pas d'autorisation de séjour. «Que fait la Suisse du respect de la protection des enfants, et des droits de l'homme en général? Est-ce que ce n'est que du bla-bla? Nous voulions témoigner pour que cela serve à d'autres», conclut Geneviève Schneeberger.

Manifestation à Berne

Elu socialiste au Conseil communal de Lausanne et coprésident de l'Association des médias érythréens de Suisse, Samson Yemane n'est pas étonné par l'histoire de Selam et Yonatan. «Avant 2015, le statut de réfugié était sys-

tématiquement octroyé aux Erythréens par la Suisse. Mais depuis le voyage controversé de parlementaires suisses en Erythrée, la donne a changé.» Dénonçant un «racket» par les autorités de leur pays d'origine, des Erythréens manifesteront ce samedi à Berne, notamment contre l'exigence du passeport par les autorités suisses. «En Allemagne, un arrêt de tribunal a estimé que personne ne devrait être contraint d'avouer un «crime» dans le but d'obtenir un passeport», rappelle Samson Yemane.

Quant au Secrétariat d'Etat aux migrations, il ne se prononce pas sur des cas particuliers. S'il dit avoir connaissance de la «taxe de la diaspora», il estime que «si le SEM ne reconnaît pas une personne comme réfugiée, qu'il ordonne le renvoi (avec ou sans exécution du renvoi) et qu'il est établi de manière définitive que la personne n'a pas à craindre de persécution ciblée de la part des autorités érythréennes, on peut raisonnablement exiger que celle-ci prenne contact avec les autorités de son pays d'origine.» ■



Geneviève Schneeberger et Charles Bonsack se démènent depuis 2018 pour permettre à cette famille de se construire une vie. (LAUSANNE, JUIN 2024)

Dans la politique française, la fin des tabous

FRANCE Le «chasseur de nazis» Serge Klarsfeld préfère le Rassemblement national à l’alliance de la gauche, dominée par des mélenchonistes traités d’antisémites par Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Comment en est-on arrivé là?

PAUL ACKERMANN, PARIS
✂ @paulac

Les attaques du 7 octobre ont définitivement brisé certains tabous de la politique française et les bombardements de Gaza qui ont suivi en ont cristallisé certains troublants virages. Serge Klarsfeld, le «chasseur de nazis», grand historien et avocat des déportés juifs de France, a déclaré le dimanche 16 juin sur LCI que s’il devait choisir entre la gauche et le Rassemblement national au second tour des législatives anticipées, il voterait «sans hésitation» pour le RN.

Cette incarnation de la mémoire de la Shoah serait donc prête à voter pour le parti fondé par Jean-Marie Le Pen, qui jugeait que les chambres à gaz étaient un «détail de l’histoire». «Il n’y a pas photo: le RN soutient les juifs et Israël, l’extrême gauche est redevenue antisémite», affirme Serge Klarsfeld. «Si même les juifs se mettent du côté de l’extrême droite, on n’en finira jamais», a regretté sur France Info Ginette Kolinka, rescapée d’Auschwitz-Birkenau bien connue. Pour elle, l’extrême droite soutient peut-être les juifs «en paroles pour avoir les voix». Sans garantie sur son comportement par la suite. «Tout ce qui est extrême, c’est dangereux», ajoute-t-elle cependant quand on lui parle de la gauche.

Une enquête de l’institut de sondage Ifop révélée ces derniers jours par *Le Point* affirme que 92% des juifs français estiment que La France insoumise contribue à faire monter l’antisémitisme et que 57% d’entre eux envisagent de quitter la France si un Insoumis devait devenir président de la République. Des chiffres largement plus élevés



«Si même les juifs se mettent du côté de l’extrême droite, on n’en finira jamais»

GINETTE KOLINKA, RESCAPÉE D’AUSCHWITZ-BIRKENAU

que ceux qui visent le RN (49% et 30%), complètement «dédiabolisé» selon le directeur de l’institut, Frédéric Dabi.

«Un nouveau pogrom»

Un sentiment remis sur le devant de la scène hier. La révélation d’une affaire de viol en réunion sur une adolescente de 12 ans en banlieue parisienne, acte accompagné de menaces et d’insultes antisémites, a fait dire à Marine Le Pen que «la stigmatisation des juifs depuis des mois par l’extrême gauche à travers l’instrumentalisation du conflit israélo-palestinien est une véritable menace pour la paix civile». Et ce, même si Jean-Luc Mélenchon a rapidement réagi en se

disant «horrifié par ce viol et tout ce qu’il met en lumière concernant le conditionnement des comportements masculins criminels dès le jeune âge, et du racisme antisémite».

Au cours de ce même mercredi, Emmanuel Macron a donc demandé la mise en place cette semaine d’un temps d’échange sur le racisme et l’antisémitisme dans toutes les écoles de France. Et le Rassemblement national a finalement annoncé qu’il retirait son soutien à l’un de ses candidats dont un message antisémite sur les réseaux sociaux datant de 2018 avait été révélé par la presse lundi, mettant à mal l’intense stratégie de probité du parti sur ce sujet.

Le RN a effectivement réussi à se positionner en défenseur des juifs de France alors que son image était marquée par des décennies de négationnisme. Comment en est-on arrivé là? Pour Serge Klarsfeld, le Rassemblement national a «fait sa mue» alors que La France insoumise, membre dominant de l’alliance de gauche, est un parti «résolument antijuif». Un procès en antisémitisme du parti mélenchoniste qui est désormais systématiquement récupéré par le camp macronien.

Emmanuel Macron lui-même, lors de sa conférence de presse de lancement de campagne, affirmait que «l’extrême gauche s’est rendue coupable pendant cette campagne [des européennes, ndr] d’antisémitisme et de communautarisme». Dans l’entourage du président, on ajoute même qu’en cas de victoire de la «fusion des gauches autour de l’extrême gauche», il faut se demander comment la France se comportera et communiquera «s’il y a un nouveau pogrom».

Ce point de vue qui émergeait depuis quelques années s’est largement imposé ces derniers mois. Il se base notamment sur les intenses polémiques qui ont suivi les attaques meurtrières du Hamas sur Israël le 7 octobre dernier. La France insoumise avait refusé de les qualifier de terroristes, laissant parfois entendre qu’il s’agissait de simples gestes de résistance.

Malgré l’explosion des incidents qui a suivi dans l’Hexagone, le parti mélenchoniste n’avait pas participé à la grande marche parisienne contre l’antisémitisme du mois de novembre. Le Rassemblement national, lui, avait défilé avec enthousiasme, ce qui avait été salué par Serge Klarsfeld.

La vigueur des critiques a franchi un nouveau palier avec les élections européennes

Puis, dans l’indignation assez générale qui a suivi la réponse israélienne meurtrière à Gaza, Jean-Luc Mélenchon a régulièrement été pointé du doigt pour ses déclarations fracassantes, parfois populistes et accusées de sous-entendus antisémites. Comme quand il reprochait à la présidente de l’Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, de «camper à Tel-Aviv pour encourager le massacre» ou qualifiait la journaliste Ruth Elkrief de «manipulatrice» et de «fanatique». Au début de ce mois de juin, le lea-

der de l’extrême gauche affirmait encore que «contrairement à ce que dit la propagande de l’officialité, l’antisémitisme reste résiduel en France».

«L’antisémitisme n’est pas résiduel, il explose», lui rétorquait l’écologiste radicale Sandrine Rousseau, pourtant proche des Insoumis.

Une entrée en scène fracassante

Car la vigueur des critiques a franchi un nouveau palier avec les élections européennes, au cours desquelles La France insoumise a explicitement décidé d’accroître son offensive sur la question palestinienne, notamment pour séduire les jeunes et le vote des quartiers populaires à large population musulmane.

La fin de campagne a effectivement été marquée par un rebond de la liste insoumise dans les sondages, aboutissant à des scores encore une fois très élevés dans des départements comme la Seine-Saint-Denis ou dans les quartiers nord de Marseille.

L’entrée en campagne fracassante de Rima Hassan, nouvelle star des Insoumis, a illustré cette escalade. La militante franco-palestinienne a notamment choqué en affirmant qu’«Israël est une monstruosité sans nom» ou que le Ministère français des affaires étrangères agissait «à la demande du CRIF», le Conseil représentatif des institutions juives de France, régulièrement attaqué par les mélenchonistes.

Le débat s’est alors focalisé sur la notion de génocide à Gaza, expression vigoureusement refusée par celui qui menait la liste socialiste aux européennes – couronnée de succès –, Raphaël Glucksmann. Outre des attaques des Insoumis, cela

lui a valu d’être chassé d’un défilé du 1er Mai par des manifestants dont certains portaient des drapeaux palestiniens.

Parallèlement, le député des Français d’Israël, le très virulent Meyer Habib, a quant à lui été traité de «porc» par le député insoumis David Guiraud. L’échauffourée a eu lieu dans les couloirs de l’Assemblée après qu’un autre mélenchoniste a brandi un drapeau palestinien dans l’hémicycle. «Je présente mes excuses à tous les cochons de France, je n’en ai jamais vu un défendre un génocide», avait renchéri David Guiraud suite à la polémique.

Gros succès de Reconquête chez les Français d’Israël

Toutes ces polémiques ont provoqué des réactions particulièrement outrées de la droite et de l’extrême droite, qui ont régulièrement les populations musulmanes et la gauche radicale dans le viseur.

Résultat: aux élections européennes, les Français d’Israël ont voté à 4% pour la liste macroniste, à 4% pour la liste socialiste de Raphaël Glucksmann, à 32% pour la liste de la droite traditionnelle Les Républicains (LR), à 13% pour la liste RN de Jordan Bardella, et à 46% pour la liste de Marion Maréchal (ex-Le Pen), celle de Reconquête, le parti d’Eric Zemmour. L’extrême droite est donc en nette progression.

Et Meyer Habib, apparenté LR, a fait partie des rares à avoir hésité à suivre Eric Ciotti dans son alliance avec le Rassemblement national.

Au final, il ne revendique pas l’étiquette RN mais le parti de Marine Le Pen ne présente pas de candidat face à lui. ■

Le GUD, ce syndicat étudiant néofasciste qui colle à la peau du RN

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

D’une dissolution à l’autre, Gérard Darmanin a annoncé ce mercredi sa volonté de dissoudre le Groupe union défense (GUD), syndicat étudiant néofasciste. Le levier est bien utile pour faire remonter un passé pas si lointain du Rassemblement national (RN) qui fait tout pour polir son image. Et rencontre un succès assez surprenant dans cette entreprise depuis quelques mois.

«Il y a des amis du Rassemblement national qui sont fichés» comme étant dangereux au sein de ces groupuscules, affirme le ministre français de l’Intérieur, que l’on ne peut pas soupçonner de gauchisme. «Ce sont des gens qui pensent qu’il y a une suprématie blanche, qui portent des propos antisémites extrêmement graves», ajoute-t-il.

Créé en 1968 à l’université parisienne d’Assas, celle où Marine Le Pen a fait ses études de droit avec plusieurs de ses membres, le GUD est effectivement régulièrement évoqué quand il s’agit de rappeler les racines nauséabondes de la famille, et même les premiers pas du chevalier blanc Jordan Bardella.

En campagne sur le terrain, le jeune président du RN n’a d’ailleurs pas pu échapper à la question gênante ce mercredi. Et il a même renchéri en affirmant que s’il devenait premier ministre à l’issue de ces législatives anticipées, il dissoudrait lui-même le GUD et «toutes les organisations d’ultra-gauche et d’ultra-droite» car il n’aura «aucune forme de tolérance à l’égard de ceux qui se



PAUL ACKERMANN
CORRESPONDANT À PARIS

Les traces des liens entre ces groupuscules et les cercles dirigeants du RN sont plus récentes qu’on ne pourrait le penser. Et leur odeur est tenace

livrent à de la violence». Jordan Bardella prend donc encore une fois ses distances tout en en profitant pour charger les autres extrêmes et le pouvoir en place: «A la différence du gouvernement, nous n’avons jamais eu de mansuétude à l’égard de milices qui perturbent les mobilisations sociales, s’en prennent aux forces de l’ordre, qui cassent et menacent la paix civile dans notre société.»

La contre-offensive se devait d’être ferme. Car les traces des liens entre ces groupuscules et les cercles dirigeants du RN sont plus récentes qu’on ne pourrait le penser. Et leur odeur est tenace. Pierre-Stéphane Fort, journaliste qui a réalisé un *Complément d’enquête* (France 2) sur le jeune président du RN et vient de sortir *Le grand remplaçant*, son livre issu de ses mois passés avec lui, raconte bien comment Jordan Bardella a réussi à entrer dans le premier cercle de Marine Le Pen alors qu’il formait un couple avec Kerridwen Chatillon, fille de Frédéric Chatillon, ami de longue date de la patronne du parti et ancien président du GUD.

Frédéric Chatillon était par ailleurs encore il y a peu impliqué dans plusieurs entreprises prestataires dans la communication du RN. Il était aussi un des conseillers de l’ombre de Marine Le Pen lors de ses premières campagnes présidentielles.

Par ailleurs, encore plus proche de nous, un leader du GUD a été condamné ces derniers jours pour une agression homophobe alors qu’il fêtait la victoire du RN aux élections européennes. Gabriel Loustau, 23 ans, n’est autre que le fils d’Axel Loustau, ancien du GUD, ex-élu RN et trésorier de Marine Le Pen à l’époque de son micro-parti Jeanne.

Même si le RN s’en défend, les «gudards» lui collent encore et toujours à la peau. A moins qu’il ne les ait, comme on dit, dans la peau. ■

MAIS ENCORE

Bardella lisse son programme

A onze jours des législatives, le président du RN, Jordan Bardella, a voulu rassurer mercredi sur sa politique étrangère, en affirmant ne pas vouloir «remettre en cause les engagements» de la France à l’international en matière de défense, tandis que l’Elysée défendait la position controversée d’Emmanuel Macron sur le «changement de sexe en mairie». (ATS)

EN BREF

Plus de 900 victimes de la canicule lors du hadj

Des proches de pèlerins portés disparus pendant le hadj en Arabie saoudite fouillaient hier les hôpitaux, redoutant le pire après la mort de plus de 900 fidèles lors de ce grand pèlerinage musulman annuel, la plupart en raison de la canicule. «Tous les décès (nouvellement annoncés) sont dus à la chaleur», a déclaré un diplomate arabe à l’AFP. Les températures avaient atteint les 51,8 °C. AFP

La tension monte en mer de Chine méridionale

Manille a accusé mercredi des gardes-côtes chinois d’avoir saisi des armes sur certains bateaux philippins en mer de Chine méridionale, lors d’une confrontation qui a fait un blessé grave lundi côté philippin. Selon le chef de l’état-major philippin, le général Romeo Brawner, les Chinois étaient armés d’épées, de lances et de couteaux. AFP

Stonehenge aspergé de peinture par des militants

Des militants de l’organisation écologiste Just Stop Oil ont aspergé de peinture hier les monolithes du célèbre site préhistorique anglais de Stonehenge, qui s’apprête à accueillir des milliers de visiteurs pour le solstice d’été. Fabriquée à partir d’amidon de maïs, la peinture «partira bientôt avec la pluie», ont assuré les militants. AFP

La Croix-Rouge italienne hackée

CYBERATTAQUE Un volume très important de données a été volé à l'organisation humanitaire. Un premier épisode était survenu en 2022. Lors de sa grande conférence d'octobre, le CICR va demander aux donateurs de renforcer les ressources consacrées à la cybersécurité

ANOUGH SEYDTAGHIA
ET STEPHANE BUSSARD

✕ @Anouch ✕ @StephaneBussard

L'histoire, tragique, se répète. Souvenez-vous: début 2022, le CICR admettait que des hackers avaient réussi à s'emparer des données de plus de 515 000 personnes vulnérables. Désormais, c'est la Croix-Rouge italienne qui est secouée par une attaque similaire. Selon nos informations, un volume très important de données lui a été subtilisé, touchant de nombreuses personnes vulnérables prises en charge par l'ONG. *Le Temps* a pu brièvement consulter certains documents qui corroborent le constat de vol.

Actuellement, une partie des données volées à la Croix-Rouge italienne se trouvent mises à disposition sur le darknet. Sur ce réseau parallèle, des pirates livrent des échantillons de ces informations, concernant des migrants et des réfugiés – on parle de données très personnelles, comme des photos, des documents d'identité et des formulaires de la Croix-Rouge italienne.

Le 17 juin, cette dernière publiait un communiqué, affirmant notamment ceci: «Nous annonçons aujourd'hui qu'un rapport a été reçu concernant la publication illicite d'environ 29 gigaoctets de données référencées.» Ces données volées, puis publiées, font suite à une cyber-

rattaque survenue en janvier de cette année. «Nous sommes désolés de ce qui s'est passé et en même temps conscients que nous avons subi une violation de notre système informatique malgré les précautions nécessaires», affirmait la Croix-Rouge italienne, qui présentait alors ses excuses.

«Inacceptable et illégal»

Contacté par *Le Temps*, le CICR s'est dit «profondément préoccupé par la diffusion, sur un site d'hébergement de fichiers, de données liées aux activités humanitaires menées par la Croix-Rouge italienne. Cette atteinte à la protection des données fait suite à une cyberattaque lancée contre les systèmes internes de la Croix-Rouge italienne au début de l'année. Le CICR n'a trouvé aucun élément portant à croire que ses propres systèmes aient été compromis pendant la période considérée.» Ainsi ni le système propre au CICR, ni ce que l'institution genevoise dénomme le «système commun» qui la relie aux Croix-Rouges nationales n'ont été impactés, précise l'organisation humanitaire.

En dépit des assurances, le CICR a néanmoins mis sur pied une tribune pour promouvoir sa guerre d'agression et lui permettre de normaliser ses atrocités. Selon lui, «si Vladimir Poutine peut voyager librement, cela pourrait normaliser les violations flagrantes du droit international par la Russie». Le président russe reste menacé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), mais le Vietnam n'y a jamais adhéré. Selon le chef du comité central des affaires étrangères, Le Hoai Trung, «la visite d'Etat du président Vladimir Poutine démontre notre politique extérieure d'indépendance et d'autonomie, pour la paix, l'amitié, la coopération, le développement, la diversification et la multilatéralisation du Vietnam».

De Tim Cook à Poutine, le grand écart du Vietnam

ASIE Fidèle à sa très flexible «diplomatie du bambou», le pays reçoit le président russe deux mois après le patron d'Apple. Au grand dam des Etats-Unis

XAVIER LAMBIEL

«La visite de Vladimir Poutine au Vietnam souligne le partenariat stratégique intégral entre les deux pays», titre *Le Courrier du Vietnam*, qui publie surtout les dépêches de l'agence officielle Vietnam News Agency (VNA). Invité par le secrétaire général du comité central du parti communiste, Nguyễn Phú Trọng, le président russe devait rejoindre la capitale, Hanoï, hier dans la soirée, à la suite de son voyage en Corée du Nord. Ce sera sa cinquième visite dans le pays.

Pour le quotidien du Parti communiste, *Nhan Dan*, «malgré les aléas de l'Histoire, l'amitié profonde et durable entre les deux pays a résisté à l'épreuve du temps et continue de se développer de manière fructueuse». Il écrit: «Ce qui lie les peuples vietnamien et russe, c'est l'harmonie des âmes et des sentiments, ainsi que la volonté et la capacité de surmonter les difficultés et les défis.»

Selon Reuters, Vladimir Poutine devrait annoncer ce jeudi des accords dans le commerce, la technologie et l'éducation. Mais les véritables enjeux de cette visite sont ailleurs. Pour Alexander Vuving, du Inouye Asia-Pacific Center for

Security Studies, «la Russie veut faire savoir qu'elle a des amis partout dans le monde et que les efforts de l'Occident pour l'isoler sont vains.»

Principaux partenaires économiques du Vietnam, les Américains sont fâchés. Pour un porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis à Hanoï, «aucun pays ne devrait donner à Poutine une tribune pour promouvoir sa guerre d'agression et lui permettre de normaliser ses atrocités». Selon lui, «si Vladimir Poutine peut voyager librement, cela pourrait normaliser les violations flagrantes du droit international par la Russie».

Le président russe reste menacé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), mais le Vietnam n'y a jamais adhéré. Selon le chef du comité central des affaires étrangères, Le Hoai Trung, «la visite d'Etat du président Vladimir Poutine démontre notre politique extérieure d'indépendance et d'autonomie, pour la paix, l'amitié, la coopération, le développement, la diversification et la multilatéralisation du Vietnam».

Chercheur à l'Institut Iseas-Yusuf Ishak, basé à Singapour, Ian Storey analyse: «Hanoï souhaite la venue de Vladimir Poutine pour démontrer que le Vietnam mène une politique étrangère équilibrée qui ne favorise aucune des grandes puissances.» Le pays poursuit ainsi ce qu'il appelle «la diplomatie du bambou», réputée pour sa flexibilité. L'an dernier, la visite du président amé-

ricain, Joe Biden, en septembre avait été suivie d'une visite du président chinois, Xi Jinping, en décembre.

En soignant à la fois ses relations avec la Chine, les Etats-Unis et la Russie, le Vietnam obtient de vrais avantages économiques. Les 15 et 16 avril dernier, le premier ministre Pham Minh Chinh accueillait le directeur général d'Apple, Tim Cook. Sans articuler de chiffres, ce dernier a annoncé une augmentation des investissements d'Apple dans le pays. Selon VNA, la société a dépensé près de 16 milliards de dollars et généré 200 000 emplois depuis 2019.

Les racines communistes

L'agence NVA rappelle que le Vietnam et la Russie ont entretenu des relations particulières dès 1923 et le voyage du libérateur Hồ Chí Minh au pays de Lénine. Premier président du Vietnam, ce dernier fait toujours l'objet d'un culte de la personnalité dans le pays. Son corps a été embaumé, ses portraits sont partout, et Saïgon a été rebaptisée Hồ Chí Minh-Ville en 1975.

Des dizaines de milliers de cadres vietnamiens ont étudié dans l'ex-Union soviétique pendant la Guerre froide, y compris l'actuel chef du Parti communiste vietnamien, Nguyen Phu Trong. Pour NVA, «l'Union soviétique, puis la Fédération de Russie, a toujours été un ami grand, intime, fidèle du Vietnam.» ■



Des pirates livrent des données concernant des réfugiés (ici sur l'île de Lampedusa, devant un centre d'accueil de la Croix-Rouge italienne). (14 JUIN 2023/VINCENZO LIVIERI/EPA)

Rouge italienne pour la conseiller et déterminer précisément quelles informations relatives à des personnes à la recherche de membres de leur famille ont été divulguées. L'organisation rappelle que «le fait d'obtenir et de diffuser de telles informations est inacceptable et illégal et met encore plus en danger des personnes vulnérables, qui ont déjà besoin de services humanitaires. De la même manière que l'action et les personnels humanitaires doivent être respectés, les données détenues par des organisations humanitaires impartiales ne doivent jamais être prises pour cible.»

A Genève, les humanitaires se disent convaincus que le degré d'authentification pour se connecter au système commun entre le CICR et les Croix-Rouges nationales est suffisant pour rendre très improbable une connexion extérieure non autorisée. Entre l'Italie et Genève, le groupe d'experts va quand même procéder à une évaluation des risques. Il va examiner le type de documents qui ont été volés et déterminer quels individus pourraient être exposés.

Au-delà des déclarations, la question de la sécurisation de ces données sensibles demeure centrale. «Cette récente intrusion dans les systèmes de la Croix-Rouge italienne s'inscrit dans une tendance à la multiplication des cyberopérations ciblant des organisations humanitaires», écrit le CICR. Mais il faudra sans doute que les données soient davantage protégées.

On parle de données très personnelles, comme des photos, des documents d'identité et des formulaires

On ne sait pas, dans le cas présent, combien de personnes sont touchées par cette attaque survenue en 2024. Rappelons qu'en 2022, les pirates s'étaient emparés des données de plus de 515 000 personnes extrêmement vulnérables.

Certaines de ces personnes avaient fui des conflits et d'autres étaient en détention. «Ne partagez pas, ne vendez pas, ne divulguez pas et n'utilisez pas ces données de quelque manière que ce soit», avait alors imploré dans un communiqué le directeur général du CICR, Robert Mardini.

Face à cette nouvelle attaque contre l'humanitaire, le CICR estime néanmoins être mieux armé qu'il y a deux ans. De gros efforts ont été consentis bien qu'on admette qu'en la matière, on ne sera jamais à 100% sûr de pouvoir contrer une cyberattaque. Au sein de l'institution humanitaire toutefois, l'affaire n'est pas prise à la légère. Si la protection des données est devenue plus centrale à partir de 2014 dans le cadre de sa transformation digitale, le CICR semble prendre conscience que la sphère humanitaire est extrêmement sensible et qu'il convient de tout mettre en œuvre pour protéger les personnes vulnérables auxquelles les Croix-Rouges nationales et le CICR viennent généralement en aide.

Lors de la 34e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui se tien-

dra du 28 au 31 octobre prochain à Genève, le CICR aura un message prioritaire: il va tenter de convaincre les Etats donateurs de mettre davantage de ressources dans la cybersécurité et la protection des données. C'est vital pour la crédibilité de l'organisation auprès des personnes qui ont besoin de son aide, notamment pour rétablir des liens familiaux rompus en raison d'un conflit. Si les Etats consacrent des milliards à la cybersécurité dans le domaine militaire, pourquoi le CICR ne pourrait-il pas se doter de la technologie la plus performante pour garantir la protection des données? «Ce ne serait en aucun cas un luxe et ce n'est pas un surcroît de bureaucratie. C'est simplement s'assurer que l'organisation puisse rester crédible envers les personnes qu'elle est censée protéger», relève une source qui connaît bien le dossier. Dans un contexte international aussi délétère, l'institution humanitaire ne peut pas se permettre une érosion de la confiance. Au sein de son personnel, elle a déjà formé plus de 500 personnes à travers le monde aux enjeux nouveaux de la cybersécurité. ■

MAIS ENCORE

Moscou et Pyongyang se promettent l'assistance mutuelle

La Corée du Nord et la Russie ont signé hier un «partenariat stratégique global», prévoyant une assistance mutuelle en cas d'«agression». Accueilli à Pyongyang, Vladimir Poutine a reçu le fervent soutien de son hôte Kim Jong-un pour sa guerre contre l'Ukraine. (ATS)

«Possibles crimes contre l'humanité» à Gaza selon l'ONU

PROCHE-ORIENT Sans l'établir formellement, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme estime qu'Israël a pu violer le droit international dans l'enclave palestinienne

ATS

Dans un rapport publié hier par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, l'ONU a analysé six bombardements israéliens dans la bande de Gaza, estimant que l'Etat hébreu a pu violer le droit international. Elle dit que, lorsqu'elles sont systématiques et répandues, les attaques contre les civils peuvent impliquer des crimes contre l'humanité, sans l'établir formellement.

«L'exigence de choisir les moyens et les méthodes de guerre qui évitent ou au moins minimisent les dégâts civils semble avoir été violée de manière répétée dans la campagne de bombardements israéliens», affirme le haut-commissaire Volker Türk.

Sans faire le lien clairement, qui devra être établi par une cour, le rapport de l'ONU laisse penser pour la première fois à la possible «implication de crimes contre l'humanité». ■

La judéité et le risque de fuite

GENÈVE La Chambre pénale de recours a rejeté la demande de récusation d'un procureur qui craignait de voir un ressortissant suisse profiter du droit au retour en Israël. La défense dénonce une discrimination et compte saisir le Tribunal fédéral

FATI MANSOUR
X @fatimansour

Le sujet est ultrasensible et l'affaire tombe à un moment particulièrement délicat. Un prévenu, de nationalité suisse et de confession juive, peut-il présenter un risque de fuite accru en raison de la loi sur le retour qui donne le droit d'immigrer en Israël? Cet argument a été invoqué par le procureur genevois Frédéric Scheidegger à l'appui d'une demande de mise en détention provisoire, a appris Le Temps. Inutile de dire que le sang de la défense, représentée par Me Nicola Meier, n'a fait qu'un tour. Celle-ci a demandé la récusation du procureur en raison de la tonalité stigmatisante donnée par cette motivation. En vain.

Dans un arrêt daté du 10 juin, la Chambre pénale de recours a rejeté cette récusation, a exclu tout antisémitisme latent et a souligné que le critère de la religion peut effectivement, dans certaines circonstances, être pris en compte dans l'évaluation de la situation. Un raisonnement qui va évidemment prendre le chemin du Tribunal fédéral. «Si l'on devait suivre la Cour et considérer que la religion est un critère pertinent, alors les policiers devront à l'avenir questionner les personnes interpellées en ces termes: Etes-vous juif? Et si la personne refuse de répondre, il faudra retenir qu'elle refuse de collaborer. On voit bien que tout cela est profondément choquant!» réagit Me Meier.

Et ce dernier d'ajouter: «Lorsqu'on s'appuie sur la religion d'un prévenu pour vouloir le maintenir en prison, il en rejailit, sous l'angle de l'apparence à tout le moins, une profonde inimitié, pour ne pas dire plus. La récusation s'impose. Nul doute que le Tribunal fédéral le soulignera.» Mais de quoi parle-t-on? B., le prévenu en question, âgé de



«Les personnes de religion israéliite disposent d'un droit au retour en Israël, un pays dans lequel l'entraide est difficile»

FREDERIC SCHEIDEGGER,
PROCUREUR GENEVOIS

36 ans, a été interpellé le 8 avril dernier. En substance, le parquet lui reproche d'avoir sous-loué des appartements à des prostituées non déclarées, d'avoir pratiqué des prix surfaits, et d'avoir simulé ses gains aux autorités fiscales et administratives. Dans sa demande de mise en détention provisoire, adressée le même jour au Tribunal des mesures de contrainte (TMC), le procureur Scheidegger invoque plusieurs motifs à l'appui de sa requête.

Le passage querellé est libellé comme suit: «Qu'il existe un risque de fuite. Qu'en effet, le prévenu a vécu à une adresse clandestine à Genève même pour échapper à tout contrôle inopiné et donner l'apparence d'un train de vie modeste. Qu'il pourrait sans difficulté faire de même à l'étranger, à Monaco où vit son frère ou dans les nombreux lieux où ce dernier aurait investi dans

l'immobilier. Que les personnes de religion israéliite disposent par ailleurs d'un droit au retour en Israël, un pays dans lequel l'entraide est difficile.»

Au final, le TMC a bien ordonné la mise en détention provisoire, mais sans s'aventurer sur le terrain du risque de fuite. Seule la collusion a été prise en compte. Devant ce tribunal, le prévenu avait déclaré n'avoir aucune attache particulière avec Israël, ni de raison de s'y rendre pour échapper à la justice.

Raisonnement «sournois»

L'intéressé n'a pas recouru contre l'ordonnance de mise en détention (il obtiendra sa mise en liberté du même TMC un mois plus tard avec des mesures de substitution). Mais il a demandé la récusation du procureur auquel il reproche «d'avoir érigé sournoisement un risque de fuite au seul motif de sa religion» et d'avoir établi «un axiome» selon lequel «tout prévenu juif de nationalité suisse est susceptible de fuir parce qu'il est juif», consacrant ainsi l'apparence d'un antisémitisme inacceptable pour un membre du Ministère public. Pour appuyer ce reproche de partialité et de traitement différencié, la défense ajoute qu'un autre prévenu a été laissé libre dans la même procédure.

Dans ses observations, datées du 26 avril dernier, le procureur Scheidegger a fermement contesté cette lecture. Il précise avoir uniquement pris en compte des éléments factuels de nature à favoriser et à rendre vraisemblable un risque de fuite. Comme cela est le cas lorsqu'un prévenu est double-national (on ne parle pas alors de xénophobie) ou lorsque son lieu de vie n'est pas bien établi. D'autres éléments peuvent compléter le tableau, comme la fortune, l'existence de liens familiaux et de propriétés dans d'autres pays «ou encore la collaboration que l'on peut – ou

non – attendre d'un Etat appelé à extraditer le prévenu ou à le faire entendre en commission rogatoire».

S'agissant de B., le procureur ne voit pas en quoi il aurait fait preuve d'inimitié en dressant une telle liste d'éléments pouvant faire retenir un risque de fuite. Il estime que «c'est de façon artificielle, pour dire le moins, que le prévenu sort de leur contexte, transforme, généralise et absolutise deux éléments de cette liste». Et d'ajouter: «Qu'un Etat ait décidé, pour des motifs qui lui sont propres, d'accueillir des personnes sur la base d'un critère de religion ne fait pas des personnes en question des personnes «fuyantes» mais simplement et objectivement des personnes, pouvant, au besoin, s'installer dans l'Etat en question comme dans leur patrie.»

Quant au cas de l'autre prévenu laissé libre, le procureur précise que c'est en raison des charges moins sérieuses qui pesaient sur lui.

Inquiétudes exprimées

Ces observations n'ont pas calmé la défense. En réponse, celle-ci souligne que la confession ne fait pas partie du formulaire de situation personnelle soumis à chaque prévenu, que cette confession ne saurait être un critère et que cette question n'a d'ailleurs jamais été posée à son client.

Duplique du procureur, en date du 10 mai dernier, qui relève que B. a lui-même exprimé en audience des craintes s'agissant de son incarcération et évoqué «des restrictions alimentaires religieuses». «Ayant compris que le prévenu était un juif pratiquant», le procureur dit l'avoir invité à exprimer ses besoins et ses craintes dès son entrée en prison, voire à demander un changement de cellule «au vu de l'inquiétante recrudescence d'antisémitisme observée ces temps». En clair, la religion n'a pas été



«Lorsqu'on s'appuie sur la religion pour vouloir maintenir un prévenu en prison, il en rejailit une profonde inimitié»

ME NICOLA MEIER, AVOCAT
DE LA DEFENSE

prise en compte «gratuitement», mais pour «assurer protection» et «évaluation aussi complète que possible du risque de fuite».

Le procureur précise encore avoir appelé la prison, une fois la détention ordonnée, pour «s'assurer que le prévenu avait été placé dans une cellule lui permettant d'exercer paisiblement sa foi». A ce propos, Me Meier fait remarquer que B. n'a reçu aucun traitement particulier lors de son séjour à Champ-Dollon, mais que la détention s'est finalement déroulée sans problème significatif.

Dans son arrêt sur la récusation, la Chambre pénale de recours écarte tous les reproches formulés à l'encontre du procureur. Par son raisonnement, ce dernier n'insinue pas que tous les «juifs» seraient, par essence, fuyants. Il constate seulement que les personnes de cette confession peuvent – a priori – bénéficier de

la loi sur le retour qui donne le droit d'immigrer en Israël. «Les implications inhérentes à une telle réflexion s'apparentent ainsi à celles concernant n'importe quel ressortissant étranger, prévenu en Suisse, disposant de papiers qui lui permettraient de retourner à tout moment dans son pays d'origine», explique la décision.

Et la phrase qui fâche l'avocat du prévenu: «Que l'argument ait pu paraître peu convaincant au requérant [...], il n'en demeure pas moins un critère pouvant, dans certaines circonstances, être pris en compte dans l'évaluation du risque de fuite.» L'arrêt précise encore que c'est la combinaison de tous les éléments qui a conduit le procureur à soutenir un risque de fuite «et non exclusivement la confession du requérant». Exit donc toute intention discriminatoire laissant supposer une inimitié.

La défense est évidemment d'un autre avis. «Si d'aventure un juge souhaitait mettre en œuvre cette décision de la Cour, il commettrait probablement une infraction pénale, en se rendant coupable de discrimination. Selon la définition donnée par nos autorités fédérales, la discrimination désigne notamment une pratique qui désavantage une personne sur la base de l'appartenance religieuse. Il est raisonnable de penser que finir en prison en attendant d'être jugé est un «désavantage». Il est ainsi discriminant de l'ordonner en s'appuyant sur la confession religieuse du prévenu.» De plus, «il serait faux de prétendre qu'Israël n'extrade pas ses ressortissants».

Et Me Meier de se montrer confiant: «A ma connaissance, c'est la première fois qu'une autorité en Suisse estime que la religion est un critère à prendre en considération pour évaluer le risque de fuite. Gageons que cela sera également la dernière.» A voir. ■

Les coûts du transport régional augmenteront de 30% d'ici à 2035

MOBILITÉ L'Union des transports publics avertit que face à la croissance de la population et à l'accroissement de l'offre, les coûts vont prendre l'ascenseur. Elle appelle les cantons et la Confédération à y contribuer

ATS

Une population croissante a besoin de plus de transports régionaux et locaux. C'est pourquoi l'Union des transports publics (UTP) prévoit un surcoût de 30% d'ici à 2035. Bien que la clientèle en assume la majeure partie, les commanditaires que sont la Confédération et les cantons devraient également y contribuer.

Malgré de gros efforts pour améliorer l'efficacité, les entreprises de transport ne peuvent pas, en grande partie, influencer leurs coûts, a expliqué hier à Berne l'UTP. Il s'agit des coûts de personnel et d'énergie ainsi que des investissements dans la décarbonation. L'UTP rappelle que plus de 1500 lignes de RER, de bus, de trams, de bateaux et de remontées mécaniques qui desservent toutes les régions du pays dépendent des contributions des pouvoirs publics. ■

MAIS ENCORE

La croissance hors zone à bâtir devrait être limitée à 1%

La croissance du nombre de bâtiments hors de la zone à bâtir devrait être limitée à 1%. Le Conseil fédéral a ouvert une consultation hier à ce sujet, dans cette deuxième étape de la révision de l'aménagement du territoire. L'objectif est de freiner la construction hors de la zone à bâtir et de la stabiliser à un certain niveau. (ATS)

A Genève, la gauche s'attaque à un dispositif qui «menace les logements abordables»

AMÉNAGEMENT Les socialistes, Les Vert-e-s et l'Asloca ont lancé hier un référendum pour combattre le contre-projet à l'initiative «Urbadem», qui veut permettre aux propriétaires fonciers de convoquer des consultations populaires sur les plans localisés de quartier

FANNY SCUDERI
X @FannyScuderi

Un large comité a rassemblé la presse hier pour dire tout le mal qu'il pense du contre-projet à l'initiative «Urbadem» voté par la majorité de droite du parlement. A l'origine, les initiants souhaitaient obliger l'Etat à consulter la population en amont du processus d'élaboration d'un plan localisé de quartier (PLQ). Cet instrument sert à densifier les zones du canton, tel que le prévoit le plan directeur cantonal.

L'initiative «Pour un urbanisme plus démocratique» (Urbadem) demandait la suspension d'un PLQ en cas de préavis négatif du Conseil municipal ou lors d'un référendum communal. Elle offrait aux propriétaires la possibilité de proposer un PLQ alternatif, qui aurait pu être lui aussi opposé, créant possiblement une boucle sans fin.

Craignant qu'elle suscite l'adhésion des citoyens, la droite lui a opposé un contre-projet, moins contraignant: il offre aux propriétaires, qu'ils soient étrangers ou suisses, qu'ils s'agissent de personnes physiques ou morales, la compétence de lancer une votation communale consultative. Le canton garde in fine la main.

Composé notamment des socialistes et des Vert-e-s mais aussi de l'Asloca, le comité référendaire accuse le contre-projet de créer une inégalité de droit entre les propriétaires fonciers et les citoyens lambda. Opposé à ce contre-projet, Antonio Hodgers, conseiller d'Etat chargé du Territoire, avait dénoncé dans nos pages un retour au «suffrage censitaire».

«Attaque contre la démocratie directe»

«Il s'agit d'une attaque crasse à la démocratie directe, dénonce le député socialiste Matthieu Jotterand. Ce contre-projet crée une inégalité d'accès aux droits politiques: les propriétaires peuvent convoquer un référendum sans s'astreindre à une récolte de signatures. Ils ont un droit de plus que l'habitant lambda, tout aussi concerné par un PLQ, mais qui n'est qu'un simple locataire.» Caro-

line Renold, juriste à l'Asloca, renchérit: «Cette loi menace les logements abordables. Les propriétaires pourraient utiliser ce nouvel instrument pour négocier à la hausse le prix de vente de leur terrain, ce qui serait ensuite répercuté sur les loyers.»

«Une trahison»

Une votation consultative trop en amont du processus d'élaboration d'un PLQ risque de créer des blocages, selon le député écologiste David Martin: «Cela court-circuite le Conseil municipal, qui n'aura pas le temps de forger son opinion.» Bien que consultatif, le vote indiquera aux élus comment se positionner, selon lui. En résumé, si la population refuse un PLQ lors d'un référendum consultatif lancé par des propriétaires fâchés, il y a peu de chances que l'assemblée municipale aille à l'encontre de la volonté populaire. Mais où est le mal? «Les élus communaux représentent la population et travaillent les PLQ en commission. Leur préavis est ensuite soumis à un référendum. Inverser cette temporalité donne un poids démesuré aux propriétaires fonciers», estime David Martin. Le lancement de ce référendum met en rogne Alain Burri, président du comité d'initiative Urba-

dem: «C'est de la trahison. La gauche n'a pas joué franc jeu. Si nous avions su qu'elle lancerait un référendum, nous n'aurions pas retiré notre texte. Avec son référendum, la gauche empêche des mesures qui renforcent la concertation populaire», regrette Alain Burri, également vice-président de Pic-Vert.

Le PLR Adrien Genecand, à l'origine du contre-projet, juge la situation «grinçante»: «Les partis de gauche sont en faveur de la participation de la population pour toutes sortes de projets, pourtant ils s'opposent au renforcement de la concertation en matière d'aménagement.» En plénière et en commission, Les Vert-e-s et les socialistes n'ont pas caché leur désapprobation et ont voté en défaveur du contre-projet.

N'aurait-il pas fallu trouver un compromis pour éviter un référendum? «Je suis navré pour les initiants. Nous avons élaboré un compromis qui permet à la population de se prononcer en amont plutôt qu'à la fin du processus, lorsque le canton a déjà tout ficelé. S'ils avaient souhaité être honnêtes, Les Vert-e-s auraient annoncé leur référendum au cours des débats parlementaires.» Les référendaires ont jusqu'au 19 août pour réunir 4135 signatures. ■

La SSR accusera le coup avec une redevance à 300 francs

MÉDIA Albert Rösti présente son projet de baisse de la taxe radio-télévision d'ici à 2029. Le service public recevrait 120 millions de francs de moins qu'actuellement. Sa concession radio-TV est prolongée jusqu'en 2028

DAVID HAEBERLI, BERNE
X @David_Haeberti

Albert Rösti a tranché. Le conseiller fédéral chargé de la communication propose que la redevance radio-TV qui finance le service public et une partie de l'offre audiovisuelle privée soit abaissée à 300 francs par an et par foyer contre 335 francs aujourd'hui. Il l'a annoncé lors d'une conférence de presse ce mercredi à Berne.

«La SSR doit disposer de moyens suffisants pour assurer une offre journalistique équivalente dans toutes les régions linguistiques», dit le communiqué qui accompagne cette annonce. La position du Conseil fédéral est en effet présentée comme une manière de s'opposer à l'initiative populaire lancée par l'UDC intitulée «200 francs, ça suffit!» sur laquelle les Suisses seront appelés à voter, vraisemblablement en 2026. Parce que le Conseil fédéral veut décharger financièrement les ménages et l'économie, «il a décidé d'abaisser progressivement le montant de la redevance de radiotélévision à 300 francs d'ici à 2029.» Celle-ci passera de 335 à 312 francs en 2027, puis à 300 francs en 2029. La SSR a donc cinq ans pour s'adapter. A terme, elle recevra donc 1,2 milliard de francs issus de la redevance en 2029, soit 120 millions de moins qu'aujourd'hui.

Les entreprises sont actuellement assujetties à la redevance à partir d'un chiffre d'affaires de 500 000 francs. Le Conseil fédéral a décidé de relever ce

plancher à 1,2 million de francs. «Ainsi, dès 2027, environ 80% des entreprises soumises à la TVA ne paieront plus la redevance», a calculé le gouvernement. On sait la SSR opposée à toute baisse des moyens qui sont mis à sa disposition par les pouvoirs publics. Elle a ainsi salué la décision du Conseil fédéral de s'opposer à l'initiative populaire. Concernant la baisse de la redevance, elle dit vouloir «analyser en détail les répercussions de cette décision et prendre les mesures qui s'imposent».

Le service public devra se concentrer sur l'information et la culture, et laisser en grande partie le sport et le divertissement aux privés

Indépendamment de ce processus, «la SSR va déjà mettre en œuvre à court terme des mesures d'économies. En effet, le recul des recettes publicitaires et le renchérissement – deux tendances qui ne cessent de s'accroître – créent une situation financière tendue face à laquelle la SSR va devoir réagir dès 2025», communique-t-elle.

La régie publique avait souligné l'automne dernier que fixer la redevance à 300 francs «aurait des répercussions très importantes sur le programme et le personnel. Il manquerait jusqu'à 240 millions de francs à la SSR et 900 postes de travail devraient être progres-

sivement supprimés.» Autre versant de l'annonce gouvernementale du jour: la concession qui est octroyée à la SSR est prolongée jusqu'en 2028. Le contrat actuel arrive en effet à échéance à la fin de cette année. «Le nouveau cadre financier pour le service public médiatique ne sera connu qu'après la votation sur l'initiative SSR. Le Conseil fédéral élaborera la nouvelle concession en fonction des moyens à disposition», justifie-t-il.

«Lancer le débat» sur le rôle et les moyens de la SSR

Mais les lignes directrices sont déjà claires. La SSR devra se concentrer sur l'information et la culture, et laisser en grande partie le sport et le divertissement aux privés, a prévenu le gouvernement. La communication du jour souligne également que l'offre en ligne devra être basée sur les productions maison en audio et en vidéo, diminuant la part de l'écrit. Albert Rösti montre ainsi qu'il a entendu les revendications des éditeurs privés, qui jugent que la SSR pratique une concurrence déloyale en développant une offre en ligne financée par les deniers publics. «Le Conseil fédéral veut une SSR forte, a conclu Albert Rösti. Elle doit se concentrer sur le service public» et non sur ce que les privés peuvent fournir. Quand il était parlementaire, il faisait partie du comité de l'initiative voulant abaisser la redevance radiotélévision à 200 francs. Comme conseiller fédéral, il présente un projet plus modéré. Sa perception de la régie publique a-t-elle évolué? «Je peux le dire aujourd'hui, répond-il. J'ai signé l'initiative dans le but de lancer le débat» sur le rôle et les moyens de la SSR. De leur côté, les entreprises d'audiovisuel tiennent à ce que les mesures touchent exclusivement la SSR, ont-elles réagi. ■

MAIS ENCORE

Une aide pour les manifestations sportives

La Confédération soutiendra financièrement les événements sportifs récurrents, comme les Coupes du monde de ski. Le Conseil fédéral en a décidé ainsi hier. Aujourd'hui, la Confédération soutient les manifestations sportives internationales uniques telles que les Championnats du monde et d'Europe ayant lieu en Suisse. En revanche, pour les événements récurrents comme les Coupes du monde, aucune contribution financière n'a été octroyée jusqu'à présent. (ATS)

A Genève, un cri d'alerte pour la Source bleue

ACCUEIL La petite structure spécialisée dans la détection précoce des troubles du développement va subir des baisses de moyens dès la prochaine rentrée. Une décision incompréhensible aux yeux des familles, qui ont remis hier une pétition au Département de l'instruction publique

SYLVIA REVELLO
X @sylviarevello

«Sans l'aide de La Source bleue, mon petit garçon atteint d'autisme et de trouble du déficit de l'attention aurait certainement été placé dans une école spécialisée. Je m'engage pour que d'autres familles aient cette chance d'être aidée.» Hier matin à Genève, le cri du cœur d'Anisa Abdi, 29 ans, a retenti entre les murs de la Vieille-Ville. Comme elle, une dizaine de mères se sont réunies avec poussettes et progénitures pour défendre ce lieu d'accueil parents-enfants inédit à Genève. Implantée dans l'école des Pâquis et des Libellules, la petite structure est spécialisée dans la détection précoce des troubles chez les 0-4 ans et offre un lieu de socialisation aux familles isolées, souvent issues de la migration. Une mission d'utilité publique recon- nue par tous y compris les autorités et la Cour des comptes.

Mais dès la rentrée, La Source bleue, qui accueille chaque année environ 120 familles, va perdre des ressources. Concrètement, des postes temporaires de logopédiste, de psychomotricienne et d'éducatrice ne seront pas renouvelés, ce qui représente une perte de 130% au total. Deux postes de coordinatrice, à 25% dans chaque lieu, vont également être supprimés.

Pétition de 500 signatures

Un coup de massue pour la structure hypersollicitée où la plupart des employés sont à temps partiel – pour un total de 420%. Selon nos informations, une quinzaine de familles seraient sur liste d'attente. Pour tenter de se faire entendre, les mères ont remis une pétition munie de 500 signatures à la cheffe du Département de l'instruction publique (DIP), Anne Hiltbold. Elles espèrent également obtenir un rendez-vous. Après plusieurs minutes à patienter devant les portes du bâtiment, leur missive est enfin réceptionnée par une employée. On leur assure qu'«aucun courrier ne reste sans réponse».

Pour l'heure, le DIP se borne à rappeler qu'il ne s'agit pas de coupes sèches. «Une augmentation temporaire de postes avait été acceptée en 2023 pour une année. Il s'agit à présent de revenir à la situation initiale», indique la porte-parole, Lauranne Peman-Bartolini, soulignant que «le caractère temporaire de ces

ressources supplémentaires avait été largement annoncé et expliqué en amont». Elle indique par ailleurs que ces ressources ne seront pas supprimées mais «réallouées pour garantir la bonne mise en place de la rentrée scolaire 2024 de l'enseignement spécialisé».

Des explications qui ne calment pas les inquiétudes d'Elisabeth Da Costa, 33 ans. A son arrivée d'Angola en 2021, la jeune femme se retrouve isolée. «Enceinte avec un jeune enfant, je tournais en rond chez moi. Je ne connaissais personne», raconte-t-elle. A La Source bleue, elle trouve un soutien pour son premier fils autiste et pour son nouveau-né. «Au début, il était très fermé, sans cesse collé à moi. Grâce à l'aide des logopédistes et des psychomotriciennes il a beaucoup évolué et parle aujourd'hui couramment.»

«Au départ, je ne connaissais rien à l'éducation, je me sentais démunie»

ANISA ABDI, MEMBRE DU COLLECTIF DES PARENTS DE LA SOURCE BLEUE

Anisa Abdi a vécu une expérience similaire. Originaire de Somalie, elle fréquente La Source bleue depuis 2016 avec ses trois enfants. «Au départ, je ne connaissais rien à l'éducation, je me sentais démunie, mes enfants passaient beaucoup de temps derrière les écrans», se rappelle-t-elle. Derrière les pleurs incessants et les retards de langage, un trouble autistique est diagnostiqué chez l'un de ses fils. «Les éducatrices l'ont pris en charge, stimulé et depuis il a beaucoup progressé», salue-t-elle, espérant que la mobilisation du jour permettra d'inverser la tendance.

Sur le fond, le public préscolaire de La Source bleue devrait dépendre des communes et non pas de l'Office médico-pédagogique, sous la tutelle du DIP. Des discussions sont en cours avec la ville de Genève et la fondation Astural pour une éventuelle reprise en mains mais rien n'est fait. A noter que le sujet préoccupe également au niveau politique. La députée verte Laura Mach a déposé une question écrite urgente qui devrait être traitée ce vendredi au Grand Conseil. Elle pointe notamment la contradiction entre la décision du DIP et la feuille de route de la magistrate qui prévoyait un «plan d'action interdépartemental sur les 1000 premiers jours de l'enfant». L'association Bien vivre aux Pâquis, présidée par l'élue d'Ensemble à gauche Brigitte Studer, a également manifesté son soutien et écrit à Anne Hiltbold. ■

Le Conseil fédéral fait preuve de fermeté sur le nouveau tarif médical

FACTURATION La décision était très attendue et Elisabeth Baume-Schneider, ministre chargée de la Santé, a tranché hier. Le nouveau système entrera en vigueur le 1er janvier 2026 avec une structure qui combine la facturation à l'acte et les forfaits

ANNICK CHEVILLLOT, BERNE
X @chevilllot_a

Le tarif médical... Le sujet technique par excellence qui passionne peu les foules, mais qui fait l'objet d'une bataille sans merci entre les acteurs du système de santé. A droite, la faïtière des assurances maladie Santésuisse et celle des hôpitaux, H+; à gauche, l'autre faïtière des assureurs Curafutura et celle des médecins, la FMH. Entre les deux camps, un fossé. Celui du futur tarif médical qui doit remplacer l'actuel Tarmed entré en vigueur en 2004 et obsolète.

La forme que devra prendre le futur tarif a exacerbé les positions des différents partenaires ces dernières années. D'un côté, on plaide pour des forfaits ambulatoires. Système calqué sur ce qui se pratique lorsqu'une personne est prise en charge à l'hôpital, de manière stationnaire. De l'autre, on plaide pour une facturation à l'acte (Tardoc), comme le permet Tarmed, mais modernisée et flexible.

Vu comme ça, il est difficile de comprendre pourquoi une structure tarifaire génère autant de conflits entre partenaires tarifaires. Les tensions sont dues au fait que le sujet conditionne l'ensemble du système de facturation des prestations ambulatoires du pays. Ce dernier est divisé entre 12 et 13 milliards de francs par an. L'enjeu est donc de taille. Elisabeth Baume-Schneider, conseillère fédérale en charge de la santé, l'a rappelé: «13 milliards de francs, cela représente un quart des prestations à charge de

l'assurance obligatoire des soins chaque année. Cette structure tarifaire est donc essentielle: elle fixe ce qui est remboursé par l'assurance maladie obligatoire.»

Les différents acteurs le savent et n'ont pas réussi à s'entendre sur une structure malgré les appels répétés du gouvernement. Alors qu'Alain Berset, à l'époque en charge de la santé, demandait aux partenaires de se coordonner pour déposer un seul projet de tarif, ils ont été incapables de s'entendre et ont soumis deux projets distincts au Conseil fédéral en décembre 2023.

Le Conseil fédéral montre les muscles

Hier, l'exécutif a donc dû trancher. «Après plusieurs années de blocage entre les partenaires tarifaires, un pas décisif est fait avec l'approbation simultanée des tarifs à l'acte et une partie des forfaits. Cette validation est néanmoins assortie d'exigences», a souligné Elisabeth Baume-Schneider. Un travail de coordination est encore nécessaire pour que les deux tarifs puissent être intégrés dans la même structure.

Cette tâche est confiée à l'Organisation tarifs médicaux ambulatoires (OTMA), dirigée par le conseiller d'Etat bernois Pierre-Alain Schnegg. A lui d'élaborer un contrat avec tous les partenaires tarifaires d'ici au 1er novembre 2024. «S'ils échouent, prévient la ministre de la Santé, le Conseil fédéral interviendra. Ce dernier n'a pas envie d'user de sa responsabilité subsidiaire dans ce domaine, mais il n'hésitera pas à le faire si les partenaires n'arrivent pas à s'entendre.» En d'autres termes, le gouvernement déterminera lui-même la structure tarifaire. Une menace à peine voilée envers des acteurs du système difficilement réconciliables, du moins sur ce sujet. Pierre-Alain Schnegg devra donc faire preuve de persuasion pour tenir le délai du

1er novembre, mais il a bon espoir d'y arriver: «Les deux projets soumis au Conseil fédéral l'an dernier ont déjà reçu l'approbation partielle de tous les partenaires. L'OTMA est désormais seule à la barre pour faire évoluer les deux tarifs de manière conjointe. Ces deux aspects me font dire qu'on a de bonnes bases pour atteindre une bonne coordination.»

Les détails doivent encore être négociés, mais dans les grandes lignes, le futur tarif médical ambulatoire sera réparti entre 75% de factures à l'acte et 25% de forfaits. Les différentes spécialités médicales ne pourront pas choisir l'un ou l'autre modèle. C'est la prestation qui permettra de déterminer sur quelle base elle est facturée. Le forfait sera appliqué pour les interventions standardisées faites en milieu hospitalier et la facture à l'acte pour le médecin généraliste. C'est du moins ce qui est prévu dans les grandes lignes. Reste désormais à concrétiser les derniers ajustements pour pouvoir enterrer Tarmed fin 2025.

Pierre-Alain Schnegg est conscient que l'option choisie par le Conseil fédéral «ne va pas satisfaire tout le monde. Mais cette décision doit être acceptée, parce qu'elle va permettre d'en finir avec les conflits actuels.»

Chez Santésuisse et H+, faïtières des caisses et des hôpitaux, on est conscient d'avoir gagné sur un tableau: un nouveau tarif incluant les deux modèles sera introduit simultanément comme elles le désiraient. Cela dit, elles «déploraient néanmoins que seule une partie des forfaits soumis à approbation puisse être implémentée rapidement». Enfin, chez Curafutura, qui a œuvré pour le modèle Tardoc, on accepte la décision, mais «l'introduction simultanée de forfaits exigée par le Conseil fédéral ne doit en aucun cas compromettre ou retarder une nouvelle fois l'introduction du Tardoc au 1er janvier 2026». ■

EN BREF

L'agriculture obtient 13,8 milliards pour la période 2026-2029

L'agriculture obtient 13,8 milliards de francs pour la période 2026-2029, en baisse de 230 millions par rapport à la période actuelle. Le Conseil fédéral a transmis hier son message au parlement. Il a finalement atténué les coupes prévues. Le montant total est inférieur de 1,6% à celui de la période 2022-2025. Cette différence s'explique par les réductions prévues par le Conseil fédéral dans le cadre du budget 2025. L'agriculture participera par là également aux mesures d'économies, afin d'alléger le budget ordinaire et de respecter ainsi le frein à l'endettement, a écrit hier le gouvernement. Initialement, le Conseil fédéral prévoyait des coupes à hauteur de 347 millions. Il a revu sa copie après la consultation. ATS

Sur le climat, «ne rien faire coûtera plus cher»

DÉPENSES Tout en appelant à respecter la rigueur budgétaire, la Vaudoise Sabine D'Amelio-Favez, directrice de l'Administration fédérale des finances, souligne que les politiques climatiques pourraient peser lourd sur l'essor économique

PROPOS RECUEILLIS
PAR PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
X @BoeglinP

Pendant longtemps, au fil des années de vaches grasses, l'Administration fédérale des finances (AFF) avait l'habitude d'annoncer de bonnes nouvelles. Les choses ont changé depuis que les finances fédérales sont entrées dans une séquence que beaucoup qualifient de «tendue». La directrice de l'AFF Sabine D'Amelio-Favez s'en entretient avec *Le Temps*.

INTERVIEW

Pendant longtemps, la Confédération enregistrait des résultats positifs. Depuis votre entrée en fonction, les exercices déficitaires reviennent. Etes-vous tombée dans un guet-apens? (rire) Non, évidemment pas. La Confédération enregistre des résultats positifs si on regarde du côté de ses recettes, qui augmentent; elle est par contre devenue un peu trop dépensière. Je suis peut-être arrivée dans une phase plus critique, où il devient plus important encore de fixer clairement des priorités.

Vous avez dû être soulagée par le refus de l'initiative du PS, qui voulait que l'Etat paie les primes d'assurance-maladie dépassant 10% du revenu des ménages... Oui, car on parlait de montants allant jusqu'à 11 milliards de francs d'ici à 2030, ce qui surpassait nettement les coûts de la 13e rente AVS. Au-delà de l'aspect financier, cette votation nous a permis de reprendre le pouls de la population, et nous avons constaté avec satisfaction qu'une majorité n'a pas voulu d'une proposition sans financement assuré.

Ne vivons-nous pas un casse-tête? Les recettes de la Confédération s'accroissent, mais les dépenses augmentent plus rapidement encore... Je vois ici trois effets. Tout d'abord un effet dû aux crises successives: le Covid-19, la guerre en Ukraine et les craintes de pénurie énergétique, puis Credit Suisse. La Confédération a à chaque fois libéré des sommes ou des garanties considérables, ce qui a créé dans le subconscient de beaucoup la certitude que la Confédération dispose de grosses réserves d'argent. Le deuxième effet vient de l'influence d'autres pays: les différentes crises ont déclenché des réactions protectionnistes. Les Etats-Unis, l'Union européenne, dont la France, ont débloqué des dizaines, voire des centaines de milliards dans des politiques industrielles ou des pactes verts. Et enfin, la hausse des dépenses en Suisse découle du vieillissement de la population, impactant en particulier l'AVS, et du risque sécuritaire plus élevé expliquant l'augmentation du budget de l'armée.

Vous parlez du subconscient et de la certitude que la Confédération a beaucoup d'argent. Mais n'est-ce pas tout simplement vrai? N'est-on pas un peu pingre? Notre économie fonctionne très bien, les recettes fiscales sont élevées, et notre taux d'endettement est bas. Certains demandent par conséquent que l'on s'endette davantage. On peut entendre cet argument, mais rappelons que le frein à l'endettement, adopté en 2001 par environ 85% de la population, n'autorise que deux conditions pour s'endetter: la récession et les crises, celles-ci étant définies par des événements extraordinaires que la Confédération ne peut pas prévoir ou influencer. Aujourd'hui, le débat porte justement sur l'interprétation du critère «extraordinaire». En ce qui concerne la hausse du budget de l'armée, il s'agit d'une augmentation pérenne et durable, et pas de mesure d'urgence comme dans le cas de la pandémie.

Vous avez publié récemment un rapport sur les perspectives financières à long terme, et l'impact tant du vieillissement de la population que du changement climatique. Ces deux facteurs ne vont pas embellir nos comptes... S'agit-il de prévenir tout optimisme financier? (Sourire.) Non, les bases de notre étude quadriennale sont conformes aux standards internationaux. Ce qui est nouveau cette année, ce sont nos estimations de l'impact quantitatif à long terme sur les finances publiques des mesures de protection du climat visant à atteindre l'objectif du zéro émission nette d'ici à 2050. Nous voulons ouvrir cette discussion. Par la suite, il s'agira de quantifier les effets du changement climatique en tant que tel, en intégrant les conséquences des événements météorologiques extrêmes, et des mesures d'adaptation au changement climatique.

Vous soulignez qu'en politique climatique, «ne rien faire coûtera plus cher». Par contre, vous ne chiffrez pas les coûts supplémentaires de l'inaction. N'est-ce pas contradictoire? Actuellement, nous ne disposons tout simplement pas des données statistiques nécessaires pour évaluer les conséquences du changement climatique si nous ne faisons rien. Mais de nombreuses études internationales montrent qu'un changement climatique non maîtrisé coûtera cher à l'économie et affectera les finances publiques.

Vous soutenez qu'en politique climatique, «ne rien faire coûtera plus cher». Par contre, vous ne chiffrez pas les coûts supplémentaires de l'inaction. N'est-ce pas contradictoire? Actuellement, nous ne disposons tout simplement pas des données statistiques nécessaires pour évaluer les conséquences du changement climatique si nous ne faisons rien. Mais de nombreuses études internationales montrent qu'un changement climatique non maîtrisé coûtera cher à l'économie et affectera les finances publiques.

Votre étude affirme aussi que les mesures climatiques entraîneront des baisses générales de salaires, du produit intérieur brut (PIB) et de la consommation. Mais ce n'est pas vraiment documenté... Les politiques climatiques pourraient effectivement peser sur l'essor économique, et donc, par exemple, réduire l'aug-

Sabine D'Amelio-Favez: «Notre but est de définir des tendances: ici, nous voyons que nous n'allons pas simplement vers un creux passager.» (BERNE, 11 JUIN 2024/REMO NAEGELI POUR LE TEMPS)



mentation des recettes de l'impôt fédéral direct. Les effets négatifs sur la croissance économique sont documentés dans notre rapport et se basent sur les analyses des «Perspectives énergétiques 2050+» réalisées par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). En outre, d'autres taxes, comme celle sur les huiles minérales [carburant des voitures par exemple, ndlr], devraient disparaître à terme, entraînant des pertes pour les finances fédérales. Il s'agira de trouver des revenus de remplacement, par exemple en taxant les voitures électriques.

N'est-ce pas un présupposé idéologique d'affirmer que les mesures climatiques vont freiner la conjoncture? Ils s'agit d'une étude pilote fondée sur des scénarios politiques, où l'on essaie d'évaluer l'impact que peut avoir telle ou telle mesure. Les effets des mesures de lutte contre le changement climatique et les changements structurels qu'elles entraînent dans les années à venir sont incertains. On peut toutefois supposer qu'au moins pendant une phase de transition, les effets économiques négatifs l'emporteront. Mais à long terme, la politique climatique est payante, car les dommages climatiques évités auraient probablement été plus importants.

On reparle beaucoup du frein à l'endettement. Ce mécanisme a offert une bonne stabilité financière à la Suisse.

«La hausse du budget de l'armée est une augmentation pérenne

Mais son application n'est-elle pas trop rigide? Pourquoi continuer à reverser les excédents annuels de la Confédération à la réduction de la dette, alors qu'ils pourraient aussi servir à investir dans des projets d'avenir? La question de l'utilisation des excédents structurels est absolument légitime. Mais elle a été analysée à plusieurs reprises et ne se pose plus jusqu'à l'horizon 2035. Un délai choisi par le parlement pour rembourser la dette covid, précisément avec les excédents structurels et les recettes extraordinaires de la Banque nationale suisse (BNS) qui ne tombent plus aussi régulièrement. Nous accusons même un peu de retard. Nous pourrions nous reposer la question lorsque la dette covid aura été effacée.

D'après vos projections, le taux d'endettement de la Confédération ne bougera presque pas à long terme: 13,5% en 2021, puis 15,1% en 2060. Ne cherche-t-on pas des problèmes là où il n'y en a pas? Il est vrai que l'endettement de la Confédération pris isolément reste assez stable et à bas niveau, mais il ne faut pas oublier d'intégrer notamment les

assurances sociales dans le calcul. Les dépenses de l'AVS augmenteront avec le vieillissement de la population et son taux d'endettement augmentera, selon ces projections, de 9,5% du PIB entre 2021 et 2060. Dans les cantons, en outre, les soins de santé grèveront fortement les finances. Au total, l'endettement de l'ensemble de l'Etat (communes, cantons, assurances sociales et Confédération) grimpera de 27 à 48% en 2060, à moins que des réformes ne soient engagées. De plus, ces chiffres ne concernent que la pression sur les dépenses exercée par le vieillissement de la population. La croissance des dépenses de l'armée par rapport au PIB, par exemple, n'a pas été prise en compte.

Est-ce alarmant? Les chiffres absolus ne sont pas alarmants en soi. Notre but est de définir des tendances: ici, nous voyons que nous n'allons pas simplement vers un creux passager. Nous devons donc nous atteler à résoudre ces problèmes maintenant, et ne pas les reporter à demain.

Est-ce à dire que nous devons miser sur la migration et la natalité, pour équilibrer notre démographie et nos finances? L'immigration sur le marché du travail suisse a tendance à soulager les finances publiques de la Confédération et des assurances sociales par le biais de recettes fiscales plus élevées et de cotisations plus importantes. Dans ce contexte, nos relations avec l'Union euro-

péenne sont évidemment importantes, mais aussi les conditions-cadres pour les entreprises: elles doivent attirer des sociétés et permettre de créer de l'innovation et de l'emploi. N'oublions pas que l'impôt fédéral direct est alimenté en grande partie par les entreprises.

Où aller dans le futur? Vous ne montrez pas vraiment de direction... A court terme, il s'agit de combler les déficits budgétaires. Un groupe d'experts est chargé de présenter des propositions d'ici à la fin de l'été. Les options seront décidées par le Conseil fédéral probablement à l'automne. Sur le moyen terme, il faudra clarifier comment financer l'augmentation de certaines dépenses, comme l'armée. Sur le plus long terme, il faudra aussi rouvrir la discussion sur la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Le Parlement prend souvent en main des tâches qui relèvent des cantons. Après le report du dernier grand projet en la matière, le Conseil fédéral a annoncé qu'il se positionnera à nouveau en été 2024, donc tout prochainement.

Parmi les politiques, l'idée circule de réduire la part touchée par les cantons sur l'impôt fédéral direct... Oui, mais il faut bien être conscient que les cantons s'y opposeront. En plus, cela me paraît injustifié de recourir à cette variante pour financer l'armée, car la défense est du ressort de la Confédération. ■

L'IA qui combat les hallucinations des IA

TECHNOLOGIE Les réponses de ChatGPT et consorts contiennent des erreurs, quand elles ne sont pas inventées. Une équipe britannique propose une méthode pour déceler ce que les scientifiques appellent des «confabulations», des «hallucinations»

DENIS DELBECQ
X @effetsdeterre

Livrons-nous à un petit exercice. Promis, il s'agit du seul usage d'une IA générative que nous nous autoriserons pour le contenu de cet article.*

– Le Temps: Qu'est-ce que la confabulation?

– ChatGPT (version 4o): Une confabulation est un phénomène psychologique où une personne fabrique involontairement des informations, des événements ou des souvenirs qui sont faux mais qu'elle croit sincèrement être vrais [...] La confabulation peut être déconcertante pour les proches et les professionnels de la santé, car elle peut sembler très convaincante.

Remplacez le mot «personne» par «intelligence artificielle», supprimez «psychologique» et «pour les proches et les professionnels de la santé» et vous obtiendrez une définition fidèle – à défaut d'être linguistiquement parfaite – de ce qui se passe parfois dans la «tête» des ChatGPT et consorts. Plongée dans les fantaisies, parfois lourdes de conséquences, des modèles de langage.

L'IA générative n'est pas une bibliothèque

«Tout modèle récent sait dire où se trouve la tour Eiffel. Mais si vous l'interrogez sur le parcours d'un personnage peu connu, la réponse risque d'être confuse sur sa date ou son lieu de naissance ou sur ce qu'il a accompli au cours de sa vie; l'IA inventera de petits détails pour combler ses lacunes.» C'est ce qu'a constaté, à maintes reprises, Sebastian Farquhar (Université d'Oxford, Grande-Bretagne), premier auteur d'une méthode de détection des hallucinations des modèles d'IA générative décrite cette semaine dans *Nature*.

Pour comprendre l'origine de ces biais, rappelons que les modèles d'IA ne mémorisent pas les documents qui ont servi à les entraîner. Pas plus qu'ils n'en comprennent le sens. Ils stockent des quantités astronomiques de nombres générés par le processus d'entraînement qui, en quelque sorte, leur permet d'estimer la suite la plus probable



(WAYNE WILSON)

d'un mot ou d'une séquence de mots. Par exemple après «le chat mange», l'IA calculera – compte tenu des informations digérées – que la probabilité est plus élevée dans ce cas pour «sa pâtée» plutôt que pour «une raclette» et renverra donc la réponse la plus probable. Mais personne, pas même le concepteur d'une IA, ne peut prévoir cette inférence (la réponse à la question). Ces boîtes noires échappent même aux yeux agueris de leurs inventeurs!

«Quand vous entraînez une intelligence artificielle sur la base d'une page Wikipédia, encyclopédie considérée comme fiable, et que vous l'interrogez sur un sujet évoqué dans cette page, le modèle ne fera pas d'autres erreurs dans ses réponses que celles qui se trouvaient dans ce document, explique

Sebastian Farquhar. Mais si vous l'entraînez avec cette page ainsi qu'une seconde issue, par exemple d'un blog, les informations contradictoires créeront de la confusion, au risque de donner une mauvaise réponse, voire d'en inventer une!»

La tour Eiffel a-t-elle été érigée à Berlin?

Nous posons généralement des questions simples aux IA dont nous n'attendons le plus souvent qu'une réponse globalement correcte, quitte à vérifier des détails. «Dans certaines situations, en droit par exemple, en médecine ou dans des domaines scientifiques pointus, il est essentiel que les réponses soient exactes. C'est dans ces situations, aux frontières de la connaissance acquise lors de l'entraînement d'une IA,

que la probabilité qu'elle invente est la plus élevée.»

C'est pour cette raison qu'avec trois collègues d'Oxford, Sebastian Farquhar s'est employé à mettre au point une méthode pour estimer la confiance dans une réponse. De manière imagée, et très résumée, elle consiste à poser plusieurs fois la même question à ChatGPT puis à utiliser un autre modèle d'IA, comme Llama ou Mistral, pour regrouper les réponses en fonction de leur proximité, par comparaison deux à deux. Ainsi, pour l'emplacement de la tour imaginée par Gustave Eiffel, imaginons que le modèle testé réponde tour à tour «Paris», «Berlin», «à Paris», «dans la capitale de la France», «dans la ville de Berlin» et «Rome» avec une probabilité de bonne réponse pour chacune. Les réponses similaires sont

regroupées en additionnant leurs probabilités individuelles. L'une de ces trois associations ayant une présomption statistique nettement plus élevée que les deux autres, la réponse «Paris» sera considérée comme fiable et les autres comme confabulations.

On peut néanmoins s'interroger sur une méthode qui consiste à soigner le mal... par le mal. Dit autrement: peut-on évaluer une IA générative à partir d'une autre, sujette elle aussi aux hallucinations? «Cela peut paraître étrange mais cette comparaison ne demande pas une réponse complexe – source d'erreurs – mais une simple réponse oui ou non. Nous avons confiance dans le résultat de ces rapprochements, après avoir testé différents modèles et confronté leurs résultats avec les nôtres dans de nombreuses

situations. Verdict: plus un modèle est grand et plus il est capable, sur ce type de comparaison, de formuler un jugement semblable à celui d'un humain.»

Du bon usage des IA quand la réponse est importante

Revers de la médaille, la méthode formulée par Sebastian Farquhar et ses collègues n'est pas accessible au commun des mortels puisqu'elle requiert du code. On pourrait par contre imaginer que les majors de l'IA la mettent en pratique, avant que la réponse ne soit expédiée. «Chacun peut le faire à la main jusqu'à un certain point, en posant la question cinq fois à ChatGPT et en comparant les réponses!»

Peut-on s'attendre à moins de confabulations à l'avenir, tandis que les IA s'avèrent avec le temps plus riches et mieux entraînées? Cela pourrait être le cas puisque nous avons été incapables de reproduire, avec ChatGPT 4o lancé ce printemps, les erreurs constatées dans l'un des exemples cités dans *Nature*. «Nous avons réalisé nos expériences avec la version ChatGPT 4 de juin 2023. Ce que vous constatez (la disparition de confabulations entre deux versions d'un même outil) est très intéressant et nous allons regarder cela de près. On peut penser que des modèles de plus en plus gros feront moins d'erreurs. Mais celles-ci ne disparaîtront pas, dès que l'on s'approche des frontières de leur corpus de connaissance.»

Ne pourrait-on pas enseigner l'humilité aux IA génératives, et les rendre capables de répondre «je ne sais pas» quand elles sont mises en difficulté par une question? «C'est un domaine de recherche actif. Mais il n'a pas encore engendré de solution satisfaisante.» Quant à vous expliquer le détail de la méthode du chercheur d'Oxford, nous n'aurons ici qu'une réponse, bien humaine celle-là: «Nous n'avons pas tout compris.» ■

* Pour être totalement transparent, une IA a converti l'enregistrement de l'entretien en texte, mais celui-ci a été relu – et parfois réécrit, confabulation oblige – avec soin par l'auteur de ces lignes!

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Jeudi 20 juin 2024



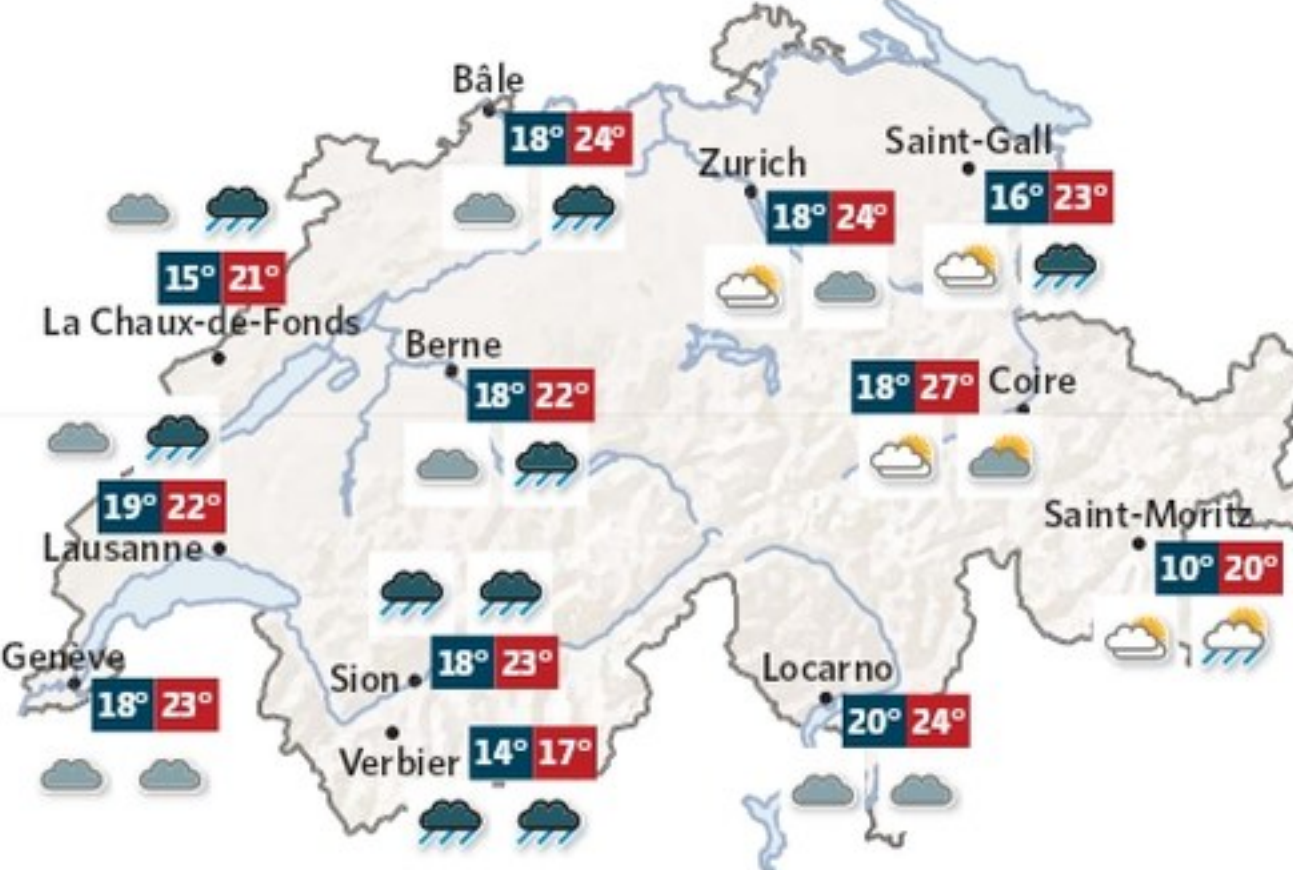
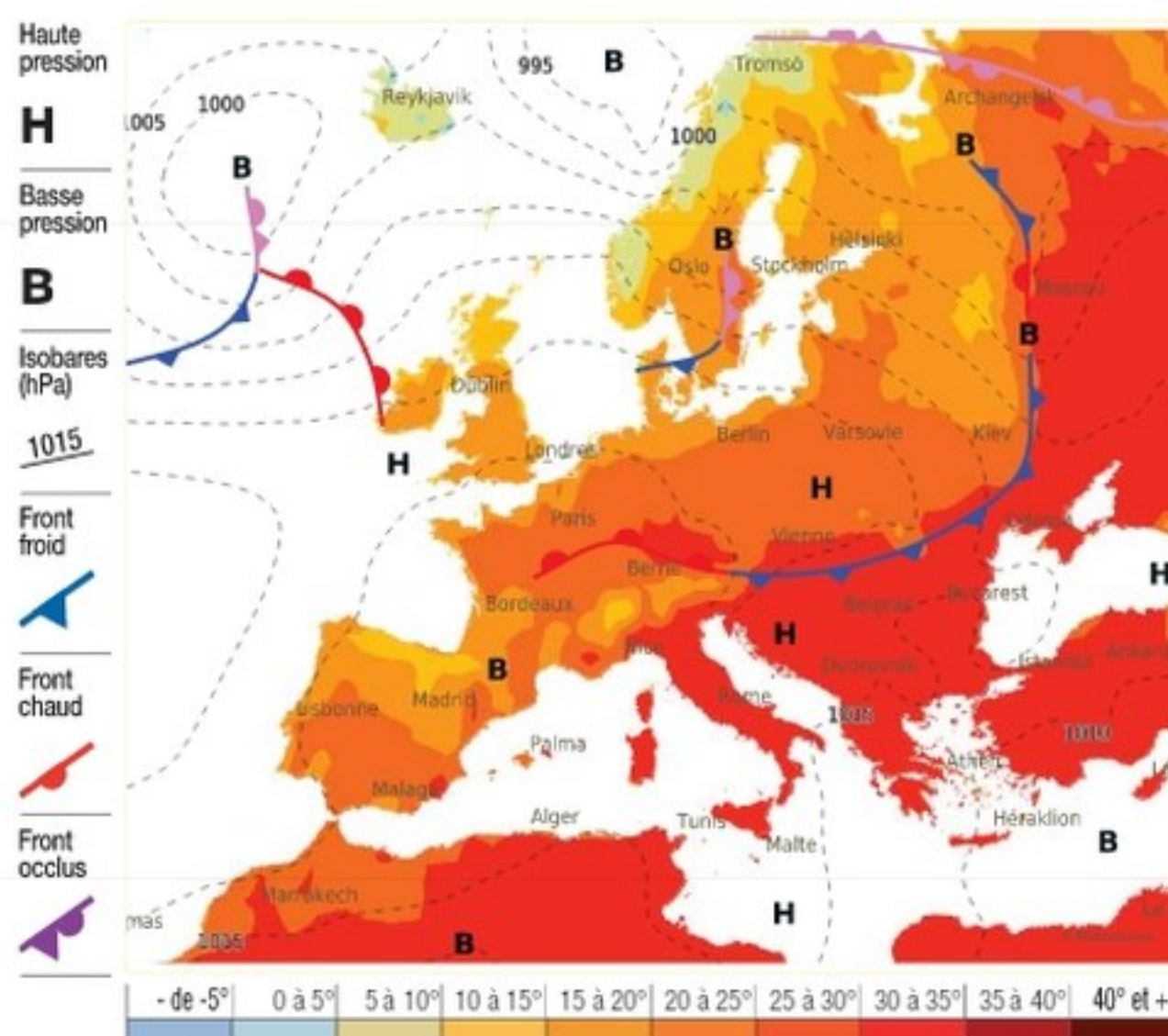
lever: 05h43
coucher: 21h31
0 minute de soleil en plus



lever: 20h35
coucher: 03h52

lune croissante
taux de remplissage: 97%

Situation générale aujourd'hui à 13h



À PARTIR D'AUJOURD'HUI et jusqu'à dimanche, une perturbation va osciller sur nos régions, amenant des pluies parfois orageuses, notamment aujourd'hui et demain vendredi. On verra rarement le soleil, éventuellement

sous forme d'éclaircies samedi. Les averses pourront encore être marquées samedi et jusqu'à dimanche matin. Dimanche après-midi, la bise devrait ramener du temps sec et du soleil pour le début de la semaine prochaine.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	VENREDI	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI
	90 %	90 %	70 %	60 %	60 %
	16° 22°	14° 20°	12° 20°	11° 23°	13° 25°
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura					
Limite des chutes de neige	–	–	2600 m	–	–
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	15° 22°	13° 23°	12° 20°	12° 24°	13° 26°
Limite des chutes de neige	–	2800 m	2600 m	–	–
Suisse centrale et orientale	16° 22°	14° 21°	13° 20°	13° 24°	13° 24°
Limite des chutes de neige	–	2600 m	2700 m	3000 m	–
Sud des Alpes	17° 24°	15° 26°	16° 23°	16° 24°	17° 25°
Limite des chutes de neige	–	–	–	–	–

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.

Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666

en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mercredi, 19.06.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds en obligations				
B. Sel.-Glob Bonds ESG IA (CHF)	CHF 3/1a	99.50	-	
B. Sel.-Glob Bonds ESG ID (CHF)	CHF 3/1a	99.50	-	
B. Sel.-Glob Bonds ESG IDUH (USD)	USD3/1a	100.79	-	

Fonds en actions				
Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2a	107.93	11.2	

Fonds immobiliers				
Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	149.50	8.3	

S|Y|N|C|H|R|O|N|Y Funds

Fonds en obligations				
Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e	93.34	0.0	
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR1/1e	98.02	-0.7	
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e	104.98	-0.0	
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3e	93.64	-0.6	

Fonds en actions				
Synchrony (LU) High Div US Stocks A	USD1/1e	147.36	5.2	
Synchrony (LU) High Div EuroP.St. A	EUR1/1e	122.98	6.1	
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD1/1e	122.81	9.3	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e	152.15	6.2	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR1/1e	151.34	4.0	
Synchrony (LU) Swiss Sm&MidCaps A	CHF 1/1e	126.86	1.1	
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR1/1e	219.05	9.1	
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1e	136.17	8.2	
Synchrony Europe Equity A	EUR4/3f	100.30	6.5	
Synchrony High Div Sw.Stocks A	CHF 1/1e	133.46	6.8	
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD4/3f	103.84	5.4	
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1e	135.18	1.8	
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/1e	104.70	8.1	
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1e	108.59	8.3	
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1e	104.75	-	
Synchrony US Equity A	USD4/3e	202.67	14.7	

Fonds d'allocation d'actifs				
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1f	143.72	6.2	
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR2/1f	147.00	4.9	
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1f	97.42	3.1	
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1f	131.36	9.2	
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1f	97.11	1.5	
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1f	151.73	13.2	
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR1/1e	140.26	4.3	
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR1/1e	176.73	6.4	
Synchrony LPP ZS B	CHF 1/1f	122.48	3.4	
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1f	128.72	5.3	
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1f	117.82	5.5	
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1f	130.45	7.5	

BBGI Group Global Investments

Autres fonds				
BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e	156.60	8.8	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/1e	116.00	16.9	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/1e	83.70	9.4	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR1/1e	156.20	14.4	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR1/1e	93.50	10.5	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD1/1e	124.80	11.2	
BBGI Commodities (USD) A	USD1/1e	109.60	9.0	
BBGI Natural Resources (USD)	USD1/1e	182.40	1.2	
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD1/1e	72.30	-14.1	

BCV

Fonds d'allocation d'actifs				
BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1f	101.30	6.2	
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	90.52	3.6	
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	98.47	9.1	
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1f	90.34	1.0	
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/1f	138.95	12.4	
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/1f	110.43	8.8	
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/1f	162.98	6.1	
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/1f	97.98	4.6	
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/1f	84.35	0.4	
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/1f	112.79	3.6	
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/1f	103.61	2.4	

Berninvest

Fonds immobiliers				
Good Buildings SREF	CHF 5/5	132.50	0.4	
Immo Helvetic	CHF 5/5	205.00	1.0	

BLACKROCK®

Fonds en obligations				
BGF FI Glb Ops D2 USD	USD1/1e	16.70	1.3	
BGF Glb Corp Bond D2 USD	USD1/1e	15.84	0.9	
Fonds en actions				
BGF Syst Glb Eq HI D2 USD	USD1/1e	23.49	10.9	
Glb Unicon Eq D Acc USD	USD3/3e	185.39	12.5	

bordier | 1844

Fonds en obligations				
BO Fd IV-Bordier Allo Bal USD	USD4/4e	114.06	5.7	
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR4/4e	103.60	1.0	
BO Fd IV-Bordier Glb Fix Inc USD	USD4/4f	113.71	2.0	

Fonds en actions				
BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur EUR	EUR4/4e	158.19	5.0	
BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur I EUR	EUR1/1e	147.68	5.4	
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD4/4e	192.50	6.1	
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR4/4e	124.03	10.1	
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur I EUR	EUR1/1e	130.75	10.5	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD4/4e	236.53	15.0	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD4/4e	229.27	14.5	

BRUNOWALTER FINANCE SA

Fonds en actions				
Alround Quadinvest Fund ESG B	EUR2/1e	216.99	2.4	
Alround Quadinvest Fund ESG C	EUR2/1e	162.46	2.5	
Alround Quadinvest Fund ESG D	EUR2/1e	231.26	2.6	
Alround Quadinvest Fund ESG Da	EUR2/1e	97.85	2.6	
Alround Quadinvest Growth B	USD2/1e	30.441	11.1	
Alround Quadinvest Growth C	USD2/1e	313.62	10.9	
Alround Quadinvest Growth D	USD2/1e	319.89	11.3	
Alround Quadinvest Growth Da	USD2/2e	268.43	11.3	
Alround Quadinvest Growth OE	USD2/1e	298.07	10.8	

bwm

VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse:
LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions				
Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a	572.67	12.1	
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e	176.41	10.1	

caceis

INVESTOR SERVICES

Fonds en actions				
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e	121.50	11.8	
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR1/1e	96.08	12.9	
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e	131.80	8.9	

carne

Fonds en actions				
Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e	232.99	22.9	
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR2/1e	237.94	20.1	
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD2/1e	271.57	16.2	

CITE GESTION

PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs				
WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1f	1106.87	4.4	
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1f	1033.54	3.0	
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/1f	1250.48	4.9	

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire				
CS MoneyMarket Fund CHF B	CHF 2/1e	951.43	0.6	
CS MoneyMarket Fund EUR B	EUR 2/1e	1050.52	1.6	
CS MoneyMarket Fund USD B	USD 2/1e	1165.69	2.2	

Fonds en obligations				
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1e	108.58	0.0	
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD2/2e	114.44	3.2	
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1e	111.74	0.6	
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1e	128.29	1.0	
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD2/2e	157.31	1.7	
CS (Lux) EM Corp IG Bd Fd B	USD2/2e	142.98	1.5	
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD2/2e	137.85	3.7	
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1e	497.29	0.1	
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD2/1e	174.61	3.1	
CSIP (Lux) Glob Inv Grde Conv Bd Fd B	USD 1/1e	158.50	4.5	

Fonds en actions				
CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1e	41.17	9.1	
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4e	441.59	6.0	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1e	14.97	9.3	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1e	23.11	9.3	
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1e	546.29	7.5	
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD2/2e	584.50	-8.4	
CS (Lux) EU Qu Div EQ B	EUR 2/1e	22.98	5.4	
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1e	4262.83	8.8	
CS (Lux) GL Qua Div EQ B	USD2/1e	25.84	9.4	
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1e	15.09	4.9	
CS (Lux) Infrastruct Eg Fd B	USD2/2e	208.69	-0.3	
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1e	2778.43	-5.5	
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD2/1e	46.41	2.2	
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF 2/1e	143.15	4.7	

Fonds d'allocation d'actifs				
CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1e	114.15	3.7	
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1e	129.60	5.7	
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1e	99.36	1.2	
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1e	105.02	2.2	
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1e	108.87	4.0	
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 1/1e	126.14	5.4	
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1e	117.81	8.4	
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD1/1e	199.12	3.3	
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1e	122.58	5.4	
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1e	140.20	8.0	
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1e	107.74	3.2	

Fonds immobiliers				
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e	100.50	6.2	
CS REF Green Property	CHF 5/5e	112.00	-7.4	
CS REF Hospitality	CHF 5/5e	72.00	1.1	
CS REF Interswiss	CHF 5/5e	170.50	-4.6	
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e	142.50	-0.7	
CS REF Slat	CHF 5/5e	217.00	2.4	

Investissements alternatifs				
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a	157.05	-3.8	
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	118.33	2.8	

Autres fonds				
CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	18.26	-0.2	
CS (Lux) Com. Idx Pl USD Fd B	USD2/1e	71.30	5.7	
CS (Lux) Commodity Allocation B	USD2/1e	75.63	6.8	
CSIP (Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	255.11	7.1	

CRONOS

FINANCE

Fonds immobiliers				
Cronos Immo Fund	CHF 5/5	111.00	-5.5	

CRONOS

FINANCE

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions				
Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD2/1a	196.62	1.2	
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD4/4a	81.28	1.4	
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1e	203.20	6.6	
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4e	221.43	6.7	
ENETIA Energy Infrs. Fund IB EUR	EUR 2/1e	17196.13	1.5	
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR 2/1e	139.09	-2.0	
White Fleet IV-Ene Enr In S EUR(lunhe)	EUR 1/1e	11448.54	2.8	
White Fleet IV-RI St. B (USD)	USD 1/1e	46.49	-4.1	
White Fleet IV-Sec. Tds S (USD)	USD 1/1e	202.11	12.7	

Fonds d'allocation d'actifs				
Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4e	124.12	5.8	

Autres fonds				
Physical Gold B3	USD 1/1e	127.07	12.4	

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers				
ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	144.50	5.9	

ethos

Fonds en actions				
Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1e	478.35	3.2	

GENERALI INVESTMENTS

Fonds en obligations				
GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1e	105.27	0.5	
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/1e	103.09	0.4	
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1e	555.29	0.7	

Fonds en actions				
GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/1e	402.98	9.4	

Economie & Finance

2%

L'INFLATION BRITANNIQUE A RALENTI À 2% SUR UN AN EN MAI, pour la première fois depuis près de trois ans, retrouvant l'objectif de la Banque d'Angleterre et apportant une bonne nouvelle au gouvernement conservateur en campagne en vue des élections législatives.

PAN GONGSHENG

Gouverneur de la banque centrale chinoise

Il a déclaré hier que l'économie du géant asiatique était encore confrontée à des «défis», mais a averti qu'aucun plan de relance important n'était à l'ordre du jour.



4,075 milliards

LA SUISSE EST LA CHAMPIONNE D'EUROPE EN MATIÈRE DE CONSOMMATION DE PRODUITS BIOS, avec un panier d'achat qui a atteint 454 francs par habitant en 2023. Le chiffre d'affaires total a inscrit un record, avec une hausse de 6,9% sur un an à 4,075 milliards de francs.

SMI	12 060,24	+0,11%	Dollar/franc	0,8840	↓
Euro Stoxx 50	4885,45	-0,61%	Euro/franc	0,9502	↑
FTSE 100	8205,11	+0,17%	Euro/dollar	1,0749	↑
			Livre st./franc	1,1249	↑
			Baril Brent/ dollar	85,23	↓
			Once d'or/dollar	2330	↑

La dette publique cristallise les inquiétudes

ÉLECTIONS A mesure que les programmes des partis pour les législatives françaises prennent forme, les critiques surgissent dans les milieux économiques. La question de l'accroissement du déficit monopolise l'attention

ETIENNE MEYER-VACHERAND, PARIS

✉ @etiennemeyva

Que ce soit celui du Rassemblement national (RN) ou celui du Nouveau Front populaire, les programmes mis en avant pour les élections législatives suscitent l'inquiétude des milieux économiques français. Du côté des principaux syndicats, les appels à voter contre l'extrême droite se sont multipliés. La CFDT, première organisation syndicale de France, fustige notamment l'idée du RN d'une exonération de cotisations patronales pour les entreprises qui augmenteraient de 10% les salaires, qu'elle juge inefficace. Pour sa part, la CGT a appelé mardi à voter pour le Nouveau Front populaire. Une rupture avec la tradition des syndicats de ne pas se prononcer pour un parti pour garantir leur indépendance.

Du côté des organisations patronales, ce sont les mesures qui pourraient entraîner une augmentation des dépenses publiques qui suscitent l'inquiétude. Sans citer de partis, le Medef (Mouvement des entreprises de France) appelle à «réduire la dette et les déficits publics sans obérer la croissance en fixant un objectif de dépenses publiques» et estime que «des mesures économiques contraires à ces objectifs (retour à la retraite à 60 ans ou 62 ans, indexation automatique des salaires sur l'inflation, nationalisation des autoroutes,...)

[...] se traduiraient inévitablement par une nouvelle dégradation de nos finances publiques.» La Confédération des petites et moyennes entreprises a, elle, spécifiquement ciblé le Nouveau Front populaire qualifiant d'«utopie la plus dangereuse» les propositions de retour à la retraite à 60 ans et l'instauration des 32 heures dans certains métiers.

L'innovation, oubliée des débats

La question des dépenses publiques cristallise les inquiétudes alors que la dette publique a atteint 3101,2 milliards d'euros (environ 2940 milliards de francs) en 2023. Soit 110,6% du PIB, une proportion en baisse par rapport à 2022 (111,9%). Cependant, le gouvernement français qui visait un déficit public de 4,9% du PIB a largement manqué ses objectifs puisque celui-ci s'est établi à 5,5%. Ce qui a conduit l'agence de notation américaine Standard & Poor's à dégrader la note de la dette française fin mai, la faisant passer d'AA à AA-. Ce mercredi, la Commission européenne a ouvert la voie à des procédures pour déficits publics excessifs contre sept pays, dont la France.

Si les finances publiques occupent une place importante, d'autres questions économiques sont relativement absentes des discours politiques actuels. L'association France Digitale, lobby français du secteur



«Nous n'avons pas de rôle partisan, mais notre volonté est de tracer des lignes rouges»

MAYA NOËL, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE FRANCE DIGITALE

des start-up et des investisseurs en capital-risque, s'est fendue d'une tribune publiée la semaine passée par le quotidien économique *Les Echos* pour rappeler l'importance de l'innovation pour la France. L'association appelle à résister au «retour du nationalisme, [et] à la tentation des extrêmes».

«Nous n'avons pas de rôle partisan, mais notre volonté est de tracer des lignes rouges, précise Maya Noël, sa directrice générale. Nous nous mobilisons pour que le sujet de l'innovation ne soit pas

laissé de côté, comme nous l'avons fait à chaque élection.» L'association met notamment en avant la nécessité de maintenir des frontières ouvertes aussi bien aux capitaux qu'aux personnes. «Les entreprises innovantes ont besoin de pouvoir développer leur image de marque à l'international, parce que le marché français est trop petit. Et l'Europe est un marché crucial pour nous, souligne Maya Noël. La France manque de profils tech, notamment de développeurs. Or ce sont des profils très recherchés. Aujourd'hui une entreprise sur cinq bénéficie des French Tech Visa [une procédure simplifiée d'obtention d'un visa sous certaines conditions, ndlr] pour attirer ces talents.»

France Digitale met aussi en avant les plus d'un million d'emplois directs et indirects créés par l'écosystème des entreprises innovantes en France. La notion de «start-up nation», pourtant un des chevaux de bataille d'Emmanuel Macron lors de sa première campagne, est relativement absente du débat politique actuel. «Beaucoup d'initiatives ont été menées avant et pendant les mandats d'Emmanuel Macron. Aujourd'hui, les start-up se sont normalisées et contribuent à la dynamique économique globale. Ce n'est plus une priorité affichée, analyse Maya Noël. La question qui se pose est de savoir comment aller plus loin.» Pour l'as-

sociation, la question de la place de la France dans les bouleversements numériques actuels se pose. «Nous sommes à un moment charnière. Nous avons raté le virage du cloud, mais nous sommes bien positionnés dans le domaine de l'intelligence artificielle et en avance dans celui du quantique. Mettre en pause ces développements reviendrait à tirer un trait sur plus de dix ans d'efforts», estime la directrice de France Digitale.

Un pays attractif pour les investisseurs en Europe

Se pose aussi la question des réformes en cours suspendues par la dissolution de l'Assemblée nationale, notamment celle de la simplification administrative. Demandée par plusieurs organisations patronales, elle doit notamment faciliter les démarches des entreprises auprès de l'administration publique.

Les remous politiques français sont aussi scrutés par les partenaires économiques du pays. Pour Romain Duriez, directeur de la Chambre de commerce France-Suisse, c'est une position attentiste qui domine. «La France a occupé la première place des investissements étrangers au niveau européen ces dernières années, ce qui est une réalisation plutôt remarquable. Les entreprises qui investissent ont besoin d'une vision à un peu plus long terme pour se positionner, il y

a donc une attente des résultats du 7 juillet. Le scénario qui semble se dessiner serait celui d'une absence de majorité qui mettrait en pause les réformes entreprises ces dernières années», estime-t-il.

Selon un classement effectué par le cabinet EY, la France était, en 2023, le pays européen le plus attractif en termes de nombre de projets d'investissement direct étrangers (IDE), pour la cinquième année d'affilée. En termes de stock d'IDE, la Suisse est le troisième investisseur en France en 2022, derrière les Etats-Unis et l'Allemagne, avec un total de 107 milliards d'euros (101 milliards de francs). «Les relations franco-suisse sont intégrées au sein d'accords qui lient l'Union européenne et la Suisse, mais aussi de traités bilatéraux, tant sur le plan économique que sur ceux de la recherche, de la culture, etc. On ne peut pas effacer cela d'un geste de la main, même si on ne peut pas exclure des difficultés. Mais l'arrivée d'une majorité anti-européenne au parlement français me paraît peu probable», conclut Romain Duriez.

Cette position de la France dans le paysage économique européen, tout comme la question du taux de chômage (7,5% au premier trimestre, au sens du BIT), qui se trouve à un de ses plus bas niveaux ces 20 dernières années, ne semble pas peser bien lourd dans les débats actuels. ■

Bruxelles va ouvrir des procédures contre sept pays pour «déficit excessif»

UNION EUROPÉENNE Pour le commissaire à l'Economie, Paolo Gentiloni, l'heure est à la «prudence budgétaire» face aux risques géopolitiques. L'Italie, la France, la Belgique, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et Malte sont concernés

AFP

La Commission européenne a ouvert la voie hier à des procédures pour déficits publics excessifs contre sept pays de l'UE, dont la France où les promesses de dépenses se multiplient à dix jours des élections législatives. A Bruxelles, on s'est refusé à tout commentaire sur la situation politique française. Le commissaire à l'Economie, Paolo Gentiloni, s'est dit «très confiant» dans le fait de pouvoir négocier avec les pays sous procédure «un chemin d'ajustement». «Il ne faut absolument pas dramatiser cela», a-t-il souligné.

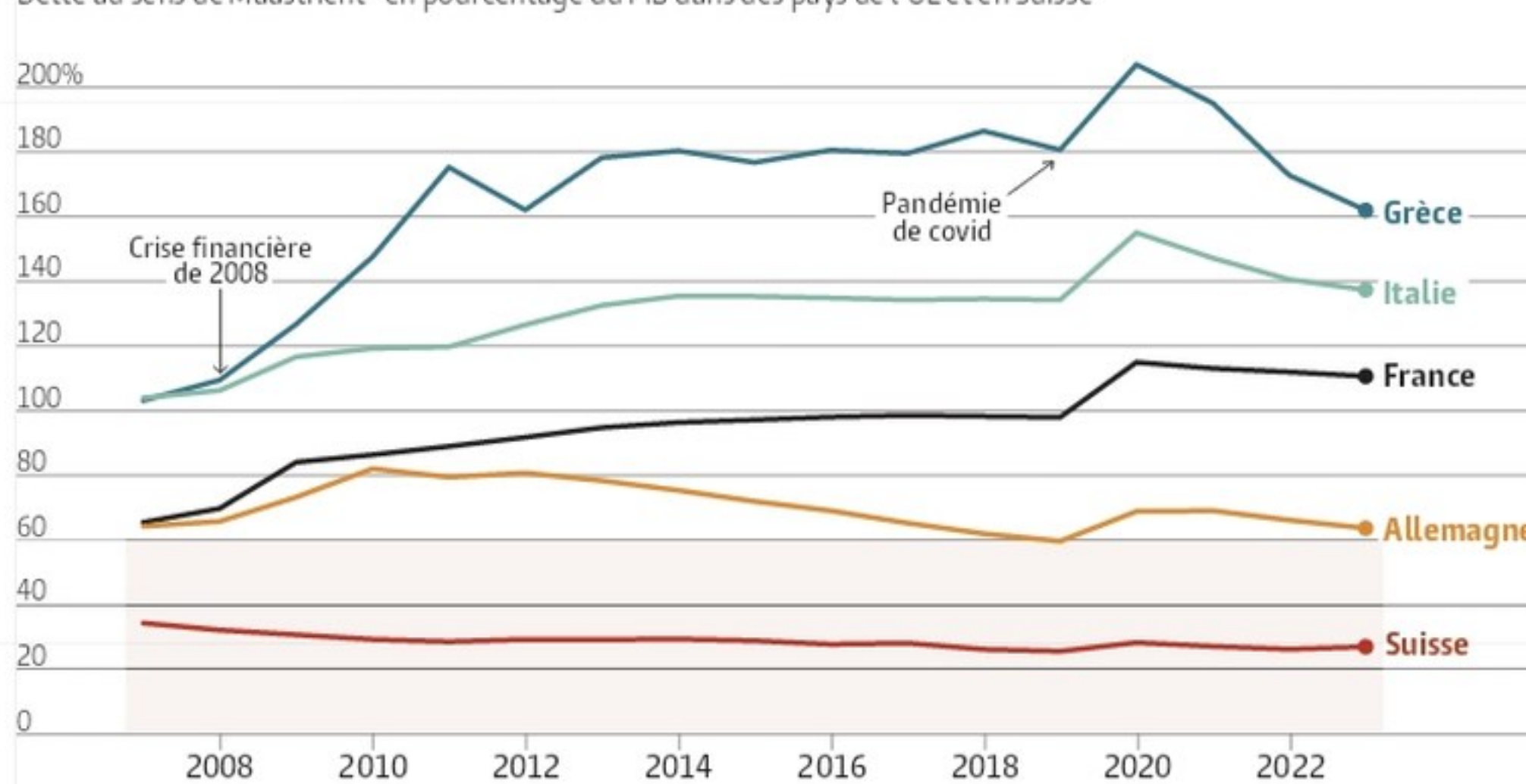
L'Italie enregistre le déficit le plus élevé

Outre la France, ces procédures «sont justifiées» pour l'Italie, la Belgique, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et Malte, a annoncé la Commission. La Roumanie est déjà sous le coup de cette procédure disciplinaire depuis 2019.

Ces pays ont dépassé l'an dernier la limite de déficits publics fixée à 3% du produit intérieur brut (PIB) par le Pacte de stabi-

LA CRISE DE 2008 ET LA PANDÉMIE ONT AGGRAVÉ LA DETTE DE CERTAINS PAYS DE L'UE

Dette au sens de Maastricht* en pourcentage du PIB dans des pays de l'UE et en Suisse



* Dette sans les actifs financiers que détiennent les administrations publiques et sans les éléments de passif d'une administration détenus par une autre administration.
* La zone rouge correspond au taux symbolique de 60% du poids de la dette par rapport au PIB, fixé comme règle dans l'Union européenne par le Traité de Maastricht.
Graphique: Etienne Meyer-Vacherand / Source: Eurostat, BNS

lité qui limite aussi la dette à 60% du PIB. Ils devront prendre des mesures correctrices pour respecter à l'avenir les règles budgétaires de l'Union européenne, sous peine de sanctions financières.

Formellement, l'exécutif européen proposera aux Etats membres d'ouvrir les procédures lors d'une prochaine réunion des ministres des Finances de l'UE le 16 juillet. Ces règles ont été mises en sommeil après 2020 à cause de

la crise économique liée au covid puis à la guerre en Ukraine. Elles ont été réformées et réactivées cette année. «Cela ne signifie pas un retour à la normale car nous ne vivons pas des temps normaux et certainement pas un retour à l'austérité, car ce serait une terrible erreur», a affirmé Paolo Gentiloni, invitant à la «prudence budgétaire» face aux risques géopolitiques.

Les déficits les plus élevés de l'UE ont été enregistrés l'an der-

nier en Italie (7,4% du PIB), en Hongrie (6,7%), en Roumanie (6,6%), en France (5,5%) et en Pologne (5,1%).

Le Pacte de stabilité prévoit en principe des sanctions financières à hauteur de 0,1% du PIB par an pour les pays qui ne mettront pas en œuvre les corrections imposées, soit près de 2,5 milliards d'euros dans le cas de la France. En réalité, ces punitions, politiquement explosives, n'ont jamais été appliquées.

La France, dont la dette atteint 110% du PIB, a été la plupart du temps en procédure de déficit excessif depuis la création de l'euro au tournant des années 2000. Elle en était toutefois sortie en 2017. «Quand un Etat membre comme la France dépasse le seuil de déficit de 3% 14 fois en quinze ans, on ne peut plus parler de circonstances exceptionnelles. Un tel mépris flagrant des règles budgétaires aurait dû inciter la Commission à agir beaucoup plus tôt», a raillé l'eurodéputé conservateur allemand, Markus Ferber.

La promesse de Paris à l'épreuve des législatives

La France, dans le viseur des agences de notation, est en crise politique depuis la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par le président Emmanuel Macron après la défaite de son camp aux élections européennes le 9 juin. Les oppositions d'extrême droite et de gauche, en tête dans les sondages, prévoient d'ouvrir grand le robinet des dépenses mais aussi de revenir sur les réformes emblématiques des retraites et du marché du travail préconisées par Bruxelles.

De quoi compromettre la promesse de Paris, déjà jugée peu crédible, de revenir dans les clous en quatre ans. Bruxelles table sur un déficit de 5,3% cette année et 5% en 2025, alors que pour l'Union européenne dans son ensemble le ratio devrait revenir à 3% dès

cette année. «Notre objectif est bien de repasser sous les 3% en 2027 sous réserve qu'un nouveau gouvernement ne prenne une direction différente», assure-t-on à Bercy.

Le ministre italien de l'Economie, Giancarlo Giorgetti, affirme de son côté suivre un «parcours de responsabilité et de finances publiques durables qui est apprécié par les marchés et les institutions de l'UE». «Nous allons continuer comme ça», a-t-il dit. La dette de l'Italie est l'une des plus élevées de l'UE, à 137% du PIB.

Les règles européennes imposent aux pays en déficit excessif une réduction minimum du déficit de 0,5 point par an, ce qui suppose un effort de rigueur massif. D'ici au 20 septembre, les Vingt-Sept devront envoyer à Bruxelles leurs plans budgétaires pluriannuels, qui seront scrutés par la Commission et le Conseil, l'instance des Etats membres. Bruxelles donnera en novembre ses recommandations pour le rétablissement des comptes publics. ■

5,5%
En 2023, la France a enregistré le quatrième déficit le plus élevé de l'UE avec 5,5% de son PIB.

12 Bourses

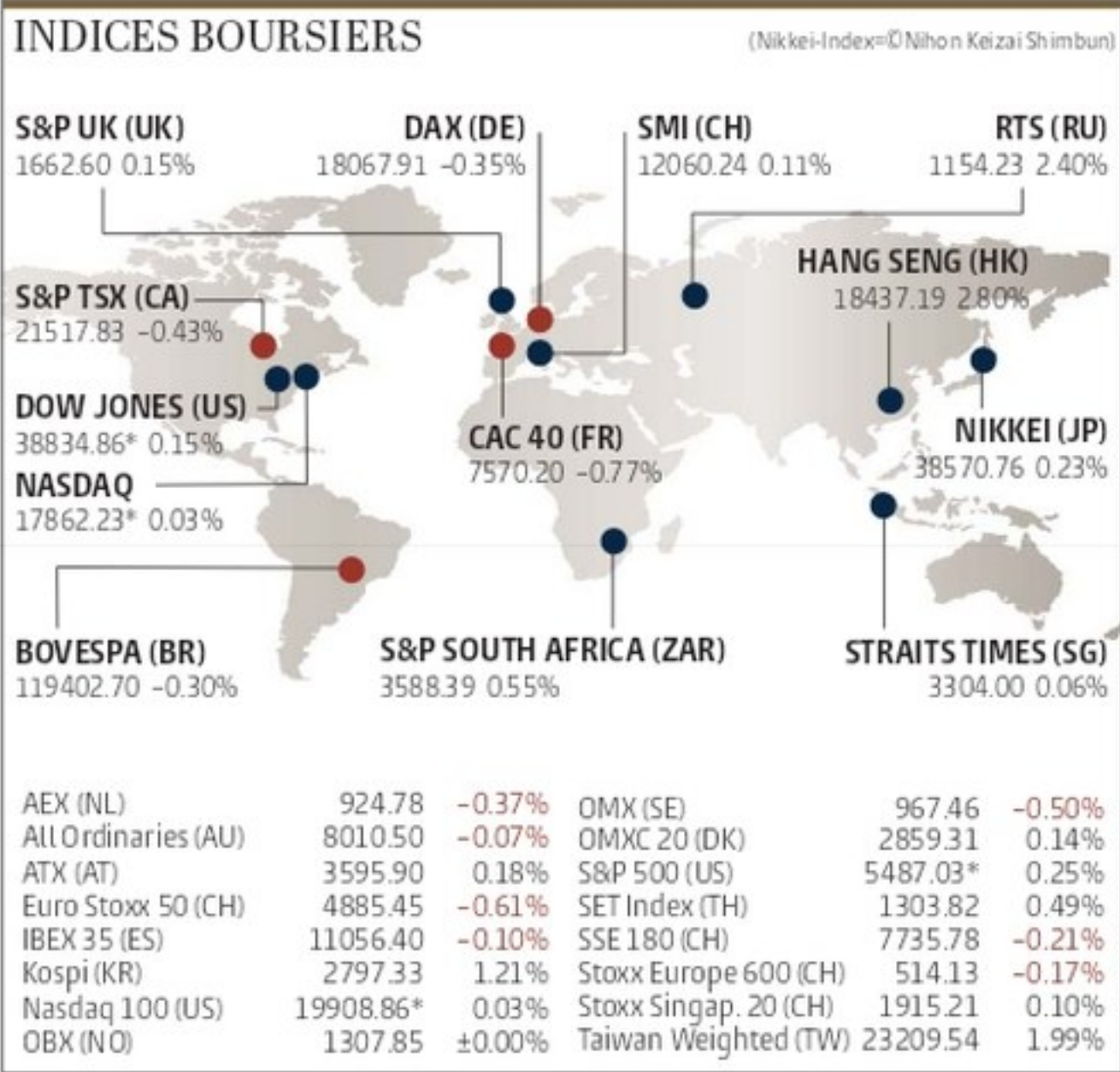
BOURSE 19.06.2024	↑ SMI 12060.24 0.11%	↑ SPI 16018.34 0.07%	↑ SLI 1949.78 0.03%	↓ SMIM 2594.632 -0.06%	↓ VSMI 12.327 -4.62%
-------------------	----------------------	----------------------	---------------------	------------------------	----------------------

SMI						
Titre 19.06.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines	Haut
ABB NA	0.87	1.71	50.84	-0.63	29.13	51.78
Alcon N	0.24	0.31	78.56	-0.20	61.28	83.34
Geberit NA	12.70	2.36	537.20	-1.25	409.00	571.20
Givaudan	68.00	1.59	4275.00	-1.11	2724.00	4396.00
Holcim N	2.80	2.45	81.50	0.77	54.34	82.44
Kühne+Nagel	10.00	3.83	261.40	0.97	234.50	301.90
Logitech NA	1.06	1.21	87.26	-0.77	48.93	93.50
Lonza Gr.	4.00	0.84	473.40	-0.75	308.60	559.40
Nestlé NA	3.00	3.17	94.56	-0.36	89.52	109.34
Novartis	3.30	3.51	93.92	0.83	79.21	95.41
Partners Gr.	39.00	3.38	1154.00	-0.26	786.80	1325.50
Richemont	3.50	1.95	140.95	-0.21	102.95	154.00
Roche Hld.GS	9.60	3.84	249.80	0.77	212.90	278.60
Sika N	3.30	1.29	256.70	0.23	206.90	287.60
Sonova	4.30	1.59	269.60	-0.59	205.80	300.60
Swiss Life	33.00	5.09	647.80	0.06	509.60	666.60
Swiss Re NA	6.22	5.58	111.45	0.18	83.10	117.20
Swisscom	22.00	4.41	498.40	0.40	486.80	565.80
UBS Group N	0.64	2.32	27.61	0.04	17.26	28.78
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.39	482.70	0.65	401.70	492.90

↑ GAGNANTS	Cours du SPI du 19.06.2024		PERDANTS ↓		
Molecular Partn.	8.39	+17.84%	Edisun Pow.	79.50	-10.17%
SHL Telemed.	4.90	+5.83%	Evolva Hold.	0.91	-7.14%
PolyPeptide	31.00	+5.26%	Hochdorf	6.84	-6.04%
Swiss Steel H.	12.86	+4.72%	Wisekey	3.62	-4.74%
Relief Therap.	1.17	+4.46%	Addex Therap.	0.062	-4.62%

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Cours 19.06.	Var. %	52 semaines	Comet	371.00	-0.93	383	171
clôture	j. d'av.	Haut	Bas	Comp. Fin.Tr.	140.50	±0.00	157
				Cosmo Pharma.	70.40	-0.98	76.0
Accelleron	35.56	0.17	37.8	20.7	CPH	92.20	1.32
Addex Therap.	0.062	-4.62	0.26	0.04	Curatis N	6.64	-1.78
Adecco Gr. NA	31.74	0.19	42.2	28.3	Dätwyler	178.80	0.45
Adval Tech	97.00	±0.00	128	85.0	DKSH Hold.	61.30	±0.00
Aegis Vict. NA	16.10	0.31	19.1	13.8	DocMorris	57.70	-1.45
Airesis S.A	0.48	-	0.77	0.40	dormakaba	470.00	-0.11
Allreal NA	150.80	-0.13	162	140	Dottikon	257.00	±0.00
Also Holding	273.00	-0.18	278	175	Edisun Pow.	79.50	-10.17
ams-OSRAM	1.29	-2.91	4.34	0.92	EFG Int.	13.10	0.15
APC SGA NA	199.00	1.02	226	165	Emmi NA	906.00	-0.33
Arbonia NA	12.86	±0.00	13.5	7.10	Ems-Chemie	733.00	-0.88
Arunel NA	0.21	±0.00	0.30	0.10	Epic Suisse	70.00	-0.28
Aryzta NA	1.68	0.90	1.83	1.34	Evolva Hold.	0.91	-7.14
Ascom NA	7.92	0.89	12.5	7.00	Feintool Int.	18.25	-0.82
Asmaworld	1.59	±0.00	2.08	1.26	Flugh. Zürich	194.80	0.83
Autoneum H. NA	130.40	-0.15	167	98.8	Forbo Hold. NA	1070.00	-0.74
Avolta	36.92	-0.11	45.3	29.0	Fund. Real	16.00	0.63
Bachem H. NA	77.55	-0.06	91.7	54.0	Galderma Gr.	76.06	1.31
Baloise NA	158.60	-0.50	160	126	Galenica NA	73.60	0.14
Barry Callebaut	1536.00	-0.13	1745	1215	GAM NA	0.25	-0.80
Baselland. KB	846.00	-0.24	900	830	Georg Fischer	63.45	0.55
Basilea Pharm.	40.80	-2.16	49.0	32.0	Glarner KB N	21.00	-0.94
Basler KB PS	64.60	-0.31	69.6	60.8	Grp. Minorities	250.00	2.46
BB Biotech	38.70	-0.26	49.8	35.4	Gurit Hold.	56.00	-2.27
Belimo	429.60	0.85	479	369	Helvetia	122.20	-0.33
Bell Food	269.50	1.32	285	244	HiAG Immo.	72.00	-0.28
Bellevue Gr.	17.75	0.57	28.0	17.0	Highlight	6.95	-
Bergb. Engelb.	41.10	±0.00	46.5	39.9	Hochdorf	6.84	-6.04
Berner KB	234.00	0.86	253	230	Huber+ Suhner	77.00	±0.00
BKW	141.70	0.14	168	122	Hypo Lenzburg	4180.00	±0.00
Bossard	216.50	-0.46	230	173	Idorsia	2.03	-0.98
Bq. Cant. de G.	276.00	±0.00	317	206	Implenia	33.05	±0.00
Bq. Cant. de J.	60.50	1.68	66.5	49.2	Ina Invest	18.40	±0.00
Bq. Cant. Vaud.	96.90	0.05	113	91.9	Inficon	1418.00	-1.94
Bucher Ind.	354.00	-0.56	406	314	Interroll	2560.00	-0.39
Bundner KB	1760.00	0.28	1815	1610	Intershop N	115.40	0.35
Burckhardt	590.00	±0.00	666	436	Investis	98.00	-0.41
Burkhalter	92.10	-0.11	101	83.0	IVF Hartmann	129.00	±0.00
BVZ	1040.00	±0.00	1080	810	Julius Bär NA	50.88	-2.15
Bystronic	407.50	-1.21	635	396	Jungfraubahn	189.40	0.74
Calida Holding	30.30	-0.66	36.5	25.0	Kardex	238.50	±0.00
Carlo Gavazzi	299.00	-0.33	391	294	Klingelnb.	16.55	-0.90
Cembra Money	77.80	1.10	77.8	60.0	Komax	134.20	-1.47
CI Com	1.25	-	2.84	0.90	Kudelski	1.43	0.70
Cicor Technol.	50.40	-0.40	53.4	41.7	Kuros Bios.	11.02	-3.50
Clariant	13.75	0.07	15.3	10.8	Landis+Gyr	73.30	-0.95
Coltene	49.60	-0.20	72.4	49.6	lastminute	20.00	±0.00



CHANGES



La Banque 19.06.	Devises achète	vend	Billets achète	vend	avec 100 fr. on achète
1 Euro	0.9500	0.9502	0.92	0.98	101.83
1 Dollar US	0.8847	0.8848	0.85	0.93	108.11
1 Dollar canadien	0.6449	0.6451	0.61	0.69	145.99
1 Dollar australien	0.5901	0.5903	0.55	0.63	158.73
100 Dollar hongkong	11.3334	11.3351	10.70	12.50	800.00
100 Yens	0.5605	0.5606	0.52	0.61	16528.93
1 Livre sterling	1.1263	1.1268	1.05	1.20	83.51
100 Couronnes suédoises	8.4766	8.4787	7.80	9.35	1069.52
100 Couronnes norvég.	8.3683	8.3704	7.65	9.25	1081.08
100 Couronnes danoises	12.7343	12.7375	11.75	13.50	740.74

1 Bitcoin USD	64937.78 (19.06)	65202.32 (18.06)
---------------	------------------	------------------

Monnaies 19.06.	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
Franc suisse	-	1.1308	1.0523	0.8889	178.5818	1.5510	94.4306
Dollar US	0.8842	-	0.9305	0.7861	157.9030	1.3714	83.4955
Euro	0.9502	1.0747	-	0.8448	169.6984	1.4738	89.7318
Livre sterling	1.1247	1.2720	1.1836	-	200.8495	1.7444	106.2071
Yen	0.5599	0.0063	0.0059	0.0050	-	0.0087	0.5287
Dollar canad.	0.6447	0.7291	0.6785	0.5732	115.1333	-	60.8799
Rouble	0.0106	83.4955	0.0111	0.0094	1.8910	0.0164	-

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

	19.06.		19.06.
Saron	1.455	Euribor	1 mois 3.608
€STR	3.666	Euribor	3 mois 3.712
€STR 3 mois	3.907	Euribor	6 mois 3.695
€STR 6 mois	3.935	Euribor	12 mois 3.613
€STR 12 mois	3.878		

PÉTROLE/COMBUSTIBLES



	19.06.	18.06.
Baril NY WTI (Nymex) \$/bar.	81.50	81.55
Baril RBOB (Nymex) \$/gal.	2.48	2.47
Mazout Comb. ECO	12.06.	
de 3001 à 6000 litres	113.10 - 115.40	
Prix net du mazout par 100 litres à 15°c en CHF. Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.		

MATIÈRES PREMIÈRES

	19.06.	18.06.
Cuivre (LME) \$/t	9647	1.21%
Etain (LME) \$/t	321.25	0.90%
Plomb (LME) \$/t	2149	0.41%
Aluminium hg (LME) \$/t	2448	0.63%
Ble (CBOT) €/t	580.50*	-1.78%
Mais (CBOT) \$-Cts/bu	448.00*	0.96%

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich; * = dernier prix mentionné; Div. = dividende; GS = bons de participation; I = actions au porteur; NA = actions nominatives; PS = bons de participation; St. = actions ordinaires; Vz. = actions privilégiées; le bas/haut sur 52 semaines se réfère uniquement aux transactions boursières. Monnaies/Métal et devises étrangères données fournies par UBS Group AG. Toutes les données sont sans garantie, cours 19.06.2024 / 18.50 h CE(S)T

Source: Infront

PUBLICITE

N I F F

NEUCHÂTEL INTERNATIONAL
FANTASTIC FILM FESTIVAL

5 - 13 JULY 2024

23RD
EDITION

THE SWISS EVENT FOR FANTASTIC FILM, ASIAN CINEMA & DIGITAL CREATION

PARTENAIRE MÉDIA

LE TEMPS

Dans les pas des futures élites

ÉDUCATION Un documentaire du réalisateur suisse Piet Baumgartner a suivi de 2015 à 2021 le parcours de cinq étudiantes et étudiants de l'Université de Saint-Gall promis à une carrière au sommet. Pour un résultat à la fois sobre et marquant

JULIE EIGENMANN

✉ @JulieEigenmann

Feifei, Sara, Tobia, Frederic et David. Cinq jeunes de divers pays, dont un Genevois, que le réalisateur et ancien journaliste économique de *Cash* (émission suisse alémanique) Piet Baumgartner a suivis pendant pas moins de sept ans, de 2015 à 2021, dans son documentaire *The Driven Ones* («les motivés» ou «les déterminés»).

Leur point commun? La caméra les accompagne dès le début de leur master en Strategy and International Management à l'Université de Saint-Gall. Autrement dit, un ticket d'entrée pour diriger à l'avenir de grandes entreprises. Mais d'abord, il leur faut réussir ces études exigeantes, où étudiantes et étudiants entendent dès leur premier jour qu'ils devront être «meilleurs que des machines, que des intelligences artificielles» et montrer une adaptation à toute épreuve. Ou encore, dans un cours, qu'ils peuvent décider s'ils succomberont au stress ou le prendront comme un défi. Ces jeunes ambitieux apprennent immédiatement à penser grand, à penser global. «Si vous arrêtez de croître, vous perdrez tout», leur indique un enseignant.

Un environnement dans lequel ces jeunes se sentent visiblement stimulés, et il ne fait aucun doute qu'ils sont déterminés à réussir. Mais ils prennent aussi par moments une certaine distance avec ce qui leur est proposé. «Quand on est formé dès le début à faire des choses vite mais superficiellement, on s'habitue», dit Tobias. Qui admet aussi qu'un «pitch» qu'il s'approprie à faire lors d'un événement est un peu du *bullshit*.

Le poids des parents

Feifei thématise aussi la difficulté à être prise au sérieux en tant que jeune femme asiatique, du haut de son mètre 61. Ces jeunes semblent surtout avides de reconnaissance. D'ailleurs, leurs parents, entrepreneurs ou hauts cadres, ne sont jamais loin, aussi bien dans leurs esprits que dans leurs espaces. Après la remise des diplômes, certains tentent l'aventure entrepreneuriale, de l'application mobile dans la santé à la start-up de livraison de fleurs destinée à un jeune public. Les parents, souvent, conseillent ou investissent dans les jeunes pousses de leur descendance.

D'autres se tournent vers de grandes sociétés, de consulting notamment. Viennent les premières joies des entretiens réussis, des opportunités nombreuses dans ce monde très select et des salaires déjà attractifs.

Mais ces premières expériences sont aussi celles des heures de travail effectuées jusque tard dans la nuit. «Tu sors dîner en sachant que tu en as encore pour trois heures de travail

après. Toutes les cinq minutes que tu perds à manger, à t'enregistrer à l'aéroport, ou autre, sont cinq minutes de moins de sommeil ou de temps libre», rapporte Feifei. Un jeune consultant, ami de David, confiera pour sa part: «Je n'ai même pas le temps de m'asseoir et de penser à l'étape suivante.» Frederic, le Genevois, revient à Saint-Gall comme alumni pour parler avec enthousiasme de son travail et de son employeur. L'histoire se poursuit donc, non sans quelques fissures: des ruptures amoureuses, au vu des difficultés à mener des relations à distance; un projet entrepreneurial qui s'arrête en raison de mésententes au sein de l'équipe de la start-up.

«Quand on est formé dès le début à faire des choses vite mais superficiellement, on s'habitue»

TOBIAS, UN DES ÉTUDIANTS SUIVIS DANS LE DOCUMENTAIRE

Certains restent convaincus par ce qu'ils font et par l'environnement dans lequel ils évoluent. Mais la fatigue se fait ressentir, et, par moments, les doutes surgissent. Feifei évoque «un milieu où on n'a aucun moyen de dire qu'on ne va pas bien, de montrer ses faiblesses», mais soulignera aussi à

un autre moment «avoir le privilège de trimer à très haut niveau. Je fais quelque chose qui me plaît, je gagne bien. Certains triment toute leur vie pour rien.» Elle racontera aussi, en larmes, le parcours de ses parents, à l'époque immigrés chinois en Allemagne et la douleur de ne pas être pris au sérieux. Ils sont aujourd'hui cadres supérieurs à Shanghai.

«C'est tellement de pression!»

Les dernières images du documentaire sont celles des anciens étudiants qui se retrouvent autour d'un repas, quelques années après avoir terminé leurs études. La discussion se fait plus politique. Certains disent avoir hérité, de la génération précédente, d'un monde «qu'il faut nettoyer». Est ainsi évoquée, à la fin, la question du réchauffement climatique. Et de la responsabilité de chacun, de ses possibilités d'influence. «C'est tellement de pression! On ne peut attendre de personne de 20 ou 30 ans de sauver le monde!», s'exclame Feifei. «Mais en même temps, ce serait cool, non?» répond Sara. Rires.

Le documentaire se déroule sans voix off, entre interviews face caméra et moments de vie, parfois dans le silence, le tout avec sobriété. Mais il trace bien les contours d'une certaine jeunesse qui court à pleine vitesse, mais non sans hésitations sur la direction à emprunter. ■

The Driven Ones, Piet Baumgartner, 26 juin 2024.

EN BREF

Une forte affluence estivale pour l'aéroport de Genève

Le tarmac de Cointrin se prépare à quasiment renouer avec les chiffres d'avant la pandémie de Covid-19 pendant la période estivale. Au total, l'exploitant de l'aéroport de Genève table sur 3,2 millions de passagers en juillet et août. ATS

Amazon investit dans le cloud en Allemagne

Le géant américain du numérique Amazon a annoncé hier qu'il allait investir, via sa filiale AWS, 10 milliards d'euros supplémentaires en Allemagne d'ici à 2026 pour développer l'offre d'informatique dématérialisée (ou cloud) dans le pays. Dès la fin de l'année, le groupe devrait, grâce à ces investissements, créer au total «4000 nouveaux emplois». AFP

La centrale nucléaire de Beznau 1 peut redémarrer

Le réacteur numéro 1 de la centrale nucléaire de Beznau 1, dans le canton d'Argovie, peut redémarrer après une révision de plusieurs semaines. L'autorité de surveillance nucléaire a donné son feu vert. Les travaux ont été effectués conformément aux prescriptions et les règles de radioprotection ont été respectées, a écrit hier l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire ATS

Les lacunes gigantesques de la Suisse dans la lutte contre la cybercriminalité

TECHNOLOGIE Un rapport de la Confédération publié hier montre l'impréparation du pays face aux cybercriminels: la prévention est insuffisante, les moyens sont trop faibles et la coordination inefficace

ANOUCHE SEYDTAGHIA

✉ @Anouch

Il y a deux façons de lire le rapport publié hier par la Confédération sur la lutte contre la cybercriminalité. Les optimistes y verront une cartographie fine de tous les points à améliorer. Les pessimistes, eux, se désolent des lacunes énormes de la Suisse contre les cybercriminels. Car la liste des points d'amélioration est extraordinairement longue.

Ce rapport, intitulé sobrement «Poursuites pénales en matière de cybercriminalité. Efficacité des cantons» fait suite à deux motions. L'une, numéro 22.3145, avait été déposée par le conseiller national Andri Silberschmidt (PLR/ZH) et l'autre, numéro 22.3017, émane de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national. Adopté par le Conseil fédéral, le rapport qui fait suite à ces motions, long de 46 pages, liste «les défis existants en matière de lutte contre la cybercriminalité en Suisse», comme l'écrivent les autorités.

Manque de données

Ces défis sont nombreux. Ainsi, il est déjà difficile de chiffrer l'ampleur de la menace. «Il n'existe pas de données statistiques sur ces dix à douze dernières années présentées de façon homogène pour mesurer l'évolution de la cybercriminalité», notent les autorités. De plus, elles estiment que seuls 10 à 20% des délits liés à la cybercriminalité sont dénoncés. Pire encore, «les statistiques ne donnent pas d'information sur la suite judiciaire de chacune de ces infractions. Il n'existe pas de statistique sur le

nombre de procédures ouvertes ou leur issue.» Et pourtant, note le Conseil fédéral, «l'écosystème criminel numérique continue d'évoluer à un rythme alarmant».

Phase suivante, la réponse n'est pas à la hauteur du problème. Le manque de ressources humaines est le principal problème dans la lutte contre la cybercriminalité, note le rapport. «Le constat des spécialistes est sans appel: aucun corps de police en Suisse ne disposerait de suffisamment de ressources», affirme le Conseil fédéral, qui note que «de nombreux corps de police ont du mal à trouver de nouvelles recrues».

«L'écosystème criminel numérique continue d'évoluer à un rythme alarmant»

LE CONSEIL FÉDÉRAL

Le personnel doit, en plus, s'assurer de posséder les outils technologiques les plus efficaces pour mener à bien les enquêtes. À ce titre, cette phrase concernant l'univers crypto est intéressante: «bien que les cryptomonnaies – contrairement à une idée répandue – soient généralement traçables, leur suivi nécessite le recours à du personnel qualifié et des logiciels onéreux».

Ensuite, ces deux phrases inquiètent particulièrement: «Neuf polices cantonales ont indiqué ne pas être en mesure de traiter toutes les plaintes. En moyenne, elles sont en mesure de traiter 70% des plaintes reçues», déplorent les autorités.

Les autorités notent que de nombreuses polices cantonales sont en train de recruter des spécialistes,

mais que leur augmentation va de pair avec le nombre de cyberdélinquants. En parallèle, «les ressources de Fedpol pour lutter contre la cybercriminalité n'ont pas été augmentées au cours de la dernière décennie». Du côté du ministère public, des recrutements ont lieu, mais à un rythme modéré.

Ensuite, il y a la question de la coordination. La plupart des cantons ne disposent pas des bases légales permettant l'échange automatique d'informations de police avec les autres cantons et la Confédération, souligne le rapport. Avec un constat cinglant: «Cela signifie que si l'auteur d'une infraction envoie une vague de mails de phishing, il est tout à fait possible que plusieurs cantons enquêtent en parallèle sur ce même auteur sans se coordonner.» Il n'y a toujours pas de base de données nationale à ce sujet.

Besoin d'un focus sur les 65 ans et plus

Côté prévention, cela ne va pas non plus. Ces actions «ne sont pas suffisamment nombreuses ou coordonnées et elles ne touchent pas les bons publics. A ce titre, la grande majorité des autorités interrogées souhaitent que la prévention soit intensifiée auprès de l'ensemble de la population, avec un focus particulier sur les 65 ans et plus.»

Extrêmement clair, ce rapport complet ne préconise au final pas de nouvelles actions. «Plusieurs mesures d'amélioration sont déjà contenues dans la cyberstratégie nationale CSN adoptée par le Conseil fédéral et par la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police en avril 2023», écrit le Conseil fédéral. Avec ensuite une phrase légèrement intrigante: «Le Conseil fédéral confirme qu'il s'engage à ne pas cesser d'intensifier les mesures de lutte contre la cybercriminalité.» C'est, a minima, ce qu'attendent les citoyens au vu des constats effectués. ■

PUBLICITÉ

Rappel par précaution de lots spécifiques de Triofan Antitussif gouttes

En accord avec Swissmedic, Verfora AG procède à un rappel préventif de lots spécifiques de Triofan Antitussif gouttes.



Les lots suivants sont concernés :

Lot	Date d'expiration
AAV44501	08.2025
AAV44601	08.2025
AAZ92301	05.2026
AAZ92201	05.2026

Lot	Date d'expiration
NAA26202	06.2026
NAA26102	06.2026
NAA26001	06.2026
NAA25901	06.2026

Quel est le problème avec ces lots ?

En raison d'une déviation dans le processus d'emballage, il n'est pas totalement exclu que des particules de plastique soient tombées du compte-gouttes (sous le capuchon de fermeture) et qu'elles puissent être ingérées lors de l'utilisation des gouttes par les patients. Jusqu'à présent, aucune annonce d'effets indésirable en lien avec cette déviation n'a été signalée.

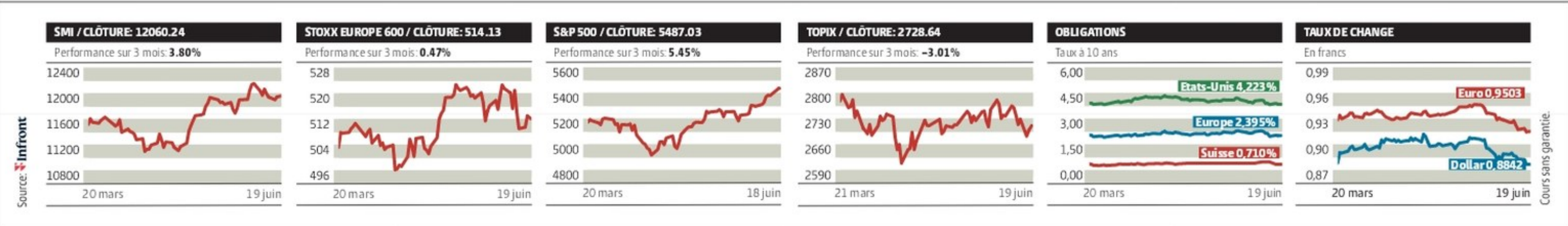
Que doivent faire les consommateurs ?

Dans le cas où vous auriez acheté le Triofan Antitussif gouttes, dont le numéro de lot est cité ci-dessus, nous vous prions par précaution de retourner immédiatement l'emballage(s) à votre médecin, pharmacien ou droguiste. Les emballages seront remboursés. Si vous avez des questions, veuillez-vous adresser à votre médecin, pharmacien ou droguiste.

Nous regrettons vivement cet incident et d'avance nous nous excusons pour le dérangement occasionné par ce rappel.

Le titulaire de l'autorisation :

VERFORA SA, Route de Moncor 12, 1752 Villars-sur-Glâne



«La Fed est moins «hawkish» qu’il n’y paraît»

MARCHÉS Les prévisions de taux de la Fed ont surpris en révélant que l’institution était favorable à une seule baisse cette année. Mais une majorité des membres du comité de politique monétaire semblent souhaiter deux baisses, explique Gianluca Benigno, professeur d’économie à HEC Lausanne

SÉBASTIEN RUCHE
X @sebruchu

Après qu’elle a maintenu, le 12 juin, son taux de référence dans la fourchette cible de 5,25-5,5%, la Réserve fédérale américaine obnubile les marchés financiers, qui s’interrogent sur ses intentions. La Fed baissera-t-elle ses taux une fois ou deux fois cette année? Expert des banques centrales, Gianluca Benigno décrypte les dynamiques en cours au sein de la Réserve fédérale. Le professeur d’économie à HEC, à l’Université de Lausanne, a consacré sa carrière à l’étude des politiques monétaires, travaillant notamment pour la Réserve fédérale de New York en 2007-2008 puis entre 2018 et 2022, et ayant occupé des postes à la Banque centrale européenne, à la Banque d’Angleterre et à la Banque de France. Pour lui, les prévisions de taux d’intérêt dévoilées le 12 juin révèlent des divergences d’opinions entre les membres du comité de politique



« Je dirais que Powell, Jefferson et Williams ont voté en faveur de deux baisses »

monétaire de la Fed et montrent que deux baisses de taux ne sont pas à exclure pour cette année. Explications.

Comment avez-vous interprété les dernières projections de taux d’intérêt des membres de la Fed? Les projections des membres du comité responsable de la politique monétaire, le FOMC, sont l’un des éléments les plus intéressants pour la politique monétaire. Ces 19 membres (dont 12 votent sur les décisions de politique monétaire) indiquent leurs préférences en matière de taux des fonds fédéraux à divers horizons temporels, ce qu’on appelle

les *dot plots*. Or les derniers *dot plots*, aussi publiés le 12 juin, ont révélé une surprise. Le marché s’attendait à ce qu’ils indiquent deux baisses de taux d’ici à fin 2024. Mais la valeur médiane des estimations de taux des membres du comité, qui est l’indicateur que le marché suit, a indiqué une seule baisse. Ce qui a été une surprise dite «hawkish», c’est-à-dire plus favorable à des taux élevés.

Quelles conséquences en tirez-vous? Tous les membres du FOMC n’exercent pas la même influence, selon leur rôle et la diversité de leurs bagages. Au sein de ce comité, trois membres forment le noyau dur de la direction, leurs décisions donnent généralement forme à celles du FOMC. Ces trois membres forment la «troïka»: il s’agit du président de la Fed, Jerome Powell, du vice-président Philip Jefferson et du président de la Fed de New York, John Williams. Même si l’on ignore qui a voté quoi [les *dot plots* sont anonymisés, ndlr], deux choses sont intéressantes. Existe-t-il une divergence de vues au sein de la troïka? C’est très rare et je ne pense pas que ce soit le cas ici. Existe-t-il une divergence de vues entre la troïka et les autres membres du comité? Cela signifierait que ces derniers sont plus *hawkish* que la troïka.

INTERVIEW

Est-ce le cas actuellement? A mon avis, oui. Je dirais que Powell, Jefferson et Williams ont voté en faveur de deux baisses, ainsi que d’autres membres du comité, mais la majorité de ce dernier n’était pas acquise à cette vue. Cette divergence de vues, qui n’est pas courante, est importante. Un autre élément important est que 12 des 19 participants au FOMC votent. Par conséquent, une petite majorité des membres du comité ont probablement voté pour deux baisses cette année. Donc la majorité du comité est favorable à une baisse, c’est une position *hawkish*, mais la majorité des membres qui votent penchent vraisemblablement pour deux baisses. La Fed est donc moins *hawkish* que ce que l’on pense.

Le niveau d’inflation aux Etats-Unis justifierait-il plutôt une baisse ou deux baisses des taux cette année? Le jour de la publication des *dot plots*, l’indice des prix à la consommation a aussi été dévoilé et s’est révélé plutôt bon. A mon avis, les prochaines données sur la hausse des prix seront également favorables. Deux baisses de taux ne sont donc pas écartées d’ici à la fin de l’année, surtout dans un contexte où l’inflation se révélera plus basse que ce qui est actuellement prévu. ■

Divergences entre la Finma et la Comco sur UBS

RÉGULATION Le gendarme des marchés financiers estime que la banque, suite au rachat de Credit Suisse, n’occupe pas une position dominante dans certains segments bancaires. La Comco a un autre avis sur ce sujet. Elle plaide aussi en faveur d’une meilleure collaboration

LASSILA KARUTA, ZURICH

La fusion d’UBS avec Credit Suisse n’affecte en rien une concurrence «efficace» dans les différents segments bancaires en Suisse. Telle est la conclusion livrée hier par le gendarme des marchés financiers (Finma). L’autorité note toutefois que la banque aux trois clés a pu renforcer sa position de marché dans certains segments partiels. «Par conséquent, les conditions légales de l’examen des fusions pour une intervention ne sont pas remplies et la Finma a clos la procédure sans conditions, charges ou autres examens», indique-t-elle dans un communiqué. L’autorité donne ainsi sa bénédiction finale au rachat de Credit Suisse par UBS. Une annonce saluée par cette dernière. L’organe a en effet accordé dans l’urgence son feu vert à la fusion des deux grands établissements bancaires le 19 mars 2023. Cette mesure avait été prise pour protéger notamment les clients de Credit Suisse et éviter des dommages

plus importants à la place financière suisse et internationale. Mais la Finma devait encore se prononcer sur l’impact de cette union au niveau de la concurrence dans le secteur bancaire helvétique. C’est à la Commission de la concurrence (Comco) de statuer normalement sur ce sujet et les fusions, mais dans le cas précis de la reprise de Credit Suisse par UBS, la Finma s’est substituée à la Comco, comme le prévoit la loi.

Pouvoir de marché important

La Comco s’était aussi penchée sur les défis liés à cette acquisition en termes de concurrence et avait remis ses conclusions à titre consultatif en octobre 2023 à sa consœur. Le rapport de 173 pages, qui était resté confidentiel jusqu’ici, a également été publié hier. Il montre des divergences importantes avec la Finma. «Les enquêtes mettent en évidence le pouvoir de marché important d’UBS, et dans certains cas même une position dominante sur le marché», écrit la Comco. Elle relève aussi que certaines entreprises sont dépendantes d’UBS du fait de leurs besoins financiers «trop importants pour les petites banques suisses mais trop faibles pour les grands établissements étrangers». Ces entreprises sont particulièrement exposées aux augmentations de prix, et du fait de

la fusion, elles n’ont pas d’alternative, détaille le rapport. La Comco, contrairement à la Finma, avait également recommandé une enquête plus approfondie dans la banque de détail, la gestion d’actifs, et le corporate banking (le financement des entreprises). «Nous prenons acte de la décision que la Finma a prise dans le cadre de ses compétences. Les recommandations de la Comco restent valables. Elles visent à améliorer la situation à l’avenir», indique au *Temps* Olivier Schaller, le vice-directeur de la Commission de la concurrence.

«Nous allons examiner de près si UBS respecte la loi des cartels»

OLIVIER SCHALLER, VICE-DIRECTEUR DE LA COMCO

Avec la clôture de la procédure d’examen liée à la fusion d’UBS et Credit Suisse, la compétence particulière de la Finma, selon la loi sur les cartels, prend fin et la Comco assure de nouveau son rôle de gendarme de la concurrence. «Nous allons examiner de près si UBS, avec la position forte qu’elle a dans certains secteurs,

respecte la loi des cartels», assure le responsable. La Comco a pour le moment reçu deux plaintes par rapport à UBS. «Mais nous avons entendu que d’autres entreprises se plaignent de la position dominante de cette grande banque», affirme le vice-directeur.

Nouvel instrument

Olivier Schaller souligne cependant qu’il manque à la Comco un instrument qui lui permettrait d’avoir une vision complète de la situation. «Cet outil, qui s’appelle l’enquête sectorielle, nous permettrait d’analyser, globalement et en profondeur, tout un secteur de l’économie sur lequel la concurrence est limitée, et de prendre, si nécessaire, des mesures correctives», poursuit-il. De tels moyens existent, par exemple, dans l’Union européenne. Ils permettent aux autorités de la concurrence de réunir des informations, sans devoir attendre le dépôt de nombreuses plaintes. «C’est au pouvoir législatif et au Conseil fédéral de décider si nous pouvons disposer d’un tel instrument», relève le spécialiste en droit de la concurrence. Par ailleurs, la Comco plaide aussi pour une meilleure collaboration avec les différentes autorités, à savoir la Finma, la BNS, le surveillant des prix, pour pouvoir anticiper les problèmes qui pourraient survenir dans le secteur bancaire à l’avenir. ■

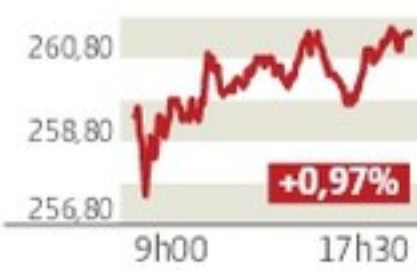
PROPOSÉ PAR BCGE

Séance sans grand relief

BOURSE Le marché suisse a ouvert la séance de mercredi sur les niveaux de la veille à 12 047,48 points. La veille, Wall Street avait gagné quelques points. Aujourd’hui, la BNS tient sa réunion de politique monétaire. Au Royaume-Uni, l’inflation a ralenti à 2% en mai, atteignant ainsi la cible de la Banque d’Angleterre, dont la réunion a également lieu aujourd’hui et qui pourrait annoncer une détente monétaire. Le SMI a clôturé en légère hausse de 0,11% à 12 060,24 points et le SPI de 0,07% à 16 018,34 points. Du côté des gagnants du jour, Kühne + Nagel s’est apprécié de 0,97% à 261,40 francs, Holcim de 0,77% à 81,50 francs et Swisscom de 0,40% à 498,40 francs. Les assureurs étaient également dans la zone verte,

LE TITRE VEDETTE

KUEHNE+NAGEL



Source: SIX

emmenés par Zurich Insurance (+0,65% à 482,70 francs). La compagnie a finalisé la reprise de 70% du capital de l’assureur indien Kotak General Insurance pour un montant de 592 millions de francs. L’opération avait été annoncée en novembre dernier. Dans le compartiment des bancaires, la Finma, l’autorité de surveillance des marchés financiers, a conclu sa procédure de contrôle cartellaire, estimant que la fusion entre UBS (+0,04% à 27,61 francs) et Credit Suisse ne constituait pas une menace pour la concurrence. Au SPI, Julius Baer a reculé de 2,15% à 50,88 francs. Dans le camp des poids lourds, Novartis (+0,83% à 93,92 francs) et Roche (+0,77% à 249,80 francs) ont gagné du terrain, tandis que Nestlé cédait 0,36% à 94,56 francs. Parmi les plus fortes baisses du jour, Geberit a abandonné 1,25% à 537,20 francs, Givaudan 1,11% à 4275 francs, Logitech 0,77% à 87,26 francs, malgré un relèvement d’objectif de cours de 72 à 84 francs par Stifel, et Lonza 0,75% à 473,40 francs. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

EN BREF

La bourse de Stockholm sanctionnée

L’autorité suédoise de surveillance des marchés a sanctionné la bourse de Stockholm, gérée par Nasdaq Stockholm, en lui infligeant une amende de 9 millions d’euros pour n’avoir pas détecté et signalé des soupçons de délits d’initiés, a-t-elle annoncé hier. L’autorité a décidé de ces sanctions après avoir enquêté sur «quatre événements majeurs d’entreprises en 2021 et 2022» ainsi que deux autres cas de transactions sur des instruments financiers en 2022 et 2023, a-t-elle indiqué dans un communiqué. AFP

Les cours des céréales ont dévié

Sous la pression d’un début de moisson prometteur aux Etats-Unis, les cours mondiaux du blé tendre ont poursuivi la chute libre entamée fin mai, mais pourraient assez vite se stabiliser sous l’effet des dégradations des récoltes en Russie et en Europe. En deux semaines, les prix du blé ont perdu 30 euros sur le marché européen, les cours s’établissant mercredi en séance autour de 230 euros la tonne sur l’échéance de septembre, la plus rapprochée, sur Euronext. Cette chute brutale a entraîné le maïs dans son sillage – avec, hier, la tonne à 210 euros sur l’échéance d’août. AFP

4_97816612

cornèr



AcrossGen[®] Global Equity Fund

Banque dépositaire: State Street Bank International GmbH, Luxembourg Branch.

Représentant et Service de paiement en Suisse: Cornèr Banca S.A., Via Canova 16, CH-6901 Lugano.

Pour de plus amples informations concernant cette Sicav, veuillez consulter le prospectus. Le prospectus, les Informations clés pour l'investisseur (KIID), les statuts et le contrat de fonds de placement ainsi que les rapports annuels et semestriels sont mis gratuitement à disposition en français au siège social de la Sicav, auprès de la banque dépositaire ainsi qu'auprès de tous les représentants agréés et, pour la Suisse, auprès de Cornèr Banca S.A.

Aucune offre: Les informations et les opinions publiées dans les pages du site et dans le matériel qu'il contient ne constituent en aucun cas une invitation ou une offre ou une recommandation d'achat ou de vente de titres ou d'instruments financiers ou de conseils ou de service financier ou de transaction de toute sorte.



16

Carnet du jour

DEUIL

Son épouse Cyretha
a la profonde tristesse de faire part du décès de

MONSIEUR OLIVER RUDOLF KNOBLOCH

qui s'est endormi paisiblement à son domicile le 11 juin 2024 dans sa 62e année.

La cérémonie d'adieu se tiendra le jeudi 27 juin, à 11h, à la chapelle du centre funéraire régional de Nyon.

En lieu et place de fleurs, vous pouvez penser à soutenir le WWF - Word Wide Fund of Nature. UBS Lausanne, IBAN CH66 0024 3243 4921 6501 R avec la mention «En mémoire d'Oliver Rudolf Knobloch».

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE Genève – 11 h: M. Jordan Bojilov ; chapelle des Rois Genève – 16 h: M. Christian Court ; chapelle des Rois Onex – 11 h: M. Léon Georges Gervaz ; église Plan-les-Ouates – 14 h: M. Théodor Amstutz ; temple VAUD Aigle – 14 h: M. Jean-Claude Cornioley ; église catholique Etoy – 14 h: M. Roland Moret ; temple Gryon – 14 h: M^{me} Betty Reuteler ; temple	Mézières – 14 h: M. Jacques Porchet ; église Morges – 14 h 30: M. Samuel Failletaz ; chapelle évangélique de l'Oasis St-Oyens – 14 h: M^{me} Murielle Frei-Hennard ; église St-Prex – 14 h: M. Jean-Claude Ecarla ; église catholique Valeyres-sous-Rances – 14 h: M. Marc-Antoine Morel ; église FRIBOURG Corpataux – 14 h 30: M. David Barras ; église Ecuvillens – 14 h 30: M^{me} Gisèle Brülhart-Caille ; église Marly – 14 h 45: M. Jean-Pierre	Dessarzin ; église Saints-Pierre-et-Paul Prez-vers-Noréaz – 14 h 30: M^{me} Jacqueline Joye-Longchamps ; église Saint-Martin – 14 h: M. Jean-Louis Aebischer ; église NEUCHÂTEL La Chaux-de-Fonds – 14 h: M. Gilles Payot ; centre funéraire VALAIS Basse-Nendaz – 17 h: M^{me} Denise Pitteloud ; église Haute-Nendaz – 14 h: M. Hans Schneider ; église paroissiale Sierre – 10 h 30: M. Christian Antille ; église de Sainte-Croix
---	--	--

CARNET DU JOUR

Pour tout faire-part de décès, l'avis de remerciement de la famille est offert

Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE Urgences santé/Ambulances: Tél. 144 Police Secours : Tél. 117 Sauvetage du lac: Tél. 117 Pompiers: Tél. 118 Secours routier: Tél. 140 La Main tendue: Tél. 143 Centre d'information toxicologique: Tél. 145 Aide pour enfants Pro Juventute : Tél. 147 REGA : Tél. 1414 Air Glaciers : Tél. 1415	Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133 Centre de la main : Tél. 021 314 25 50 Clinique Cecil , Lausanne: Tél. 021 310 50 00 Clinique de Montchoisi , Lausanne: Tél. 021 619 39 39 Clinique Bois-Cerf , Lausanne: Tél. 021 619 69 69 Clinique de La Source , Lausanne: Tél. 021 641 33 33 Clinique de Genolier : Tél. 022 366 90 99 Centre hospitalier Yverdon : Tél. 024 424 44 44 Hôpital Saint-Loup : Tél. 021 866 51 11 Hôpital Orbe : Tél. 024 442 61 11 Hôpital La Vallée, le Sentier : Tél. 021 845 18 18 Hôpital Riviera-Chablais , site de Rennaz: 058 773 21 12 Centre hospitalier de La Côte , Morges: Tél. 021 804 22 11 Hôpital de Rolle : Tél. 021 822 11 11 Hôpital de Gilly : Tél. 021 822 47 00 Clinique La Lignière , Gland: Tél. 022 999 64 64 Hôpital de Nyon : Tél. 022 994 61 61 Hôpital du Pays-d'Enhaut , Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43 Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60 Permanence Unisanté-Flon : Tél. 021 314 90 90 Hôpital intercantonal de la Broye , Payeme: Tél. 026 662 80 11	JURA Hôpital de Delémont : Tél. 032 421 21 21 Hôpital de Porrentruy : Tél. 032 465 65 65
HÔPITAUX ET CLINIQUES GENÈVE HUG : Tél. 022 372 33 11 HUG Urgences adultes : Tél. 022 372 81 20 HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique : Tél. 022 372 42 36 HUG Urgences ophtalmologiques : Tél. 022 372 84 00 HUG Urgences pédiatriques : Tél. 022 372 45 55 HUG Urgences psychiatriques : Tél. 022 372 38 62 HUG Prévention suicide : Tél. 022 372 42 42 HUG Ophtalmologie : Tél. 022 382 84 00 Hôpital de La Tour : Tél. 022 719 61 11 Centre médico-chirurgical Grand-Pré : Tél. 022 734 51 50 Centre Médical Eaux-Vives : 022 737 47 47 Clinique de Carouge : Tél. 022 309 45 45 Clinique La Colline, urgences : Tél. 022 702 21 44 Clinique Générale-Beaulieu : Tél. 022 839 54 15 Clinique des Grangettes : Tél. 022 305 01 11 Urgences adultes : Tél. 022 305 07 77 Urgences enfants : Tél. 022 305 05 55 Clinique et permanence d'Onex : Tél. 022 709 00 00 Clinique dentaire de Genève : Tél. 022 735 73 35 Garde pédiatrique de Lancy : Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV) SOS médecins à domicile : Tél. 022 748 49 50 SOS Infirmières : Tél. 022 420 24 64	FRIBOURG Hôpital cantonal : Tél. 026 306 00 00 NEUCHÂTEL Hôpital Pourtalès : Tél. 032 713 30 00 Hôpital La Chaux-de-Fonds : Tél. 032 967 21 11 Hôpital de la Providence : Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46 Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds : Tél. 032 930 30 00 Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds : Tél. 032 910 04 00 VALAIS Hôpital de Sion : Tél. 027 603 40 00 Hôpital de Sierre : Tél. 027 603 70 00 Hôpital Martigny : Tél. 027 603 90 00 Hôpital Riviera-Chablais , site de Rennaz: 058 773 21 12 Permanence médicale du Chablais : Route de Morgins 54, Monthey. 058 773 11 46, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h, avec ou sans rendez-vous.	ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE GENÈVE Pompes Funébres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00 Pompes Funébres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60 A. Murith SA : Tél. 022 809 56 00 VAUD Pompes Funébres Officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45 Blanchet & Wiesmann SA : Renens, Tél. 021 636 13 13 Cossonay-Ville : Tél. 021 861 13 13 Nyon: Tél. 022 362 33 33 Cassar Pompes Funébres SA : Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10. Aigle : tél. 024 466 46 56 Aubonne : Tél. 021 808 62 88 Bex : tél. : 024 463 35 79 Carrouge : Tél. 021 903 26 24 Corcelles-le-Jorat : Tél. 021 903 18 69 Château-d'Œx : Tél. 026 924 40 00 Chexbres : Tél. 021 946 24 01 Echallens : Tél. 021 882 23 35 Froideville : Tél. 021 881 15 20 Goumoens-la-Ville : Tél. 021 881 56 94 La Tour-de-Peilz : Tél. 021 944 00 54 Le Mont-sur-Lausanne : Tél. 021 653 06 12 Mézières : Tél. 021 903 23 38 Montreux : Tél. 021 964 46 46 Morges : Tél. 021 801 06 08 Morrens : Tél. 021 731 16 55 Moudon : Tél. 021 905 28 28 Nyon: Tél. 022 361 80 10 Orbe: Tél. 024 441 15 55 Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15 Rolle: Tél. 021 825 50 60 Villeneuve: Tél. 021 960 30 20 Vuibroye: Tél. 021 907 79 18 Yverdon-les-Bains : Tél. 024 425 27 27 Eggs F. & Fils Territet , av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24 Fischer Manfred Sàrl : Chavomay, le Vermeret 27A, Tél. 024 441 13 38 Florideuil : Lausanne, av. William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97 Funeradog : Pampigny, rte de la Moutonnenie 3A, Tél. 021 800 08 33 Funesta : Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91

PUBLICITE

Brise Glace

le podcast qui s'intéresse à tout ce que vous n'osez pas dire ou demander



A retrouver toutes les deux semaines sur letemps.ch/podcast et sur les applications d'écoute



LE TEMPS

LE TEMPS

IMPRESSUM

Edition/Redaction Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2 CH – 1209 Genève Tél + 41 22 575 80 50 info@letemps.ch	Adjoints : Vincent Bourquin Grégoire Nappay <i>Assistante et office manager</i> : Monique Graber Sangiorgio	Opinions & Debats : Romain Clivaz <i>Culture & Le Temps Week-end</i> : Stéphane Gobbo <i>Epoque & Société</i> : Célia Heron <i>Sport</i> : Laurent Favre <i>Sciences</i> : Sylvie Logean	Rédaction de Berne Bundesgasse 8 CH – 3003 Berne Tél. + 41 22 575 80 50	Relation clients Le Temps SA Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 022 539 10 75 <i>E-mail</i> : relationclients@letemps.ch <i>Tarifs</i> : découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos	Impression CIL, Centre d'Impression Lausanne SA
Conseil d'Administration <i>Présidence</i> : Abir Oreibi	Chefs d'édition Nicolas Dufour (web) Florian Fischbacher (web) Elise Kerchenbaum (print) Simon Moreillon (print) Julien Pralong (resp. web) Philippe Simon (resp. print)	Iconographie images@letemps.ch	Rédaction de Lausanne Rue de la Madeleine 18 CH - 1003 Lausanne Tél.: 441 22 575 80 50	Régie publicitaire <i>Nationale</i> : Anne-Sandrine Backes <i>Adresse</i> : NZZ one - Route de Lutly 5C CH - 1131 Tolochenaz Tél.: 021 318 46 60 <i>Email</i> : letemps@nzzzone.ch <i>Régionale</i> : Sébastien Cretton Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél.: 022 575 80 50 <i>Email</i> : publicite@letemps.ch	Tirage diffusé 34 118 exemplaires (source: tirage contrôle REMP 2023)
Direction Pierre-Adrian Irlé, <i>directeur exécutif</i> Madeleine von Holzen, <i>redactrice en chef</i> Jean-Christophe Potocki, <i>produits & technologie</i> Olivier Schwarz, <i>finances</i>	Chefs de rubrique <i>International</i> : Aline Jaccottet <i>Suisse</i> : Nicole Lamon <i>Economie</i> : Aline Bassin	Redactrice en chef T Magazine Rinny Gremaud	Rédaction de Neuchâtel Case postale 2645 CH - 2000 Neuchâtel Tél.: 441 22 575 80 50	Audience REMP MACH Basic 2024-1 : 86 000 lecteurs La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur sont notamment interdites toute	
Redactrice en chef Madeleine von Holzen		La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire	Rédaction de Sion Rue des Creusets 16 CH – 1950 Sion Tél. +41 22 575 80 50		réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139
					Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

Gareth Southgate, l'obsession du détail

EURO 2024 De l'atmosphère familiale et familière recréée au camp de base en Allemagne aux idées piochées dans d'autres sports, le sélectionneur de l'Angleterre ne laisse rien au hasard dans la préparation de son équipe, qui affronte le Danemark ce jeudi à Francfort

BRUNO CONSTANT
X @Bruno_Constant

Des photos de famille accrochées aux murs des suites de chacun des joueurs, des draps et peignoirs arrivés tout frais d'Angleterre, même Dave The Cat, le chat errant adopté au Qatar en 2022 par Kyle Walker et John Stones, a son portrait au château. Welcome to England... Pardon, bienvenue au Spa & GolfResort Weimarer Land de Blankenhain, situé à l'ouest de Leipzig, le très luxueux camp de base choisi par les Three Lions durant cet Euro en Allemagne où l'équipe de Gareth Southgate a apporté un bout d'Angleterre.

Le sélectionneur, qui accorde beaucoup d'importance au bien-être individuel, souhaite que ses joueurs s'y sentent «comme à la maison». Femmes et enfants y seront conviés, parfois, mais pas question de répéter le cirque médiatique de Baden-Baden qui avait plombé l'équipe nationale lors de sa dernière visite en Allemagne pour la Coupe du monde 2006. La présence très médiatisée des femmes de joueurs avait volé la vedette à l'équipe, éliminée dès les quarts de finale par le Portugal, et popularisé le concept de «Wags» (acronyme de Wives And Girlfriends).

Soigner les têtes

Fidèle à sa réputation, Southgate a le souci du détail jusque dans les moindres recoins de l'hôtel qui accueille son équipe. Trois parfums reproduisant l'odeur familière de St. George's Park, le centre d'entraînement de l'Angleterre, y sont diffusés: un mélange de bergamote, lys et jasmin «frais et réconfortant» dans les zones principales de l'établissement, un arôme «plus énergisant» dans les salles de sport et loisirs, un parfum de lavande «favorisant le sommeil» dans les chambres. Ne riez pas! La Fédération anglaise (FA) s'appuie sur des études très sérieuses suggérant un lien entre les senteurs et l'amélioration des performances sportives. Appelé en catastrophe au chevet de l'équipe nationale qui



L'entraîneur britannique Gareth Southgate (au centre) joue gros dans cet Euro et ne néglige aucun détail. (JENA, 11 JUIN 2024/ADRIAN DENNIS/AFP)

sortait du fiasco de l'Euro 2016 (élimination par l'Islande) puis du départ précipité de Sam Allardyce après 67 jours seulement, Gareth Southgate ne se sentait pas forcément légitime. Il restait sur une relégation et un limogeage à Middlesbrough, une longue traversée du désert et trois années chez les U21. D'abord intérimaire avant de transformer l'essai, l'ancien défenseur s'est livré à un travail acharné et méticuleux pour convaincre, réparer les cicatrices et redresser l'équipe nationale.

Il a d'abord soigné les têtes et fait appel à un Néo-Zélandais, Owen Eastwood, qui travailla avec les All Blacks, pour essayer de recréer le sens de l'identité au sein de la sélection. Il a

introduit la cérémonie du mailot pour les nouveaux arrivants, remis par d'anciennes gloires (Hodder, Shearer, Wright), une manière de restaurer l'héritage et la fierté. Il a organisé un stage commando de 48 heures, sac de 21 kg sur le dos, avec la Marine royale pour développer la solidarité de groupe et fait appel à une psy, Pippa Grange, pour vaincre la malédiction des tirs au but au Mondial 2018 après six échecs consécutifs dans l'exercice, avec succès.

Rugby, NFL et NBA

En parallèle, Southgate s'est empressé de rencontrer Eddie Jones, son homologue en rugby, pour comprendre comment ce dernier avait remis sur pied le XV de la Rose après la débâcle

de la Coupe du monde 2015 (pays organisateur éliminé dès les poules). Il a pris part à un briefing de Toto Wolff, patron de l'écurie Mercedes, avant un Grand Prix de formule 1 et s'est rendu aux Etats-Unis où il a assisté à deux Super Bowl et visité plusieurs franchises de NFL et NBA. Il est revenu «fasciné par la manière dont ces coachs détaillaient leur préparation et compartimentaient les stratégies défensive et offensive». «Il faut tenter de nouvelles choses, dit-il, car, si on répète les mêmes méthodes, on obtient les mêmes résultats.» C'est aussi la raison pour laquelle il s'est entouré d'un staff élargi, le plus important des nations présentes à l'Euro, et délègue beaucoup. Depuis ses premiers pas d'en-

traîneur, Southgate s'est beaucoup inspiré d'autres disciplines sportives. Lorsqu'il était à Middlesbrough (2006-2009) déjà, il se rendait souvent aux matchs de cricket de Sussex, pourtant tout au sud de l'Angleterre, où travaillait Michael Caulfield, psychologue du sport qu'il avait embauché à «Boro».

Une pièce de théâtre lui est dédiée

«Il était fasciné par le temps que les joueurs avaient pour réfléchir à leurs erreurs avant d'être à nouveau batteur ou lanceur», raconte ce dernier. «Gareth aime échanger avec des gens en dehors du football pour obtenir un avantage», explique Les Reed, directeur technique à la FA entre 2019 et 2021.

Dès 2016, il a ainsi décidé d'incorporer des élites d'autres domaines au sein du comité stratégique de la FA: l'ancien directeur de la performance du cyclisme britannique Dave Brailsford, la championne olympique d'aviron Kath Grainger, l'entraîneur de rugby Stuart Lancaster mais également Lucy Giles, première commandante de collège à la Royale Military Academy, ou encore un entrepreneur dans la tech, Manoj

«Gareth aime échanger avec des gens en dehors du football pour obtenir un avantage»

LES REED, EX-DIRECTEUR TECHNIQUE À LA FÉDÉRATION ANGLAISE DE FOOTBALL

Badale, également à la tête de plusieurs franchises de cricket en Inde et en Afrique du Sud. «J'écoute des gens qui savent des choses que je ne sais pas, confie un jour Southgate. C'est comme ça que vous apprenez.»

Grâce à ces méthodes, il a restauré l'harmonie au sein de l'équipe et le soutien des supporters derrière ses joueurs. Il a hissé l'Angleterre à sa première victoire aux tirs au but (2018), sa première demi-finale en vingt-huit ans (2018), sa première finale en cinquante-cinq ans (2021), perdue tout de même aux tirs au but. En attendant, peut-être, le premier trophée de l'Angleterre depuis 1966. Son parcours, qui suscite le respect, est même retrace dans une pièce de théâtre qui fait un tabac outre-Manche: *Dear England* (Chère Angleterre). Pour l'instant, celle-ci s'achève sur le penalty raté de Kane en quart de finale de la dernière Coupe du monde face à la France. Mais son auteur, James Graham, est prêt à changer le dernier acte de la nouvelle version jouée en 2025 en cas de succès des Anglais à l'Euro. ■

L'Allemagne est la première qualifiée pour les huitièmes de finale de l'Euro 2024

FOOTBALL Dans le groupe de la Suisse, le pays organisateur bat la Hongrie à Stuttgart (2-0). La Mannschaft a marqué sept buts en deux matchs mais leur générosité offensive pourrait leur jouer des tours, dimanche à Francfort contre la Nati ou plus tard dans le tournoi

LAURENT FAVRE, COLOGNE
X @LaurentFavre

Deux matchs, deux victoires, sept buts marqués, un seul encaissé et une impression globale d'avoir dominé son sujet. L'Allemagne est le premier pays qualifié pour les huitièmes de finale de son Euro 2024, après sa victoire hier 2-0 à Stuttgart contre une Hongrie un peu plus convaincante que samedi dernier à Cologne contre la Suisse. Les Hongrois ont eu plusieurs occasions de marquer, au moins autant que les Allemands, et ce constat devrait tempérer les ardeurs des supporters de la Mannschaft.

Le sélectionneur Julian Nagelsmann se méfiait d'une Hongrie

qui évoque immédiatement «le miracle de Berne», premier titre mondial allemand en 1954 en Suisse, mais rappelle aussi des souvenirs récents un peu moins heureux (deux défaites et un nul ces trois dernières années). Les Allemands, comme les Hongrois d'ailleurs, estimaient que cette équipe valait mieux que son premier match manqué contre la

«C'est ce à quoi toute l'Allemagne du football a aspiré depuis si longtemps»

TONI KROOS, FOOTBALLEUR

Suisse. Nonobstant, ils ne souhaitaient pas se montrer prudents dans le jeu, ne voulant pas doucher l'euphorie qui s'est emparée du pays depuis le 5-1 contre l'Ecosse, dans un match d'ouverture suivi par 22,5 mil-

lions de téléspectateurs. «C'est ce à quoi toute l'Allemagne du football a aspiré depuis si longtemps», a expliqué Toni Kroos, faisant référence aux éliminations au premier tour lors des Coupes du monde 2018 et 2022, et en huitième de finale lors de l'Euro 2020+1.

Une action d'école

Il en a résulté un match très ouvert, plus que l'on pouvait l'imaginer, avec une Allemagne tranchant offensivement mais souvent mise en danger en transitions ou sur balles arrêtées. Les Hongrois furent les premiers à se montrer dangereux, Manuel Neuer devant sortir vite au-devant de Roland Sallai (3e). Malheureusement pour eux, leurs bonnes intentions étaient comme contre la Suisse ruinées par des erreurs défensives fatales. D'un coup d'épaule que la VAR jugea conforme, le très lent Willi Orban se faisait éjecter par Ilkai Gundogan, qui servait en retrait Jamal Musiala pour l'ouverture du score (23e 1-0).

Les Hongrois ne se décourageaient pas, à l'image de leur capitaine Dominik Szoboszlai. Le milieu de terrain de Liverpool tirait tout d'abord un coup franc direct que Neuer repoussait difficilement (26e), se faisait contrer à hauteur du point de penalty par un tacle de Jonathan Tah (29e), broyait un coup franc rentrant que Varga – en position de hors-jeu – devait pour Sallai qui marquait un but justement refusé (45+1).

Rien n'était joué et la Hongrie insistait dès la reprise, avec à nouveau une tête très dangereuse de Sallai à la réception d'un centre de Barnabas Varga (60e). C'est au moment où les Magyars y croyaient, ajoutant même un peu de vice pour faire craquer les Allemands, qu'ils se firent cueillir sur une action d'école. Deux fois, Jamal Musiala décala le latéral gauche Maximilian Mittelstädt. La première fois, son centre fort devant le but fut repoussé. La seconde fois, sa passe en retrait surprit la défense hongroise et trouva Gundogan, tout seul, pour le 2-0 (67e). ■

SUR LE WEB

Suivi de l'Euro 2024 de football
Retrouvez le résumé du match Suisse-Ecosse d'hier soir sous la plume de notre journaliste Laurent Favre en scannant le code QR ci-dessous.



EN BREF

Bruxelles ne veut pas accueillir Belgique-Israël

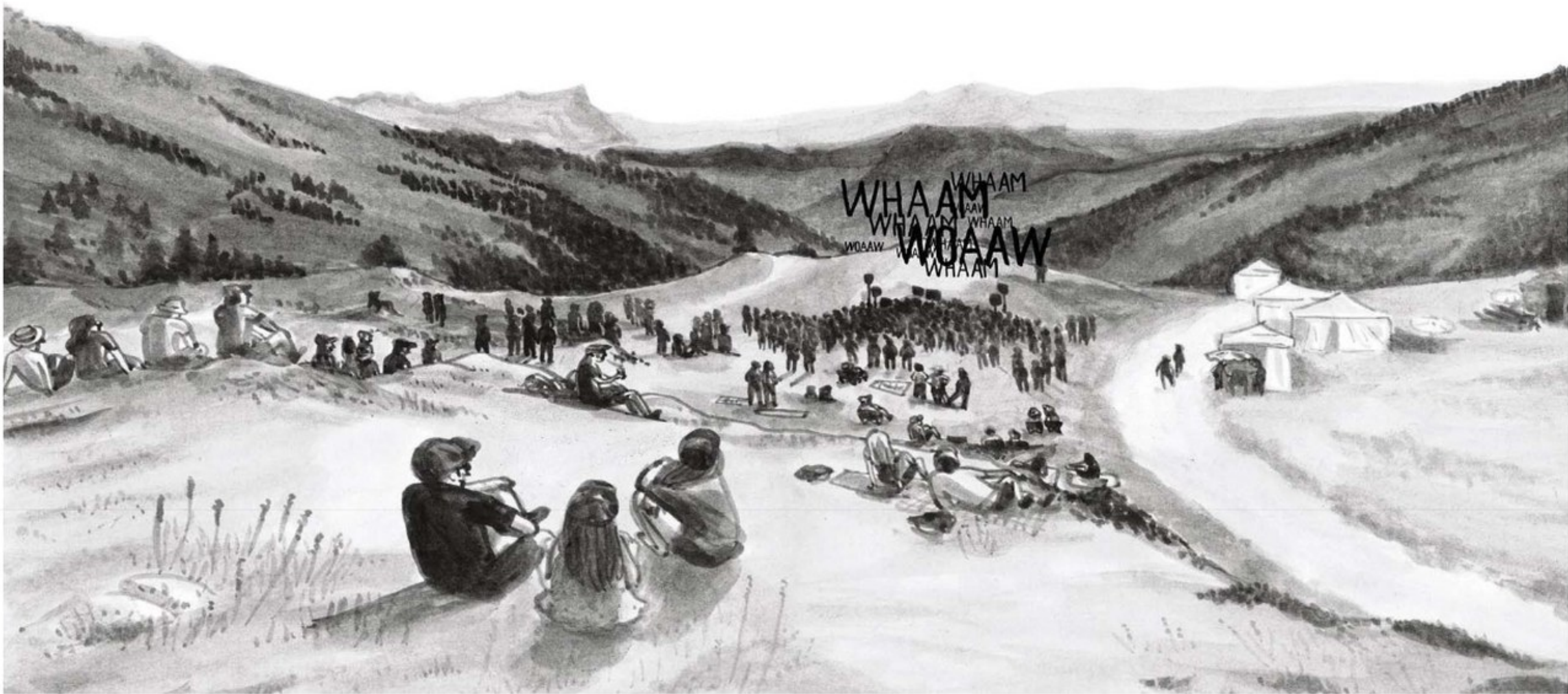
La ville de Bruxelles a jugé hier «impossible» d'accueillir le match de football entre la Belgique et Israël prévu le 6 septembre en Ligue des nations, une rencontre à hauts risques en raison des tensions liées à la guerre à Gaza. La fédération belge de football a dit «déplorer» cette décision, ajoutant qu'elle aurait accepté de jouer le match «sans public». «Nous sommes à la recherche d'une solution afin de pouvoir jouer le match à domicile contre Israël», a-t-elle souligné. AFP

Le Norvégien Kilde est de retour sur les skis

Hier, Aleksander Kilde a rechaussé les skis. Le Norvégien de 31 ans a retrouvé la neige dans son pays cinq mois après sa terrible chute à Wengen. «Cela a été un long chemin pour arriver où je suis aujourd'hui, a dit le skieur. Cela a été comme des montagnes russes, mais j'ai pu reprendre une vie normale.» Pour rappel, Aleksander Kilde avait été victime d'une grosse chute dans le S d'arrivée de la descente du Lauberhorn. ATS

CASES

Passionnée de musique électrique, Hélène Becquelin hante depuis des années le PALP Festival. Elle raconte cette utopie valaisanne dans «Chroniques palpiennes», un livre plein de décibels et de fromage fondu



Une planche des «Chroniques palpiennes» d'Hélène Becquelin. (HÉLÈNE BECQUELIN/ÉDITIONS ANTIPODES)

Quand nos Alpes palpitent en BD

ANTOINE DUPLAN
✉ @duplantoine

Plus belle encore que la rencontre fortuite de la machine à coudre et du parapluie qu'encensait Lautréamont, celle de la grande musique électrique et de nos Alpes de neige chantées par Jaques-Dalcroze – soit le PALP Festival. Qui, depuis 2011, essaime ses goûts et ses couleurs à travers tout le Valais, de Martigny à Loèche en passant par Sion, la capitale. Il y en a pour toutes les humeurs: un brunch sur télé-siège à Champex-Lac, des salons flottants à Lens, un bal masqué à Venthône, Saint-Cep qui célèbre les produits de la vigne à Conthey ou le Rouli Bouli, toboggan farfelu pour billes de bois entre Brusson et Le Châble...

Courant d'avril à septembre, la manifestation a son épiscentre à Brusson, modeste village qui, de son ubac, toise Verbier, station chic baignée de soleil, «et

merde pour les nababs d'en face», lance Blaise Hofmann. Et c'est là, dans le val de Bagnes, qu'a lieu la Rocklette, cette section du PALP qui propose «le plus fin de la musique rock et de l'or des Alpes» (la raclette, autrement dit).

Transe culturelle

C'est d'ailleurs invitée à une Rocklette qu'Hélène Becquelin a découvert Brusson et l'énergie créatrice qui bouillonnait au creux des mazots accueillant en résidence plasticiens et musiciens. Elle n'en est pas revenue. Elle témoigne de cette transe culturelle dans *Chroniques palpiennes*. Adeptes du noir et blanc, la dessinatrice a troqué son crayon contre le pinceau, le lavis à la gouache noire s'avérant plus propice à rendre la beauté des paysages.

Dans 1979 (Antipodes, 2020), la dessinatrice racontait comment, âgée de 16 ans, elle fuyait

Saint-Maurice, sa ville natale, pour aller se ravitailler en carburant existentiel à Lausanne où l'on trouvait les disques du Clash et des Ramones. Aujourd'hui domiciliée dans la capitale vaudoise et *punk not dead*, Hélène opère une sorte d'exode à rebours, en allant se ressourcer au PALP: «J'ai quitté le Valais dans les années 1980, car il n'y avait aucune vie culturelle. Aujourd'hui, c'est incroyable ce qui s'y passe, comme l'Etat soutient la culture. Un effort de folie!»

Hélène Becquelin va «au moins 50 fois par année» à un concert, de préférence underground ou poussant l'exotisme à l'extrême, tel Kikagaku Moyo, un groupe psychédélique japonais, son premier choc au PALP. Elle évoque les rencontres professionnelles et les «belles amitiés» nouées dans le cadre du festival alpin. «Les responsables sont tous Valaisans. Ils ont travaillé dans la

musique – en tant que programmeur à L'Usine de Genève ou cadre chez Universal Music – et tous sont revenus en Valais avec un projet culturel.»

Hélène Becquelin va «au moins 50 fois par année» à un concert, de préférence underground

A la Rocklette, Hélène Becquelin, qui avoue une préférence pour le hardcore très rapide, a même réussi, magie des vastes espaces et de l'air pur, à «partir en vrille sur du psyché ou du stoner. Par moments, c'est vraiment magique. Certains groupes pleurent à la fin de leur set, tou-

chés au plus profond par la magie des lieux.» En plus, les spectateurs, fussent-ils «tatoués de la tête aux pieds», sont hyper respectueux de la nature: pas une canette, pas un mégot ne traîne. Pour traduire la puissance de la musique et des bonnes vibrations, la dessinatrice couvre le panorama rocheux de «WWW», entrelardés de «WHAM» et de «WOAW» qui décoiffent!

Raclette consubstantielle

Sexe, drogue & rock'n'roll... Le sexe, première hypostase de la Trinité électrique? No comment... Le rock? Et comment... La drogue? Les seuls psychotropes mentionnés dans *Chroniques palpiennes* sont le vin blanc et le fromage, fondu de préférence. La raclette est consubstantielle au PALP. Les racleurs sont d'ailleurs remerciés en fin d'album au même titre que les organisateurs et les artistes. De retour

en plaine, Hélène retrouve, ô dérision, une salade, modeste concession à la diététique, moisie au fond de son sac.

La dessinatrice capte des «moments incroyables» comme cette vache hélicoptère qui survole la scène, ridiculisant à jamais le *flying pig* de Pink Floyd. Elle pousse l'amour des gens et de la région jusqu'à écrire «sommelières» plutôt que «sommeliers» pour respecter la prononciation vernaculaire.

Plongé entre les monts et merveilles du PALP, on se dit qu'avec de la créativité, de d'électricité et du fromage, la Suisse est belle. Et pourtant, encore lointain, le *no future* menace cette Arcadie alpine: parfois, libérée par le réchauffement climatique, une roche dévale la pente. ■

Hélène Becquelin, *Chroniques palpiennes*, Ed. Antipodes, Collection Trajectoires, 184 p. PALP Festival, à travers tout le Valais jusqu'au 21 septembre.

PUBLICITE

Boudin Renoir Cézanne Gauguin...

28.06 - 03.11.2024

Chefs-d'œuvre du musée Langmatt

LANGMATT MUSEUM LANGMATT BADEN

Fondation de l'Hermitage 40 ans

Donation Famille Bugnion

Auguste Renoir, La barque (détail), vers 1878, Musée Langmatt, Baden

Lausanne

PARTENAIRE MÉDIA

LE TEMPS

Hélas, «Broker» est «broken»

SCÈNES Quoi de plus alléchant qu'un vaudeville bancaire? A Genève, au Théâtre du Loup, la proposition d'Antoine Courvoisier et Angelo Dell'Aquila tourne à vide faute d'une bonne réalisation

MARIE-PIERRE GENECAND

Pas facile de cumuler l'écriture, le jeu et à la mise en scène. Voilà ce qu'on s'est dit avec regrets en quittant le Théâtre du Loup, mardi soir, après avoir vu *Broker*, une comédie survoltée sur le monde du trading, cosignée par Antoine Courvoisier et Angelo Dell'Aquila. On attendait d'autant plus de ce spectacle que le second a lui-même travaillé dans cet univers, comme il le racontait très bien dans *Plus jamais demain*, à l'affiche de La Parfumerie en décembre dernier.

Aligner des stratagèmes de pied nickelé

L'idée de *Broker*, qui signifie «courtier» en français? Réunir des archétypes de la finance et, dans un joyeux foutoir, les mettre sous pression d'un système qu'ils nourrissent alors qu'il est destiné à les broyer. Bernardo, le grand patron (Christian Scheidt), s'apprête à recevoir un algorithme qui peut acheter et vendre les titres bien mieux que ses traders qu'il prévoit de licencier dans huit heures. Chappuis (Brigitte Rosset) – qui s'est déjà fait lourder sans qu'on sache pourquoi – aligne des stratagèmes de pied nickelé pour dynamiter la boîte.

Il y a bien quelques moments croustillants, comme la démonstration du cynisme financier

Tina, tigresse de la finance (Safi Martin Yé), veut la place du patron et, pour cela, s'appuie sur les clones Dupond-Dupont (le duo d'auteurs), tandis que Bob, le trader rouillé qui n'a jamais griffé (Gaspard Boesch), a les yeux de Chimène pour le requin ultime, Jean-Michel Favre, alias H-Michael Douglas, incarné avec son aisance habituelle par Julien Tsongas. Un univers sans foi ni loi, sinon celle du profit, que vient bousculer Sucreuh (Charlotte Filou), la fille de Bob, stagiaire au grand

cœur qui dénonce les scandales éthiques du train fantôme de la finance.

Face à une telle distribution, encore renforcée par Pauline Lebet dans plusieurs petits rôles, on rêvait d'un feu d'artifice théâtral. Une apothéose comique qui aurait allié la *vista* des auteurs, la force mortifère des agences de trading et la folie ludique des comédiens. Hélas, il n'en est rien. Il y a bien quelques moments croustillants, comme la démonstration du cynisme financier avec les hauts et les bas boursiers d'un yucca. Ou ce gimmick rigolo du yodler sur fond de sommets alpins (scénographie de Khaled Kouri) qui signifie la porte pour les collaborateurs – d'ailleurs, «yodler» quelqu'un revient à le licencier, ce qui est joliment trouvé.

On aime encore la fantaisie de Bernardo, le grand patron, qui aligne les loisirs et les voyages exotiques avec ses gains par millions. Et donne l'occasion à Christian Scheidt de ressembler à Martine, l'héroïne des sages livres illustrés, en cumulant les tenues de skieur, nageur, Mexicain, Indien, maffieux, etc. au fil de la soirée (costumes d'Eléonore Cassaigneau et Samantha Landragin). Quant à Brigitte Rosset, elle fait aussi sourire lorsqu'elle apparaît en révolutionnaire bolchevique prêt à «tout faire péter».

Rythme endiablé

Mais l'ensemble est étrangement plat. Comme si, une fois que les ingrédients étaient donnés, la sauce ne prenait pas. Ce n'est pas une affaire de rythme, puisqu'il est endiablé. Ou alors, justement, c'est une affaire de rythme, car il ne varie pas. Le problème vient aussi des personnages qui manquent de progression et de nuances. Et de la lourdeur des répétitions qui prend au piège jusqu'à Brigitte Rosset dont, pourtant, on a déjà salué l'immense talent pour ce qui est de virevolter entre plusieurs personnages avec virtuosité.

Sans doute aurait-il fallu que le duo qui cumule texte, réalisation et jeu confie à un metteur en scène extérieur le soin d'apprêter ce cocktail financier. L'élé aurait taillé, nuancé, approfondi cette matière à la fois brouillonne et répétitive. Julien George, fin horloger des mécaniques théâtrales, est nommé dans la feuille de salle comme collaborateur à la mise en scène. Peut-être, à l'image de la bombe qui fait tic-tac, est-il arrivé trop tard? En tous les cas, on peine à voir sa patte dans ce grand huit qui ne décolle pas. ■

Broker, Théâtre du Loup, Genève, jusqu'au 30 juin.

MAIS ENCORE

Vente d'un Monet

Le Kunsthau de Zurich a annoncé hier qu'il allait vendre un tableau de Claude Monet de sa collection après un accord à l'amiable avec les héritiers d'un collectionneur juif persécuté par les nazis. (ATS)

Selon les jeunes hommes, l'égalité est atteinte; selon les jeunes femmes, non

SUISSE Le troisième Baromètre national de l'égalité a interrogé la génération Z. Il révèle d'importantes différences de perception

SOPHIE GAITZSCH
✉ @s_gaitzsch

L'égalité est-elle atteinte en Suisse dans le partage des tâches ménagères? A cette question, 67% des hommes de la génération Z, nés entre 1997 et 2007, répondent par l'affirmative. Ils sont une majorité à penser que c'est aussi le cas en matière de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale (67%), de possibilités de carrière (71%) et de salaires (53%). Ces résultats ont été publiés ce mercredi dans la troisième édition du Baromètre national de l'égalité, une enquête réalisée fin 2023 auprès de 2500 personnes.

A l'étranger aussi

Les femmes de la génération Z, elles, livrent une appréciation bien différente. Elles sont beaucoup moins nombreuses à penser que l'égalité est une réalité pour le partage des tâches domestiques (40%), la conciliation entre famille et travail (35%), les possibilités de carrière (48%) et les salaires (20%).

Autre conclusion du rapport, les hommes qui ont aujourd'hui

la vingtaine estiment que l'égalité est bien plus avancée que ceux des générations précédentes. Un écart qui existe aussi entre les jeunes femmes et leurs aînées.

Ces résultats ne surprennent pas Colette Fry, déléguée à l'égalité du canton de Genève. «Ils correspondent à ce qui a déjà été relevé dans d'autres pays, notamment en France et aux Etats-Unis. Ces précédentes études avaient mis en avant que les personnes de la génération Z ont moins conscience des inégalités ou se montrent plus conservatrices. On y trouve aussi une grande polarisation.» En témoigne le fossé politique qui se creuse, avec des femmes de plus en plus à gauche et des hommes moins engagés. Le phénomène, relevé l'an dernier par le *Financial Times*, avait suscité une importante attention médiatique dans le monde entier.

Comment expliquer en Suisse de telles différences en matière de perception de l'égalité, plus de quarante ans après la modification de la Constitution pour interdire les discriminations entre femmes et hommes? «Les jeunes femmes ont, pour beaucoup d'entre elles, déjà été confrontées à du harcèlement ou à des situations abusives, parfois de manière répétée, tandis que les jeunes

hommes sont moins concernés», avance Colette Fry.

La spécialiste évoque aussi des divergences face au mouvement *#MeToo*. «Les jeunes femmes ont vécu ces événements et les débats qu'ils ont suscités comme une autorisation à parler. Elles se sentent désormais plus légitimes pour dénoncer certaines violences. Les jeunes hommes, eux, l'ont plus ressenti comme une mise en cause.»

Dans la théorie et dans les faits

Quant à la vision plus optimiste de la situation en matière d'égalité que les autres générations, Colette Fry doute que l'on puisse l'interpréter comme le fruit d'une nouvelle manière de vivre les rapports entre les genres. «Il y a l'égalité d'un point de vue théorique, et l'égalité dans les faits. Or, des recherches ont montré que c'est en particulier l'arrivée du premier enfant qui bouleverse le partage des tâches au sein des couples, même chez ceux qui se pensaient à l'abri d'une répartition inégalitaire. C'est là que l'égalité dans les faits est la plus difficile à mettre en place, et à maintenir.» Pour la génération Z, le véritable test, celui à même de bouleverser son jugement, est donc encore à venir. ■

PUBLICITE

16.03-29.09.2024

Simenon

Fondation Jan Michalski

Un «Prix Suisse» pour Patent Ochsner

MUSIQUE Büne Huber, leader du groupe, sera distingué par le conseiller fédéral Beat Jans

ATS

Le Prix Suisse, lancé il y a 4 ans, va être décerné pour la première fois à un artiste. Le conseiller fédéral Beat Jans le remettra le 9 novembre prochain à Büne Huber, le leader du groupe de rock bernois Patent Ochsner.

Dialecte bernois

Le chanteur bernois de 62 ans, originaire de Bümpliz, a marqué la scène musicale suisse, écrit Initiative Suisse, à l'origine de ce prix, dans un communiqué publié hier. Même s'il chante en dialecte bernois, Patent Ochsner est l'un des rares groupes qui a franchi le Roostigraben.

W. Nuss vo Bümpliz ou *Bälp-moos* sont des hits en Suisse alémanique. Patent Ochsner propose du rock comme du folk, en passant par des sons expérimentaux et recourt à divers instruments comme des mandolines, un accordéon ou une fanfare. ■

PUBLICITE

août – déc 2024
Abonnez-vous!

Katerina Andreou – Harald Beharie – Aurélien Dougé – Mathilde Invernion – Kiyan Khoshoie – Timéa Lador – Milø Slayers – Catol Teixeira – Cindy Van Acker –

Pavillon ADC
Association pour la danse contemporaine
Place Beattz-Consuelo 1206 Genève
pavillon-adc.ch

«Nous n’avons pas de menu. Les gens réservent et je cuisine ce que je trouve chez les producteurs, au jour le jour»



PROFIL

1977 Naissance à Bethléem, aîné d’une fratrie de trois (son frère est l’écrivain Karim Kattan).

2004 Concours de cuisine et réflexion sur le patrimoine culinaire palestinien.

2014 Ouvre Fawda, premier restaurant gastronomique palestinien, dans un immeuble de Bethléem.

2023 Ouvre Akub à Londres, premier restaurant de cuisine palestinienne moderne.

2024 Sortie du livre en anglais le 15 mai, jour anniversaire de la Nakba.

Ce devait être un livre joyeux, une célébration, un hommage à des terroirs prodigieux, les vallées fertiles du nord, une cascade surgie du désert où s’accrochent encore quelques communautés bédouines. Jéricho et le sel de la mer Morte, les poissons de la côte. Les oliviers centenaires et les herbes sauvages, l’origan syrien à l’origine du *zaatar*, les amandes vertes, les pois chiches. Des terroirs variés et méconnus – on s’étonne qu’on y fasse du vin ou de la bière, alors que la vigne y est une des plus anciennes cultures recensées... Fadi Kattan a commencé à y travailler en 2022 et la version anglaise de l’ouvrage est parue cet été.

C’était avant le 7 octobre. Ont suivi les huit mois les plus longs, interminables. Huit mois de catastrophes successives. On ouvre aujourd’hui *Bethlehem* et le cœur se serre en voyant resurgir toute cette beauté, les orangers dans les cours intérieures, les visages sur les marchés ou dans une boulangerie, les mains des hommes et des femmes, les dos courbés de ceux qui travaillent cette terre, rappelant que la Cisjordanie était, aussi, le jardin de Jérusalem.

Militant des terroirs

Nomade formé à Paris et à Londres, influencé par les cuisines du monde – comment ne pas l’être quand ses parents et grands-parents ont vécu entre le Japon et l’Inde, Beyrouth, Paris, Londres, chassés de leurs orangeraias en 1948 –, il est la voix de la cuisine palestinienne moderne. Ce militant de l’identité et des terroirs palestiniens sera l’hôte de Walter el Nagar les 27 et 28 juin, au Refettorio de Genève, pour présenter son livre et pour un déjeuner d’exception.

Né à Bethléem en 1977, Fadi est issu d’une famille franco-palesti-

nienne chrétienne – «laïc, ou selon les matins». Il se dit redevable à sa mère, prof d’histoire-géo, et plus encore à ses grands-mères: c’est à leurs fourneaux, dans leurs jardins, bercé par le parfum du sumac et des oranges amères, grâce à leurs récits de voyage, qu’est née sa passion.

A son souhait d’entrer à l’école hôtelière, ses parents commencent par s’opposer avant d’exiger qu’il achève une première formation. Ce sera une licence en commerce international à l’Université américaine de Paris, suivie d’un master en hôtellerie-restauration à l’Institut Vatel, puis de stages à Paris et Londres.

Le jeune homme revient à l’occasion de l’ouverture de l’Intercontinental à Bethléem en 2000. Le début de la deuxième Intifada annonce toutefois la fermeture des hôtels. Fadi Kattan rejoint l’entreprise de son père, qui importe et designe des cuisines et lance

La beauté du chaos

FADI KATTAN

Le chef palestinien fait un pop-up à Genève et publie un livre magnifique. Un récit autour des origines et de la résilience, des recettes aux parfums de «zaatar» et de grenade

VERONIQUE ZBINDEN

l’idée d’un concours destiné aux chefs locaux. Le premier a lieu en 2004: «Je découvre des jeunes très talentueux mais qui ne travaillent pas les produits locaux. Dès l’édition suivante, je les incite à faire au moins un plat palestinien.»

Il ouvre Fawda en 2014, première table de *fine dining* de la région. Fawda ou «le chaos», en arabe, générateur selon lui de créativité: «Nous n’avons pas de menu. Les gens réservent et je cuisine ce que je trouve chez les producteurs, au jour le jour.» Sa table créative est installée à l’intérieur d’un hôtel historique de 1738. Quand on sait que les agriculteurs ne peuvent pas accéder librement à leurs terres, que certains sont encerclés par des colonies, comment prévoir un menu? Quand on ne peut pas accéder librement à l’eau et que tout est fait pour effacer la culture, le patrimoine palestiniens, comment rester debout et avancer?

Il forme et embauche des gens du lieu, qui ne profitent que peu du tourisme; les invite à revisiter les recettes familiales, proscrire tout gaspillage. Fawda grandit, se taille un beau succès, auprès d’une clientèle essentiellement internationale, l’aventure se poursuit jusqu’au covid. Début 2024, Fadi ouvre Kassa, boutique-hôtel dans un immeuble historique, en partenariat avec une investisseuse chilienno-palestinienne. Ce seront six mois d’ouverture jusqu’au 7 octobre, jusqu’à ce que tout s’arrête. L’autre adresse, londonienne, de Fadi, Akub, échappe du moins à cela. Ouvert en 2016 dans le quartier de Notting Hill, Akub est le nom du cardon sauvage emblématique de la cuisine palestinienne.

«Innommable»

Que dire encore de la Palestine aujourd’hui? Ce qui se passe à Gaza est «innommable», il n’y a pas de mots, dit-il simplement. «Les gens imaginent qu’on comprend ce qui se passe parce qu’on est Palestiniens. Comme si on était nés pour comprendre la violence, la misère, la famine. On n’a pas les outils pour ça et c’est une des choses les plus frustrantes.»

Le sentiment qu’un monde disparaît. Même si la notion de *sumoud* («résilience»), est un des mots clés de son livre et de son peuple. «Ce que je ne veux pas, c’est que ce livre devienne un musée à mausolée. Je veux qu’on continue de cuisiner palestinien, comme on cuisine italien, suisse ou français, avec joie. Qu’on célèbre cette cuisine, encore et encore... » ■

Refettorio Geneva (120, rue de Lyon, Genève), vendredi 28 juin. www.refettoriogeneva.org

Bethlehem. A Celebration of Palestinian Food, Hardie Grant North America

Un jour, une idée

Chez Piaf, le pain s’épanouit sans gluten



Dans la petite arcade lovée au pied d’un immeuble, les pains au levain sont bien rangés sur une étagère au mur. Sur le comptoir, des fougasses, bagels et brioches tentent les clients. Derrière la caisse, Alice Angotti s’affaire à montrer à ses parents, qui sont venus la dépanner, comment servir et encaisser. On se croirait dans une boulangerie artisanale ordinaire, à la différence qu’ici tout est sans gluten.

C’est Alice qui a créé Piaf, la première boulangerie sans gluten de Genève. Tout a commencé par un diagnostic: intolérance au gluten. Le couperet tombe. Au revoir produits à base de blé et autres délices de boulangerie. Ne trouvant pas sur le marché de produit qui lui convienne, elle entreprend de fabriquer son propre pain au levain. Il aura fallu beaucoup de recherches et d’essais,

mais le résultat final est tellement convaincant qu’elle décide de ne pas le garder pour elle. Elle fonde son entreprise en 2023 afin d’apporter une option artisanale et saine pour les gens qui, comme elle, ne peuvent pas manger de gluten.

Non seulement aucune trace de gluten n’entre dans le laboratoire de Piaf, mais en plus les produits sont bios et, dans la mesure du possible, locaux. Aujourd’hui, l’équipe compte deux personnes: Alice, qui crée les recettes, et Guillaume, boulanger de formation, qui s’occupe de la production et apporte son savoir-faire. Et le résultat est bluffant: une croûte croustillante, une mie moelleuse et un bon goût de levain. On est très loin des pains industriels préemballés que l’on imagine quand on pense «sans gluten». Au départ disponible uniquement en livraison – mais dans toute*

la Suisse –, les produits de Piaf ont trouvé un nid au Grand-Lancy. L’arcade, ouverte au mois de mai, vend pour l’instant seulement à l’emporter, mais le menu s’est étoffé d’un choix de boissons. Pour Alice, la prochaine étape est l’ouverture d’un service sur place avec des tables intérieures et une terrasse. Pour financer ce projet, l’entrepreneuse a lancé un crowdfunding qui a dépassé son objectif et réuni 120% du montant espéré. «Une preuve qu’il y a une vraie demande pour ce que nous proposons», se réjouit Alice. Elle espère ouvrir ce nouvel espace de dégustation sur place durant l’été. Des plats de petite restauration et un brunch seront également proposés. ■

Boulangerie Piaf, chemin des Semailles 9k, Grand-Lancy. Ouvert du mardi au vendredi de 7h30 à 18h et le samedi de 9h à 17h. www.piafglutenfree.com